



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ISÈRE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°38-2017-061

PUBLIÉ LE 13 JUILLET 2017

# Sommaire

## **38\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de l'Isère**

38-2017-07-05-007 - 2017 Arrêté de RETRAIT de la déclaration d'un organisme de service aux personnes ASS Apprendre Comprendre Réussir (2 pages)	Page 6
38-2017-07-11-006 - 2017 Arrêté de RETRAIT de la déclaration d'un organisme de services aux personnes AE HAMAMA Leila (2 pages)	Page 9
38-2017-07-10-003 - 2017 Récépissé de DECLARATION d'un organisme de Services Aux Personnes ME COMMERGNAT Marie-Françoise (3 pages)	Page 12
38-2017-07-10-004 - 2017 Récépissé de DECLARATION d'un organisme de Services Aux Personnes ME VIOLLET Didier (3 pages)	Page 16
38-2017-07-11-007 - 2017 Récépissé de DECLARATION d'un organisme de Services Aux Personnes SARL SANS SOUCIS (4 pages)	Page 20
38-2017-07-10-002 - Retrait Arrêté agrément ESUS ENERG'Y CITOYENNES à ST MARTIN D'HERES (38) (2 pages)	Page 25

## **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

38-2017-05-09-009 - Arrêté n° 2017-1361 En date du 9 mai 2017 autorisant la modification d'une Pharmacie à usage intérieur du CHU de GRENOBLE (3 pages)	Page 28
38-2017-06-23-005 - Arrêté n° 2017-3481 portant autorisation de commerce électronique de médicaments pharmacie du Parc 38430 MOIRANS (2 pages)	Page 32
38-2017-07-07-009 - Arrêté N° 2017-3850 portant création d'une pharmacie à usage intérieur au sein du GCS groupement des établissements publics du Sud-Grésivaudan", dont le siège social est situé dans les locaux du Centre hospitalier de Saint Marcellin, 1 avenue Felix Faure, 38160 SAINT MARCELLIN (2 pages)	Page 35
38-2017-07-07-010 - Arrêté N° 2017-3851 portant suppression d'une pharmacie à usage intérieur de la pharmacie à usage intérieur de la résidence d'accueil et de soins le Perron située à SAINT SAUVEUR 38160 (2 pages)	Page 38
38-2017-07-07-011 - Arrêté n° 2017-4087 fixant le tableau de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire du 1er août 2017 au 31 août 2017 (9 pages)	Page 41

## **Direction départementale de la cohésion sociale de l'Isère**

38-2017-07-07-005 - AP nouvelle adresse siège France HORIZON et CHRS Grenoble France HORIZON (3 pages)	Page 51
38-2017-07-11-003 - Dérogation BNSSA pour la surveillance d'une baignade d'accès payant (1 page)	Page 55

## **Direction départementale de la protection des populations de l'Isère**

38-2017-07-03-014 - Arrêté de mise en demeure N°DDPP-IC-2017-07-06 _ société MERMET à les Avenières Veyrins Thuellin - respect des dispositions (4 pages)	Page 57
38-2017-06-28-012 - arrêté portant agrément sanitaire temporaire et délivrant l'autorisation à l'abattoir de M. JOURDAN Jérôme, 949 Route des Cerisiers 38440 SAVAS MEPIN à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux. (3 pages)	Page 62

38-2017-06-28-011 - arrêté portant agrément sanitaire temporaire et délivrant l'autorisation à l'abattoir de M. MARTIN Éric - Les Ruches 38650 ROISSARD à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux. (3 pages)	Page 66
38-2017-06-30-010 - n°DDPP-IC-2017-06-24 portant mise en demeure Société Guy Dauphin Environnement (GDE) de respecter des prescriptions (2 pages)	Page 70
<b>Direction départementale des finances publiques de l'Isère</b>	
38-2017-07-05-004 - Arrêté relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publique de l'Isère - Centre des Finances Publiques de LA MURE [Fermeture exceptionnelle le 19 juillet 2017]. (1 page)	Page 73
38-2017-07-12-003 - Arrêté relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de l'Isère [Centre des Finances Publiques de SAINT MARCELLIN] (1 page)	Page 75
38-2017-07-05-008 - Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal en faveur des agents de la trésorerie de PONT DE BEAUVOISIN, à compter du 5 juillet 2017. (2 pages)	Page 77
38-2017-07-03-015 - Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal en faveur des agents du Service des Impôts des Particuliers de LA MURE, à compter du 3 juillet 2017. (2 pages)	Page 80
38-2017-07-01-002 - Délégations spéciales de signature pour le pôle Gestion fiscale de la direction départementale des finances publiques de l'Isère, à compter du 1er juillet 2017. (5 pages)	Page 83
<b>Direction départementale des territoires de l'Isère</b>	
38-2017-07-03-012 - 4 ème modification de la composition de la formation spécialisée « des carrières » de la CDNPS depuis le renouvellement du 29/01/2016. (3 pages)	Page 89
38-2017-07-07-007 - AP autorisant la réintégration de parcelles cadastrales situées sur la territoire de SICCIEU-ST-JULIEN ET CARISIEU dans le territoire de l'ACCA de SICCIEU-ST-JULIEN ET CARISIEU (2 pages)	Page 93
38-2017-07-07-003 - AP autorisant la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées : micro mammifères (musaraignes) Bénéficiaire : Ligue de protection des Oiseaux (LPO Isère) (4 pages)	Page 96
38-2017-07-07-004 - AP autorisant la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées d'amphibiens et insectes Bénéficiaire : Syndicat du Haut-Rhône (4 pages)	Page 101
38-2017-07-04-005 - AP autorisant le tir à plomb du chevreuil sur l'ensemble du département pour la campagne 2017-2018 (3 pages)	Page 106
38-2017-07-10-001 - AP autorisant l'organisation du vol 1807 dans la réserve naturelle nationale des hauts de chartreuse dans le cadre de la coupe Icare 2017 (2 pages)	Page 110
38-2017-07-04-008 - AP dérogation capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, pour société AREA Dans le cadre demi-diffuseur de la Bâtie sur l'autoroute A41, communes de Saint-Nazaire-les-Eymes et Saint-Ismier (25 pages)	Page 113

38-2017-07-04-004 - AP fixant les conditions de chasse et de destruction dans les réserves de chasse et de faune sauvage (2 pages)	Page 139
38-2017-07-07-001 - AP modifiant l'AP n°2011-159-0025 du 8 juin 2011 portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement VICAT – Usine de Montalieu dans le cadre de l'exploitation d'une carrière et installation de traitement, mise en place et utilisation d'un convoyeur à bande Creys-Mépieu et Bouvesse-Quirieu (10 pages)	Page 142
38-2017-07-04-009 - AP modifiant le Plan Local de Gestion Cynégétique Sanglier de l'Unité de Gestion n° 9 annexé à l'AP n° 2012206-0019 du 24 juillet 2012 (2 pages)	Page 153
38-2017-07-03-008 - AP portant identification des points d'eau visé par l'arrêté ministériel NOR AGRG1632554A du 4 mai 2017 pour le département de l'Isère (2 pages)	Page 156
38-2017-06-26-019 - Arrêté approuvant la stratégie locale de gestion des risques d'inondation de l'aire métropolitaine lyonnaise (5 pages)	Page 159
38-2017-07-04-007 - Arrêté Modifiant l'arrêté n° 2015 du 23 juin 2015 suite à changement de dénomination d'enseigne (2 pages)	Page 165
38-2017-07-06-007 - Arrêté modificatif à la répartition de l'enveloppe NBI au titre des 6ème et 7ème tranche de la mise en oeuvre du protocole Durafour (1 page)	Page 168
38-2017-07-05-005 - Arrêté portant cessation d'activité de l'établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière de Monsieur Salvatore IANNI à FONTAINE (2 pages)	Page 170
38-2017-07-06-001 - Arrêté portant sur le renouvellement quinquennal de l'agrément de Monsieur Alain ROY exploitant de l'AUTO ECOLE AD'HOC CONDUITE à Grenoble (2 pages)	Page 173
38-2017-07-11-002 - Arrêté préfectoral relatif au système de gestion des eaux pluviales du domaine universitaire portant reconnaissance d'existant de deux rejets d'eau pluviale dans l'Isère et d'un réseau interceptant les eaux pluviales sur une surface de 180 hectares soumis à autorisation en application de l'article L.214-6 du code de l'environnement Communes de GIÈRES et de SAINT-MARTIN D'HÈRES (4 pages)	Page 176
38-2017-07-05-006 - Arrêté portant cessation d'activité de l'établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière de Monsieur Abdelkerim ROUACHED à VIENNE (2 pages)	Page 181
38-2017-07-11-004 - Autorisation de mise en exploitation temporaire du grand tunnel du Chambon sur la RD1091 (4 pages)	Page 184
38-2017-07-06-002 - Autorisation feu d'artifice sur le Rhône Vienne/Ste Colombe (4 pages)	Page 189
38-2017-07-07-002 - CBNA AP modifiant l'AP 38-215-245-DDT/SE/03 du 2 septembre 2015 autorisant le prélèvement, le transport et la culture ex situ de plants ou fragments de plants d'espèces végétales protégées Bénéficiaire : Conservatoire botanique national alpin (CBNA) (2 pages)	Page 194
38-2017-07-12-002 - Feu d'artifice sur le Rhône Givors/Chasse-sur-Rhône (4 pages)	Page 197



38-2017-07-11-005 - Feu d'artifice sur le Rhône Serrières/Sablons (3 pages)	Page 202
38-2017-07-03-009 - Modifiant l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant composition de la formation « nature » de la commission départementale de la nature des paysages et des sites . 2eme modification de la composition de la formation « nature » depuis le renouvellement du 29 /01 2016 (4 pages)	Page 206

### **Préfecture de l'Isère**

38-2017-07-07-008 - ARRETE INDEMNITÉ REPRÉSENTATIVE DE LOGEMENT DUE AUX INSTITUTEURS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 (3 pages)	Page 211
38-2017-07-11-001 - Arrêté autorisant la société "Alcyon Sécurité" à mettre en place temporairement 6 agents de sécurité privé sur la voie publique (3 pages)	Page 215
38-2017-07-06-004 - Arrêté préfectoral portant clôture de la régie de recettes créée auprès de la police municipale de Mont de Lans (4 pages)	Page 219
38-2017-07-06-006 - Arrêté préfectoral portant clôture de la régie de recettes créée auprès de la police municipale de Saint-Martin d'Hères (4 pages)	Page 224
38-2017-07-06-005 - Arrêté préfectoral portant clôture de la régie de recettes créée auprès de la police municipale du Péage de Roussillon (4 pages)	Page 229
38-2017-06-09-015 - DREAL- Arrêté préfectoral prescrivant la modification simplifiée du plan de prévention des risques technologiques pour les établissements ADISSEO France, BLUESTAR SILICONES, ENGRAIS SUD VIENNE, HLOG (ex GEODIS BM CHIMIE), NOVAPEX, RHODIA OPÉRATIONS, RUBIS STOCKAGE impactant les communes de Roussillon – Salaise sur Sanne – Le Péage de Roussillon et Sâblons (6 pages)	Page 234

### **Rectorat de Grenoble**

38-2017-07-04-006 - Arrêté rectoral SG n°2017-22 du 4 juillet 2017 portant subdélégation de signature dans le cadre du SICAC (1 page)	Page 241
---	----------

38\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi de l'Isère

38-2017-07-05-007

2017 Arrêté de RETRAIT de la déclaration d'un organisme  
de service aux personnes <sup>SAP</sup> ASS Apprendre Comprendre  
Réussir



## **PREFECTURE DE L'ISERE**

Réf. Unité Départementale de l'Isère

*Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi  
Auvergne-Rhône Alpes - DIRECCTE*

### **LE PREFET DU DEPARTEMENT DE L'ISERE**

#### **Arrêté (Retrait)**

- **Vu** le Code du Travail et notamment ses articles L 7232-1 et suivants, D 7232-1 et suivants et R 7232-1 et suivants relatifs à l'agrément des personnes morales et des entreprises individuelles exerçant les activités de services à la personne dont ma liste est fixée par ledit code :
- **Vu** l'arrêté du préfet de l'Isère en date du 25 août 2015 accordant la déclaration à l'Association «Apprendre Comprendre Réussir»
- **Vu** la demande de Madame BERLAND Pierrette représentant l'Association «Apprendre Comprendre Réussir» en date du 3 juillet 2017 – 5, rue de la Berche – 38660 LE TOUVET qui précise qu'il ne respecte pas les obligations mentionnées aux articles R 7232-4 à R 7232-10 du code du travail.
- **Vu** l'arrêté N° DIRECCTE 2017-42 du 8 juin 2017 publié au RAA le 15 juin 2017 portant subdélégation de signature à Madame Brigitte BARTOLI BOULY, Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,

**ASS « Apprendre Comprendre Réussir »**  
5, rue de la Berche  
**38660 LE TOUVET**  
**n° SIRET : 753 919 299 00010**

Sur proposition de la responsable de l'Unité départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes

## CONSIDERANT

- **Que** le titulaire de la déclaration a cessé de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-4 à R 7232-10 du code du travail, notamment :
- **Que** L' Association «**Apprendre Comprendre Réussir**» ne peut respecter la condition d'exclusivité

## DECIDE

**Article 1 :** la « déclaration » accordée **le 25 août 2015** à l'Association «**Apprendre Comprendre Réussir**», n° SIRET 753 919 299 00010 dont le siège social est situé – 5, rue de la Berche – 38660 LE TOUVET **est retirée** à compter du **3 juillet 2017** conformément aux dispositions des articles R 7232-13 et suivants du Code du Travail, pour toutes ses activités.

**Article 2 :** La responsable de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes, est chargée de le notifier aux organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales.

Grenoble, le 5 juillet 2017

P/ Le Préfet de l'Isère et par délégation,  
P/La Directrice de l'Unité Départementale de  
l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,  
La Directrice Adjointe,

**Catherine BONOMI**

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification

- d'un recours gracieux auprès du signataire
- d'un recours hiérarchique adresser au Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique -Direction générale des entreprises Mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.
- d'un recours contentieux auprès du tribunal Administratif de Grenoble

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

Unité Territoriale de l'Isère – 1 avenue Marie Reynoard – 38029 GRENOBLE Cedex 2 – Tel : 04 56 58 38 38

Travail Info Service : 0 821 347 347 (0,12 € TTC/min)

[www.rhone-alpes.travail.gouv.fr](http://www.rhone-alpes.travail.gouv.fr) – [www.travail-solidarite.gouv.fr](http://www.travail-solidarite.gouv.fr) – [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) –

[www.dgccrf.bercy.gouv.fr](http://www.dgccrf.bercy.gouv.fr)

38\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi de l'Isère

38-2017-07-11-006

2017 Arrêté de RETRAIT de la déclaration d'un organisme  
de services aux personnes <sup>SAP</sup> AE HAMAMA Leila



## **PREFECTURE DE L'ISERE**

Réf. Unité Départementale de l'Isère

*Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi  
Auvergne-Rhône Alpes - DIRECCTE*

LE PREFET DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

### **Arrêté (Retrait)**

- **Vu** le Code du Travail et notamment ses articles L 7232-1 et suivants, D 7232-1 et suivants et R 7232-1 et suivants relatifs à l'agrément des personnes morales et des entreprises individuelles exerçant les activités de services à la personne dont ma liste est fixée par ledit code :

- **Vu** l'arrêté du préfet de l'Isère n° 2016-07-05-005 en date du 5 juillet 2016 accordant la déclaration à l'Auto entreprise «HAMAMA Leila»

- **Vu** la demande de Madame HAMAMA Leila représentant l'Auto entreprise « HAMAMA Leila » en date du 10 juillet 2017 – 2, avenue Jean Perrot – 38100 GRENOBLE qui précise qu'il ne respecte pas les obligations mentionnées aux articles R 7232-4 à R 7232-10 du code du travail.

- **Vu** l'arrêté N° DIRECCTE 2017-42 du 8 juin 2017 publié au RAA le 15 juin 2017 portant subdélégation de signature à Madame Brigitte BARTOLI BOULY, Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,

**AE « HAMAMA Leila»**  
2, avenue Jean Perrot

**38100 GRENOBLE**

**n° SIRET : 821 019 536 00019**

Sur proposition de la responsable de l'Unité départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes

## CONSIDERANT

- **Que** le titulaire de la déclaration a cessé de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-4 à R 7232-10 du code du travail, notamment :

- **Que** L'Auto Entreprise «**HAMAMA Leila**» ne peut plus proposer des activités de services à la personne et respecter la condition d'exclusivité

## DECIDE

**Article 1 :** la « déclaration » accordée **le 30 juin 2016** à l'Auto Entreprise «**HAMAMA Leila** », n° SIRET 821 019 536 00019 dont le siège social est situé – 2, avenue Jean Perrot – 38100 GRENOBLE **est retirée** à compter du **1er juillet 2017** conformément aux dispositions des articles R 7232-13 et suivants du Code du Travail, pour toutes ses activités.

**Article 2 :** La responsable de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes, est chargée de le notifier aux organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales.

Grenoble, le 11 juillet 2017

P/ Le Préfet de l'Isère et par délégation,  
P/La Directrice de l'Unité Départementale de  
l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,  
La Directrice Adjointe,

**Catherine BONOMI**

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification

- d'un recours gracieux auprès du signataire
- d'un recours hiérarchique adresser au Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique -Direction générale des entreprises Mission des services à la personne,6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.
- d'un recours contentieux auprès du tribunal Administratif de Grenoble

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

Unité Territoriale de l'Isère – 1 avenue Marie Reynoard – 38029 GRENOBLE Cedex 2 – Tel : 04 56 58 38 38

Travail Info Service : 0 821 347 347 (0,12 € TTC/min)

[www.rhone-alpes.travail.gouv.fr](http://www.rhone-alpes.travail.gouv.fr) – [www.travail-solidarite.gouv.fr](http://www.travail-solidarite.gouv.fr) – [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) –

[www.dgccrf.bercy.gouv.fr](http://www.dgccrf.bercy.gouv.fr)

38\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi de l'Isère

38-2017-07-10-003

2017 Récépissé de DECLARATION d'un organisme de  
Services Aux Personnes<sup>SAP</sup> ME COMMERNAT  
Marie-Françoise





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE L'ISERE**

Réf. **Unité Départementale de l'Isère**

*Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi  
Auvergne -Rhône-Alpes - DIRECCTE*

**LE PREFET DU DEPARTEMENT DE L'ISERE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**RECEPISSE DE DECLARATION D'UN  
ORGANISME DE SERVICES AUX PERSONNES**

**ARRETE N° 2017**

=====

**Enregistré sous le N° SAP 829826668**

**et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail par**

**ME «COMMERGNAT Marie-Françoise»**

**Vu** la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

**Vu** le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

**Vu** l'arrêté Préfectoral N° DIRECCTE 2017-42 du 8 juin 2017 publié au RAA le 15 juin 2017 portant subdélégation de signature à Madame Brigitte BARTOLI BOULY, Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** la demande de déclaration d'un organisme de services à la personne déposée auprès de l'unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes le 3 juin 2017 par la :

**ME «COMMERGNAT Marie-Françoise»**

Marienet – 22, rue des écoles  
**38410 VAULNAVEYS LE HAUT**

n° SIRET : **829 826 668 00016**

Sur proposition du responsable de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes

## **A R R E T E :**

### **Article 1 :**

Après examen du dossier, la demande sus visée a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré sous le n° SAP 829 826 668 à compter du **23/06/2017**, au nom de :

**ME «COMMERGNAT Marie-Françoise»**

**Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Isère qui modifiera le récépissé initial.**

### **Article 2 :**

La structure exerce son activité sur le territoire national et selon le mode :

## **PRESTATAIRE**

**Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :**

Entretien de la maison et travaux ménagers

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

### **Article 3 :**

**La présente déclaration pourra être retirée si l'organisme :**

- ne respecte pas les engagements mentionnés à l'article R.7232-19, 4° et 5° du code du travail relatif au respect de la condition d'activité exclusive et pour les personnes morales ou entrepreneurs dispensées de cette condition d'activité exclusive, à la tenue d'une comptabilité séparée.
- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées à l'article R.7232-19 (6°) du code du travail,
- ne renseigne pas en ligne, ou ne transmet pas au préfet territorialement compétent (Unité Départementale de l'Isère) conformément à l'article R7232-21 du Code du travail, de façon répétée, chaque trimestre un état de son activité et chaque année, au titre de l'année écoulée, un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée ainsi qu'un tableau statistique annuel.

#### **Article 4 :**

La Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de l'exécution de la présente déclaration, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 10 juillet 2017

P/ Le Préfet de l'Isère et par délégation,  
P/La Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère  
de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,  
La Directrice Adjointe,

**Catherine BONOMI**

38\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi de l'Isère

38-2017-07-10-004

2017 Récépissé de DECLARATION d'un organisme de  
Services Aux Personnes<sup>SAP</sup> ME VIOLLET Didier



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE L'ISERE**

Réf. **Unité Départementale de l'Isère**

*Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi  
Auvergne -Rhône-Alpes - DIRECCTE*

**LE PREFET DU DEPARTEMENT DE L'ISERE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**RECEPISSE DE DECLARATION D'UN  
ORGANISME DE SERVICES AUX PERSONNES**

**ARRETE N° 2017**

=====

**Enregistré sous le N° SAP 830530580**  
**et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail par**

**ME «VIOLLET Didier»**

**Vu** la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

**Vu** le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

**Vu** l'arrêté Préfectoral N° DIRECCTE 2017-42 du 8 juin 2017 publié au RAA le 15 juin 2017 portant subdélégation de signature à Madame Brigitte BARTOLI BOULY, Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** la demande de déclaration d'un organisme de services à la personne déposée auprès de l'unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes le 4 juillet 2017 par la :

**ME «VIOLLET Didier»**

**DV TOUSERVICES**

**4, impasse des AYES**

**38300 MEYRIE**

**n° SIRET : 830 530 580 00018**

Sur proposition du responsable de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes

## ARRETE :

### **Article 1 :**

Après examen du dossier, la demande sus visée a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré sous le n° SAP **830 530 580** à compter du **04/07/2017**, au nom de :

**ME «VIOLLET Didier»**

**Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Isère qui modifiera le récépissé initial.**

### **Article 2 :**

La structure exerce son activité sur le territoire national et selon le mode :

## PRESTATAIRE

**Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :**

Entretien de la maison et travaux ménagers

Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage

Prestations de petits bricolage dites « homme toutes mains »

Accompagnement d'enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) \*

Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions

Livraison de repas à domicile \*

Collecte et livraison à domicile de linge repassé \*

Livraison de course à domicile \*

Soins et promenades d'animaux de compagnie à l'exclusion des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes

Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire

Assistance administrative à domicile

Assistance des personnes qui ont besoins d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoins d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques)

Accompagnement des personnes qui ont besoins d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante.

*\*à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de service incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile*

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

### **Article 3 :**

**La présente déclaration pourra être retirée si l'organisme :**

- ne respecte pas les engagements mentionnés à l'article R.7232-19, 4° et 5° du code du travail relatif au respect de la condition d'activité exclusive et pour les personnes morales ou entrepreneurs dispensées de cette condition d'activité exclusive, à la tenue d'une comptabilité séparée.
- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées à l'article R.7232-19 (6°) du code du travail,
- ne renseigne pas en ligne, ou ne transmet pas au préfet territorialement compétent (Unité Départementale de l'Isère) conformément à l'article R7232-21 du Code du travail, de façon répétée, chaque trimestre un état de son activité et chaque année, au titre de l'année écoulée, un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée ainsi qu'un tableau statistique annuel.

### **Article 4 :**

La Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de l'exécution de la présente déclaration, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 10 juillet 2017

P/ Le Préfet de l'Isère et par délégation,  
P/La Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère  
de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,  
La Directrice Adjointe,

**Catherine BONOMI**

38\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi de l'Isère

38-2017-07-11-007

2017 Récépissé de DECLARATION d'un organisme de  
Services Aux Personnes<sup>SAP</sup> SARL SANS SOUCIS



Réf. **Unité Départementale de l'Isère**

*Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi  
Auvergne - Rhône-Alpes - DIRECCTE*

**LE PREFET DU DEPARTEMENT DE L'ISERE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**RECEPISSE MODIFICATIF DE DECLARATION D'UN  
ORGANISME DE SERVICES AUX PERSONNES**

**ARRETE N° 2017**

=====

**Enregistré sous le N° SAP 489814681**

**et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail par**

**SARL «SANS SOUCIS»**

**Vu** la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

**Vu** le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

**Vu** l'arrêté Préfectoral N° DIRECCTE 2017-42 du 8 juin 2017 publié au RAA le 15 juin 2017 portant subdélégation de signature à Madame Brigitte BARTOLI BOULY, Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** la demande de modification de la Déclaration d'un organisme de services à la personne déposée auprès de l'unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes le 10 juillet 2017 par la:

**SARL «SANS SOUCIS»**  
Madame DUPUY Agnès  
59, avenue Général Leclerc  
38540 HEYRIEUX

n° SIRET : 489 814 681 00032

Sur proposition du responsable de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes

# ARRETE :

## **Article 1 :**

Après examen du dossier, la demande sus visée a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré sous le n° SAP **489 814 681** à compter du **08/06/2012** au nom de :

**SARL «SANS SOUCIS»**

**Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Isère qui modifiera le récépissé initial.**

## **Article 2 :**

La structure exerce son activité sur le territoire national et selon le mode :

### **PRESTATAIRE**

**Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :**

Entretien de la maison et travaux ménagers

Garde d'enfants de plus de 3 ans

Accompagnement d'enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) \*

Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions

Livraison de courses à domicile \*

Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes

Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire

Assistance administrative à domicile

Soins et promenades d'animaux de compagnie à l'exclusion des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes

Assistance des personnes qui ont besoins d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoins d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques)

Accompagnement des personnes qui ont besoins d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante.

b) La structure exerce son activité sur le département de ***l'Isère et du Rhône*** selon le mode :

## **PRESTATAIRE**

**Ainsi que les activités de l'autorisation du Conseil départemental conformément à la LOI ASV n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 mise en application à/c du 30 décembre 2015 depuis le 8 juin 2012:**

- Assistance aux personnes âgées, qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux,
- Assistance aux personnes handicapées, qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux,
- Accompagnement des personnes âgées, personnes handicapées qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives \*

*\*à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de service incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile*

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

### **Article 3 :**

**La présente déclaration pourra être retirée si l'organisme :**

- ne respecte pas les engagements mentionnés à l'article R.7232-19, 4° et 5° du code du travail relatif au respect de la condition d'activité exclusive et pour les personnes morales ou entrepreneurs dispensées de cette condition d'activité exclusive, à la tenue d'une comptabilité séparée.
- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées à l'article R.7232-19 (6°) du code du travail,
- ne renseigne pas en ligne, ou ne transmet pas au préfet territorialement compétent (Unité Départementale de l'Isère) conformément à l'article R7232-21 du Code du travail, de façon répétée, chaque trimestre un état de son activité et chaque année, au titre de l'année écoulée, un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée ainsi qu'un tableau statistique annuel.

**Article 4 :**

La Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de l'exécution de la présente déclaration, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 11 juillet 2017

P/ Le Préfet de l'Isère et par délégation,  
P/La Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère  
de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,  
La Directrice Adjointe,

**Catherine BONOMI**

38\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi de l'Isère

38-2017-07-10-002

Retrait Arrêté agrément ESUS ENERG'Y CITOYENNES  
*Annulation de l'Arrêté Préfectoral n° UD38ESUSN17032017ENER en date du 30/03/17*  
à ST MARTIN D'HERES (38)



PREFET de l'ISERE

**Retrait Agrément**  
**Arrêté n°UD38ESUSN17032017ENER**

**Le Préfet de l'Isère**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment ses articles 1, 2 et 11,

**Vu** le décret n° 2015-719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »,

**Vu** l'arrêté du 05 Août 2015 fixant la composition du dossier de demande d'agrément « ESUS »,

**Vu** l'arrêté n° DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes 2017/42 du 08/06/2017 portant subdélégation de signature de Monsieur Jean-François BENEVISE, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre des attributions et compétences de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de l'Isère, à Madame Brigitte BARTOLI-BOULY, Directrice de l'unité départementale de l'Isère de la DIRECCTE Auvergne- Rhône-Alpes,

**Vu** la demande complète présentée à la Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère le 17 Mars 2017 par la société ENERG'Y CITOYENNES située 14 avenue Benoît Frachon 38400 ST MARTIN D'HERES (Isère) en vue d'obtenir son agrément «ESUS»,

**VU** le code des relations publiques et l'administration, notamment l'article L 211-2 à 4° ;

**VU** l'arrêté n° **UD38ESUSN17032017ENER** signé le 30/03/2017, portant agrément au titre « d'Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale » pour une durée de 2 ans à compter du 17/03/2017 et portant inscription sur la liste nationale ministérielle du Ministre chargé de l'Economie Sociale et Solidaire ;

**VU** l'extrait KBIS ainsi que les statuts de la société ENERG'Y CITOYENNES ;

**VU** la lettre d'observations en date du 27/06/2017 faisant état des illégalités de l'arrêté susvisé, et sollicitant de l'entreprise, par voie contradictoire, les observations écrites ou orales sur les points contestés ;

**VU** le mail de réponse en date du 04/07/2017 émanant du représentant de l'entreprise, relatif aux points contestés, et n'apportant pas de réponse permettant le maintien de l'agrément E.S.U.S. ;

**Considérant** que la société ENERG'Y CITOYENNES n'est pas immatriculée au registre du commerce, avec la mention d'Entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire contrairement aux dispositions du paragraphe III de la Loi du 03/07/2014 ;

Laquelle dispose :

« que peuvent faire publiquement état de leur qualité d'entreprise de l'économie sociale et solidaire, et bénéficier des droits qui s'y attachent, les personnes morales de droit privé qui répondent aux conditions mentionnées à l'article I et qui s'agissant des Sociétés Commerciales sont immatriculées sous réserve de la conformité de leurs statuts, au registre du commerce et des sociétés avec la mention de la qualité d'entreprise de l'économie sociale et solidaire ».

**Considérant** que l'article 2 de la Loi E.S.S. du 31/07/2017 dispose que « sont considérées comme poursuivant une utilité sociale (...) les entreprises dont l'objet social satisfait à titre principal à l'une au moins des conditions suivantes :

1 - objectif d'apporter, à travers leur activité, un soutien à des personnes en situation de fragilité,  
2 – objectif de contribuer à la lutte contre les exclusions et l'inégalité sanitaire et sociale, économique et culturelle, à l'éducation de la citoyenneté, au développement du lien social ou de la cohésion territoriale,  
3 – concourent au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale, sous réserve que leur activité à l'un des objectifs mentionnés aux 1° et 2° »;

**Considérant** que l'activité de l'entreprise consiste de manière principale à la production d'énergies renouvelables,

que l'activité ne cible pas l'une des conditions prévues par l'article 2 susvisée,

et que la notion d'éducation à la citoyenneté doit prioritairement viser ceux qui en sont exclus, alors que les statuts de l'entreprise visent les métropoles grenobloises, les habitants de manière générale, les entreprises, les associations ;

## **A R R E T E**

**Article 1 :** L'annulation de l'Arrêté Préfectoral n° **UD38ESUSN17032017ENER** en date du 30 mars 2017 ;

**Article 2 :** Le retrait de l'agrément ESUS préalablement octroyé par l'Arrêté Préfectoral susvisé ;

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère et la Directrice de l'unité Départementale de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 10 juillet 2017

Pour le Préfet de l'Isère et par délégation,  
La Directrice Régionale Adjointe  
DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes  
Directrice de l'Unité Départementale de l'Isère

Brigitte BARTOLI-BOULY

### **Voies de Recours**

*Si vous estimez que la présente décision est contestable, les voies de recours suivantes vous sont ouvertes dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication*

- **recours hiérarchique** devant le Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social-  
Direction Générale du Travail 39-43 quai André Citroën 75015 PARIS

- **recours contentieux** devant le Tribunal Administratif de Grenoble 2, place de Verdun 38022 Grenoble Cedex

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

38-2017-05-09-009

Arrêté n° 2017-1361

En date du 9 mai 2017 autorisant la modification d'une  
Pharmacie à usage intérieur du CHU de GRENOBLE



**Arrêté n° 2017-1361**  
**En date du 9 mai 2017**

**Autorisant la modification d'une Pharmacie à usage intérieur**

**Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-1 à 3; L. 5126-7, L. 5126-14 ; R. 5126-2 à R. 5126-19 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;

**Vu** la décision du directeur de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé du 5 novembre 2007 relative aux bonnes pratiques de préparation ;

**Considérant** une première demande de Mme la Directrice générale du Centre hospitalier universitaire de GRENOBLE réceptionnée le 12 février 2016 et complétée le 4 avril 2016, d'obtenir l'autorisation de modifier la pharmacie à usage intérieur de l'hôpital nord afin de pouvoir délivrer des spécialités reconstituées au CH de LA MURE ;

**Considérant** la demande de Mme la Directrice générale du Centre hospitalier universitaire de GRENOBLE réceptionnée le 20 octobre 2016 et déclarée complète le 9 décembre 2016, d'obtenir l'autorisation de modifier la pharmacie à usage intérieur de l'hôpital nord (relocalisation de la stérilisation centrale) ;

**Considérant** le rapport du pharmacien inspecteur de santé publique ;

**Considérant** l'avis de la section H du Conseil National de l'ordre des Pharmaciens reçu le 21 mars 2017 ;

**Considérant** que la pharmacie à usage intérieur de l'hôpital nord du CHU, et notamment de la stérilisation, dont la modification a été demandée, répondent aux dispositions prévues par le code de la santé publique et aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière en matière de locaux, de personnels et d'équipements ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'autorisation prévue à l'article L. 5126-7 du code de la santé publique de modifier la pharmacie à usage intérieur de l'hôpital nord de son établissement est accordée à Madame la Directrice du Centre hospitalier universitaire de GRENOBLE.

Article 2 : La pharmacie à usage intérieur de l'hôpital nord est autorisée à pratiquer les activités suivantes :

- Activités mentionnées à l'article R. 5126-8 du code de la santé publique :
  - gestion, approvisionnement, contrôle, détention et dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que des dispositifs médicaux stériles ;
  - réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
  - division des produits officinaux.

**Siège**  
241 rue Garibaldi  
69 418 Lyon Cedex 03  
Tél. : 04 72 34 74 00

- Activités spécialisées mentionnées à l'article R. 5126-9 du code de la santé publique :
  - réalisation des préparations hospitalières à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques hormis les préparations stériles injectables et les préparations contenant des produits à risque ou particulièrement dangereux pour le personnel et l'environnement ;
  - réalisation des préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales mentionnées à l'article L. 5126-11, y compris la préparation des médicaments expérimentaux mentionnée à l'article L. 5126-5, pour :
    - les formes orales
    - les médicaments anticancéreux injectables stériles
    - les médicaments radiopharmaceutiques
    - les médicaments stériles
    - les médicaments injectables
  - délivrance des aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales mentionnés à l'article L. 5137-2 ;
  - stérilisation des dispositifs médicaux dans les conditions prévues par le décret mentionné à l'article L. 6111-1 ;
  - préparation des médicaments radiopharmaceutiques ;
  - vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L 5126-4.

Article 3 : les locaux où sont réalisées les activités autorisées à l'article 2 se situent :

localisation	activité
<b>PUI de l'hôpital nord</b>	
<b>Site hôpital nord</b>	
• Hôpital Michallon	
Pavillon Vercors	
RDC bas	Activité R. 5126-8-1°+Dispensation au public, aliments diététiques destinés à une alimentation spéciale (stockage)
RDC haut	Activité R. 5126-8-1°+gestion des essais cliniques
Bâtiment Michallon	
Sous-sol	Stockage
RDC bas	Radiopharmacie
RDC haut	Stérilisation
4° étage	Antenne de pharmacie du pôle médecine aiguë communautaire
5° étage	Unité de reconstitution centralisée des chimiothérapies
2° étage de l'institut de biologie et pathologie, service biochimie des cancers et biothérapies, pièce N2-233	Préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales (reconstitution de médicaments injectables de thérapie innovante et à base d'organismes génétiquement modifiés)
• Hôpital La Tronche	
pavillon Moidieu	
Sous-sol	Activité R. 5126-8-1° (Archives et stockage)
RDC	Activité R. 5126-8-1° (stockage)

**Siège**

241 rue Garibaldi  
69 418 Lyon Cedex 03  
Tél. : 04 72 34 74 00

1 <sup>er</sup> étage	Activité R. 5126-8-1° (administration)
2° étage	Préparations magistrales, hospitalières, rendues nécessaires par les recherches biomédicales et contrôles
<b>Site hôpital sud</b>	
2° niveau	Pharmacie clinique

**Article 4** : Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance de la pharmacie à usage intérieur est de 5 demi-journées.

**Article 5** : La pharmacie à usage intérieur de l'hôpital nord est autorisée à effectuer conformément aux 5<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> alinéas de l'article L. 5126-2 du code de la santé publique les activités suivantes :

- la délivrance des spécialités pharmaceutiques reconstituées (chimiothérapies) au profit du Centre hospitalier de La Mûre pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pour rappel et conformément aux autorisations antérieures, la pharmacie à usage intérieur de l'hôpital nord demeure autorisée à effectuer les activités suivantes :

- la stérilisation de dispositifs médicaux pour le compte du Centre hospitalier Alpes Isère à SAINT EGREVE pour une durée de 4 années à compter de la notification de l'arrêté n° 2015-2850 du 16 juillet 2015 ;
- la stérilisation de dispositifs médicaux pour le compte du Centre hospitalier de La Mûre pour une durée de 5 années à compter de la notification de l'arrêté n° 2015-2850 du 16 juillet 2015 ;
- la délivrance de préparations magistrales (solution à usage externe) au profit du Centre hospitalier de La Mûre pour une durée de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté n° 2016-4094 du 5 septembre 2016 ;
- la délivrance des spécialités pharmaceutiques reconstituées (chimiothérapies) au profit du Centre hospitalier de Voiron pour une durée de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté n° 2016-4094 du 5 septembre 2016.

**Article 6** : La pharmacie à usage intérieur de l'hôpital nord est autorisée à desservir les sites suivants :

- l'EHPAD "la Bâtie" à St Ismier ;
- la maison d'arrêt de Varcès.

**Article 7** : Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Madame la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes ;
- d'un recours administratif auprès de Madame la Ministre des Affaires Sociales ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Ces recours administratifs (gracieux et hiérarchique) ne constituent pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

**Article 8** : La Directrice de l'offre de soins et le Directeur de la délégation départementale de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département de l'Isère.

Pour le directeur général et par délégation  
La directrice de l'offre de soins

Signé

Céline VIGNE

#### Siège

241 rue Garibaldi  
69 418 Lyon Cedex 03  
Tél. : 04 72 34 74 00

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

38-2017-06-23-005

Arrêté n° 2017-3481 portant autorisation de commerce  
électronique de médicaments pharmacie du Parc 38430  
MOIRANS

Arrêté n° **2017-3481**  
En date du 23 juin 2017

**Portant autorisation de commerce électronique de médicaments**

**Le directeur général**  
**de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5121-1, L. 5125-33, L. 5125-36 et R. 5125-70 à 74,

**Vu** les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance en référé du Conseil d'Etat n° 365459 du 14 février 2013,

**Considérant** la demande réceptionnée le 31 mai 2017 de M. Emmanuel ROUSSEL et de Mme Séverine OUDOT, titulaires de la pharmacie du Parc, sise 2 rue d'Alboussière à MOIRANS 38430, sollicitant l'autorisation de commerce électronique de médicaments,

**Considérant** les pièces justificatives à l'appui,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : M. Emmanuel ROUSSEL et Mme Séverine OUDOT, titulaires de la pharmacie du Parc, sise 2 rue d'Alboussière à MOIRANS 38430, inscrits au tableau de la section A de l'ordre des pharmaciens respectivement sous les numéros RPPS 10001830735 et 10001811438, titulaires de la licence n° 38#000496, sont autorisés à exercer le commerce électronique de médicaments.

Noms et prénoms des titulaires :

- Emmanuel ROUSSEL
- Séverine OUDOT

Site utilisé : [pharmacieduparcmoirans.pharmavie.fr](http://pharmacieduparcmoirans.pharmavie.fr)

**Article 2** : Le site utilisé doit être conforme à la réglementation en vigueur.

**Article 3** : Dans les quinze jours suivant la date d'autorisation, les titulaires d'officine informent le conseil régional de l'ordre des pharmaciens de la création du site internet de commerce électronique de médicaments et lui transmettent à cet effet une copie de la demande adressée à l'ARS et une copie de la présente autorisation.

**Article 4** : En cas de modification substantielle des éléments de l'autorisation mentionnés à l'article R. 5125-71, les pharmaciens titulaires de l'officine en informent sans délai, par tout moyen permettant d'en accuser réception, le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

**Article 5** : En cas de suspension ou de cessation d'exploitation du site Internet, les pharmaciens titulaires de l'officine informent sans délai le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

**Article 6** : Cette décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision, d'un recours :

- gracieux auprès de monsieur le directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique auprès de madame la Ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble.

**Article 7** : le directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de la délégation départementale de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département de l'Isère.

Pour le directeur général et par délégation  
Le responsable du service gestion pharmacie

signé

Christian DEBATISSE

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

38-2017-07-07-009

Arrêté N° 2017-3850 portant création d'une pharmacie à  
usage intérieur au sein du GCS groupement des  
établissements publics du Sud-Grésivaudan", dont le siège  
social est situé dans les locaux du Centre hospitalier de  
Saint Marcellin, 1 avenue Felix Faure, 38160 SAINT  
MARCELLIN

**Arrêté N° 2017-3850**

**Portant création d'une pharmacie à usage intérieur**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-1 à 3, L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;

**Vu** la décision du directeur de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé du 5 novembre 2007 relative aux bonnes pratiques de préparation ;

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et du décret s'y rapportant n° 2010-344 du 31 mars 2010 ;

**Vu** l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et du décret ;

**Vu** l'arrêté n° 2015-5399 du 8 décembre 2015 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire "GCS groupement des établissements publics du Sud-Grésivaudan" ;

**Considérant** la demande de M. Denis GOSSE, Directeur du Centre hospitalier de SAINT MARCELLIN, en date du 8 mars 2017, déclarée complète le 11 avril 2017, sollicitant le transfert de la pharmacie à usage intérieur du Centre hospitalier de SAINT MARCELLIN au "GCS groupement des établissements publics du Sud-Grésivaudan" ;

**Considérant** l'avis de la section H du Conseil National de l'ordre des Pharmaciens en date du 30 juin 2017 ;

**Considérant** l'avis du pharmacien inspecteur de santé publique ;

### **Arrête**

**Article 1er :** Le "GCS groupement des établissements publics du Sud-Grésivaudan", dont le siège social est situé dans les locaux du Centre hospitalier de Saint Marcellin, 1 avenue Felix Faure, 38160 SAINT MARCELLIN, est autorisé à disposer d'une pharmacie à usage intérieur.



**Article 2 :** La pharmacie à usage intérieur du "GCS groupement des établissements publics du Sud-Grésivaudan" desservira les membres partie au GCS suivants :

- Résidence d'accueil et de soins du Perron ;
- Centre hospitalier de Saint Marcellin, y compris l'EHPAD de Chatte.

**Article 3 :** La pharmacie à usage intérieur du "GCS groupement des établissements publics du Sud-Grésivaudan" est autorisée à pratiquer les activités suivantes :

- Activités mentionnées à l'article R. 5126-8 du code de la santé publique ;
- Activités spécialisées mentionnées à l'article R. 5126-9 du code de la santé publique :
  - vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L 5126-4.

**Article 4 :** Les locaux de la pharmacie à usage intérieur sont implantés au rez-de-chaussée du bâtiment E du centre hospitalier de Saint Marcellin.

**Article 5 :** Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance est de 10 demi-journées par semaine.

**Article 6 :** Les activités concernées par l'autorisation doivent être réalisées en conformité avec les bonnes pratiques hospitalières et les bonnes pratiques de préparations.

**Article 7 :** Les arrêtés :

- n° 2011-3314 du 11 août 2011 portant modification de l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur du CH SAINT MARCELLIN,
  - n° 2001-3178 du 3 août 2011 portant modification de l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur du CH SAINT MARCELLIN,
  - n° 2004-RA-433 portant modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du CH SAINT MARCELLIN,
  - n° 99/2579 du 7 avril 1999 portant autorisation de transfert de la pharmacie intérieure du CH SAINT MARCELLIN,
- sont abrogés.

**Article 8 :** Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;
- d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des solidarités et de la santé,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Ces recours administratifs (gracieux et hiérarchique) ne constituent pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

**Article 9 :** La directrice de l'offre de soins et le directeur de la délégation départementale de l'Isère de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département de l'Isère.

Fait à Lyon le 7 avril 2017

Pour le directeur général et par délégation

La directrice déléguée pilotage opérationnel et 1<sup>er</sup> recours

Signé

Dr Corinne RIEFFEL

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

38-2017-07-07-010

Arrêté N° 2017-3851 portant suppression d'une pharmacie  
à usage intérieurde la pharmacie à usage intérieur de la  
résidence d'accueil et de soins le Perron située à SAINT  
SAUVEUR 38160

**Arrêté N° 2017-3851**

**Portant suppression d'une pharmacie à usage intérieur**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-1 à 3, L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;

**Vu** la décision du directeur de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé du 5 novembre 2007 relative aux bonnes pratiques de préparation ;

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et du décret s'y rapportant n° 2010-344 du 31 mars 2010 ;

**Vu** l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et du décret ;

**Vu** l'arrêté du 27 avril 1972 portant licence n° 454 de la pharmacie ;

**Considérant** la demande de M. Denis GOSSE, Directeur de la Résidence d'accueil et de soins le Perron à SAINT SAUVEUR, réceptionnée le 27 mars 2017, sollicitant la fermeture de la PUI de cette résidence ;

**Considérant** la création d'une pharmacie à usage intérieur au sein du "GCS groupement des établissements publics du Sud-Grésivaudan" dont est membre la Résidence d'accueil et de soins le Perron à SAINT SAUVEUR et qui pourra dès lors répondre aux besoins pharmaceutiques des résidents ;

**Considérant** l'avis de la section H du Conseil National de l'ordre des Pharmaciens en date du 30 juin 2017 ;

**Considérant** l'avis du pharmacien inspecteur de santé publique ;

**Considérant** que la demande de fermeture de la pharmacie à usage intérieur de la résidence d'accueil et de soins le Perron à SAINT SAUVEUR est conforme au code de la santé publique ;

## **Arrête**

**Article 1er** : L'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de la résidence d'accueil et de soins le Perron située à SAINT SAUVEUR 38160 est retirée.

**Article 2** : L'arrêté du 27 avril 1972 portant licence n° 454 de la pharmacie est abrogé.

**Article 3** : Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;
- d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des solidarités et de la santé,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Ces recours administratifs (gracieux et hiérarchique) ne constituent pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

**Article 4** : La directrice de l'offre de soins et le directeur de la délégation départementale de l'Isère de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département de l'Isère.

Fait à Lyon le 7 juillet 2017

Pour le directeur général et par délégation  
La directrice déléguée pilotage opérationnel et 1<sup>er</sup>  
recours

Signé

Dr Corinne RIEFFEL

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

38-2017-07-07-011

Arrêté n° 2017-4087 fixant le tableau de la garde  
départementale assurant la permanence du transport  
sanitaire du 1er août 2017 au 31 août 2017

Arrêté n° 2017-4087

**Fixant le tableau de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire du 1<sup>er</sup> août 2017 au 31 août 2017**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.6312.1 à L.6312.5 et R.6312.16 à R.6312.23 ;  
Vu l'arrêté ministériel du 23 juillet 2003 fixant les périodes de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;  
Vu l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel SAMU-transport sanitaire portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence préhospitalière ;  
Vu l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente ;  
Vu l'arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;  
Vu la convention locale d'expérimentation prévue par l'article 66 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 en date du 30 septembre 2016 ;  
Vu l'avis de l'association des transports sanitaires d'urgence de l'Isère ;  
Considérant que les entreprises de transports sanitaires agréés pour l'accomplissement des transports sont tenues de participer à la garde départementale en fonction de leurs moyens matériels et humains ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le tableau de garde par secteur couvrant la période du 1<sup>er</sup> août 2017 au 31 août 2017 est agréé sous le n°38.2017.08.

**Article 2** : La modification du tableau de garde au titre du remplacement entre entreprises doit être effectuée conformément aux dispositions prévues la convention locale d'expérimentation prévue par l'article 66 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 du 30 septembre 2016.

**Article 3** : Cet arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification :

- d'un recours gracieux devant l'autorité signataire de la décision,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

**Article 4** : Le directeur de la délégation départementale de l'Isère est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 7 juillet 2017

Le directeur général,  
Pour le directeur général et par délégation,  
Pour le directeur de la délégation départementale  
et par délégation,  
L'inspectrice principale,

signé

Gisèle COLOMBANI

**GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES PRIVEES DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES**

**SECTEUR 1/2/3 "Charvieu, La Tour du Pin, Bourgoin-Jallieu"**

**8/2017**

Jour	Date	Garde 20h-8h (1)	Garde 20h-8h (2)	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés (1)	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés (2)	Garde Semaine 8h-20h (1)	Garde Semaine 8h-20h (2)
Mardi	1/8/2017	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES				
Mercredi	2/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES			ALPHA38	CROIX BLEUE
Jeudi	3/8/17	ALPHA38	BERJALLIENNES			ALPHA38	CROIX BLEUE
Vendredi	4/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES			ALPHA38	CROIX BLEUE
Samedi	5/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES			ALPHA38	CROIX BLEUE
Dimanche	6/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES
Lundi	7/8/17	ST MICHEL	BERJALLIENNES				
Mardi	8/8/17		BERJALLIENNES			CROIX BLEUE	BERJALLIENNES
Mercredi	9/8/17		BERJALLIENNES			CROIX BLEUE	BERJALLIENNES
Jeudi	10/8/17		BERJALLIENNES			CROIX BLEUE	BERJALLIENNES
Vendredi	11/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES			CROIX BLEUE	BERJALLIENNES
Samedi	12/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES			CROIX BLEUE	BERJALLIENNES
Dimanche	13/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES
Lundi	14/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES				
Mardi	15/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES	ALPHA38	BERJALLIENNES	ALPHA38	BERJALLIENNES
Mercredi	16/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES				
Jeudi	17/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES			ALPHA38	BERJALLIENNES
Vendredi	18/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES			ALPHA38	CROIX BLEUE
Samedi	19/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES			ALPHA38	CROIX BLEUE
Dimanche	20/8/17	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES	CROIX BLEUE	BERJALLIENNES
Lundi	21/8/17	ALPHA38	CROIX BLEUE				
Mardi	22/8/17	ALPHA38	CROIX BLEUE			ALPHA38	BERJALLIENNES
Mercredi	23/8/17	ALPHA38	CROIX BLEUE			ALPHA38	BERJALLIENNES
Jeudi	24/8/17	ALPHA38	CROIX BLEUE			ALPHA38	BERJALLIENNES
Vendredi	25/8/17	ALPHA38	CROIX BLEUE			ALPHA38	CROIX BLEUE
Samedi	26/8/17	ALPHA38	CROIX BLEUE			ALPHA38	CROIX BLEUE
Dimanche	27/8/17	ALPHA38	CROIX BLEUE	ALPHA38	BERJALLIENNES	ALPHA38	BERJALLIENNES
Lundi	28/8/17	ALPHA38	BERJALLIENNES				
Mardi	29/8/17	ALPHA38	BERJALLIENNES			ALPHA38	BERJALLIENNES
Mercredi	30/8/17	ALPHA38	BERJALLIENNES			ALPHA38	BERJALLIENNES
Jeudi	31/8/17	ALPHA38	BERJALLIENNES			ALPHA38	CROIX BLEUE

Signature des entreprises

**GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES PRIVEES DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES**  
**SECTEUR 4/5 "Vienne, Beaurepaire**

**8/2017**

Jour	Date	Garde 20h-8h	Garde 20h-0h	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés (1)	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés (2)	Garde Semaine 8h-20h
Mardi	1/8/2017	AL AMB	SN AMB			ROUSSILLON AMB
Mercredi	2/8/17	ROUSSILLON AMB	LA VALLEE			CAV
Jeudi	3/8/17	HEYRIEUX AMB	Vienne AMB			SCR AMB
Vendredi	4/8/17	AL AMB	SN AMB			ROUSSILLON AMB
Samedi	5/8/17	JARDIN AMB	LA VALLEE			CAV
Dimanche	6/8/17	HEYRIEUX AMB	Vienne AMB	SCR AMB	AL AMB	
Lundi	7/8/17	SN AMB	ROUSSILLON AMB			SCR AMB
Mardi	8/8/17	AL AMB	CAV			SCR AMB
Mercredi	9/8/17	Vienne AMB	JARDIN AMB			LA VALLEE
Jeudi	10/8/17	SN AMB	ROUSSILLON AMB			AL AMB
Vendredi	11/8/17	AL AMB	CAV			LA VALLEE
Samedi	12/8/17	Vienne AMB	JARDIN AMB			LA VALLEE
Dimanche	13/8/17	SN AMB	ROUSSILLON AMB	SCR AMB	LA VALLEE	
Lundi	14/8/17	AL AMB	JARDIN AMB			Vienne AMB
Mardi	15/8/17	HEYRIEUX AMB	CAV	SCR AMB	SN AMB	
Mercredi	16/8/17	ROUSSILLON AMB	HEYRIEUX AMB			LA VALLEE
Jeudi	17/8/17	AL AMB	HEYRIEUX AMB			Vienne AMB
Vendredi	18/8/17	LA VALLEE	AL AMB			SN AMB
Samedi	19/8/17	ROUSSILLON AMB	HEYRIEUX AMB			CAV
Dimanche	20/8/17	ROUSSILLON AMB	HEYRIEUX AMB	Vienne AMB	SCR AMB	
Lundi	21/8/17	HEYRIEUX AMB	SN AMB			ROUSSILLON AMB
Mardi	22/8/17	JARDIN AMB	LA VALLEE			CAV
Mercredi	23/8/17	HEYRIEUX AMB	Vienne AMB			SCR AMB
Jeudi	24/8/17	JARDIN AMB	SN AMB			ROUSSILLON AMB
Vendredi	25/8/17	HEYRIEUX AMB	LA VALLEE			CAV
Samedi	26/8/17	HEYRIEUX AMB	Vienne AMB			SCR AMB
Dimanche	27/8/17	AL AMB	SN AMB	ROUSSILLON AMB	SCR AMB	
Lundi	28/8/17	AL AMB	CAV			LA VALLEE
Mardi	29/8/17	Vienne AMB	JARDIN AMB			SCR AMB
Mercredi	30/8/17	SN AMB	ROUSSILLON AMB			SCR AMB
Jeudi	31/8/17	AL AMB	CAV			SCR AMB

#REF!



**GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES PRIVEES DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES**  
**SECTEUR 6/7 "La Côte Saint-André/Voirion"**

**8/2017**

Jour	Date	Garde 20h-3h	Garde 20h-4h	Garde 8h-20h Dimanches / jours fériés (1)	Garde 8h-20h Dimanches / jours fériés (2)	Garde Semaine 8h-20h
Mardi	1/8/2017	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES DE LA SURE
Mercredi	2/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES CUMIN
Jeudi	3/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES ABC
Vendredi	4/8/17	AMBULANCES DE LA SURE	AMBULANCES GUILLERMIN			AMBULANCES CUMIN
Samedi	5/8/17	AMBULANCES DE LA SURE	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES DE LA SURE
Dimanche	6/8/17	AMBULANCES DE LA SURE	AMBULANCES CUMIN	AMBULANCES CUMIN		
Lundi	7/8/17	AMBULANCES GUILLERMIN	AMBULANCES CUMIN		AMBULANCES DE LA SURE	
Mardi	8/8/17	AMBULANCES GUILLERMIN	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES GUILLERMIN
Mercredi	9/8/17	AMBULANCES GUILLERMIN	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES DE LA SURE
Jeudi	10/8/17	AMBULANCES GUILLERMIN	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES CUMIN
Vendredi	11/8/17	AMBULANCES VOIRONNAISES	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES ABC
Samedi	12/8/17	AMBULANCES VOIRONNAISES	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES VOIRONNAISES
Dimanche	13/8/17	AMBULANCES VOIRONNAISES	AMBULANCES CUMIN	AMBULANCES VOIRONNAISES		AMBULANCES GUILLERMIN
Lundi	14/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN		AMBULANCES CUMIN	
Mardi	15/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN	AMBULANCES CUMIN		AMBULANCES CUMIN
Mercredi	16/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN			
Jeudi	17/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES CUMIN
Vendredi	18/8/17	AMBULANCES VOIRONNAISES	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES ABC
Samedi	19/8/17	AMBULANCES VOIRONNAISES	AMBULANCES GUILLERMIN			AMBULANCES GUILLERMIN
Dimanche	20/8/17	AMBULANCES VOIRONNAISES	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES CUMIN
Lundi	21/8/17	AMBULANCES GUILLERMIN	AMBULANCES CUMIN	AMBULANCES CUMIN	AMBULANCES VOIRONNAISES	
Mardi	22/8/17	AMBULANCES GUILLERMIN	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES VOIRONNAISES
Mercredi	23/8/17	AMBULANCES GUILLERMIN	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES DE LA SURE
Jeudi	24/8/17	AMBULANCES GUILLERMIN	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES CUMIN
Vendredi	25/8/17	AMBULANCES DE LA SURE	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES ABC
Samedi	26/8/17	AMBULANCES DE LA SURE	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES CUMIN
Dimanche	27/8/17	AMBULANCES DE LA SURE	AMBULANCES CUMIN	AMBULANCES DE LA SURE		AMBULANCES VOIRONNAISES
Lundi	28/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN		AMBULANCES CUMIN	
Mardi	29/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES ABC
Mercredi	30/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES DE LA SURE
Jeudi	31/8/17	AMBULANCES ABC	AMBULANCES CUMIN			AMBULANCES CUMIN
						AMBULANCES ABC

**GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES PRIVEES DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES**  
**SECTEUR 8/9 "Grenoble Grésivaudan"**

**AOUT 2017**

Jour	Date	Garde 20h-6h (1)	Garde 20h-6h (2)	Garde 20h-6h (3)	Garde 8h-20h Dimanche / Jours fériés (1)	Garde 8h-20h Dimanche / Jours fériés (2)	Garde 8h-20h Dimanche / Jours fériés (3)	Garde Semaine 8h-20h (1)	Garde Semaine 8h-20h (2)	Garde Semaine 8h-4h
mardi	01/08/2017	MEYLAN	ADA	MEDIK				7640	VIZILLE	GRENOBLOISE
mercredi	02/08/2017	MEYLAN	ADA	MEDIK				LE TOUVET	ISERE	GRENOBLOISE
jeudi	03/08/2017	ISERE	AMBU38	MEDIK				7640	MEYLAN	GRENOBLOISE
vendredi	04/08/2017	ISERE	VBT	MEDIK				VBT	GRENOBLOISE	CEDRES
samedi	05/08/2017	MEYLAN	7640	123				ADA	ALPES	REUNIES
dimanche	06/08/2017	ALPES	VBT	MEDIK	MEYLAN	DRAC	7640			
lundi	07/08/2017	MEYLAN	VBT	GRENOBLOISE				ADA	MEYLAN	VIZILLE
mardi	08/08/2017	MEYLAN	VBT	GRENOBLOISE				7640	VIZILLE	BELLEDONNE
mercredi	09/08/2017	MEYLAN	VBT	GRENOBLOISE				VBT	ISERE	MEYLAN
jeudi	10/08/2017	MEYLAN	VBT	GRENOBLOISE				7640	VIZILLE	BELLEDONNE
vendredi	11/08/2017	MEYLAN	VBT	GRENOBLOISE				7840	VIZILLE	CEDRES
samedi	12/08/2017	REUNIES	AMBU38	GRENOBLOISE				AAD	ALPES	VIZILLE
dimanche	13/08/2017	MEDIK	7640	ALPES	SECOURS 38	MEDIK	VIZILLE			
lundi	14/08/2017	MEDIK	AAD	ALPES				VIZILLE	MEYLAN	GRENOBLOISE
mardi	15/08/2017	MEDIK	7640	ALPES	GRENOBLOISE	MEDIK	VIZILLE			
mercredi	16/08/2017	MEDIK	VBT	123				VBT	VIZILLE	MEYLAN
jeudi	17/08/2017	ALPES	AMBU38	123				7840	OXYGENE	CEDRES
vendredi	18/08/2017	ALPES	PEPIN	123				7640	MEYLAN	GRENOBLOISE
samedi	19/08/2017	ALPES	7640	123				VIZILLE	MEDIK	OXYGENE
dimanche	20/08/2017	CEDRES	ALPES	SAVOIE ISERE AMBU	BELLEDONNE	BELLEDONNE	7640 AMBU			
lundi	21/08/2017	GRENOBLOISE	7640	SAVOIE ISERE AMBU				VIZILLE	MEYLAN	VIZILLE
mardi	22/08/2017	GRENOBLOISE	7640	SAVOIE ISERE AMBU				7640	VIZILLE	OXYGENE
mercredi	23/08/2017	GRENOBLOISE	ALPES	SAVOIE ISERE AMBU				VBT	MEYLAN	CEDRES
jeudi	24/08/2017	GRENOBLOISE	AMBU38	SAVOIE ISERE AMBU				7640	REUNIES	OXYGENE
vendredi	25/08/2017	GRENOBLOISE	ADA	SAVOIE ISERE AMBU				7640	VIZILLE	MEYLAN
samedi	26/08/2017	REUNIES	ALPES	SAVOIE ISERE AMBU				AAD	MEDIK	VIZILLE
dimanche	27/08/2017	CEDRES	ALPES	SAVOIE ISERE AMBU	BELLEDONNE	BELLEDONNE	VIZILLE			
lundi	28/08/2017	BELLEDONNE	7640	SAVOIE ISERE AMBU				7640	MEYLAN	GRENOBLOISE
mardi	29/08/2017	BELLEDONNE	LE TOUVET	SAVOIE ISERE AMBU				7640	REUNIES	CEDRES
mercredi	30/08/2017	BELLEDONNE	AMBU38	SAVOIE ISERE AMBU				LE TOUVET	VIZILLE	VIZILLE
jeudi	31/08/2017	BELLEDONNE	LE TOUVET	SAVOIE ISERE AMBU				7640	GRENOBLOISE	VIZILLE

10

**GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES PRIVEES DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES**  
**SECTEUR ISERE DROME Saint Marcellin, Romans, Saint Jean en Royans**

**8/2017**

Jour	Date	Garde 20h-8h (1)	Garde 20h-8h (2)	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés (1)	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés (2)	Garde Semaine 8h-20h
Mardi	1/8/2017	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Mercredi	2/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Jeudi	3/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Vendredi	4/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Samedi	5/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Dimanche	6/8/17	FERLIN	ALPHA	FERLIN	ALPHA	
Lundi	7/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Mardi	8/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Mercredi	9/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Jeudi	10/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Vendredi	11/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Samedi	12/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Dimanche	13/8/17	FERLIN	ALPHA	FERLIN	ALPHA	
Lundi	14/8/17	ASM	ALPHA			ALPHA
Mardi	15/8/17	ASM	ALPHA	ASM	ALPHA	
Mercredi	16/8/17	ASM	ALPHA			ALPHA
Jeudi	17/8/17	ASM	ALPHA			ALPHA
Vendredi	18/8/17	ASM	ALPHA			ALPHA
Samedi	19/8/17	ASM	ALPHA			ALPHA
Dimanche	20/8/17	ASM	ALPHA	ASM	ALPHA	
Lundi	21/8/17	FERLIN	ALPHA			FERLIN
Mardi	22/8/17	FERLIN	ALPHA			FERLIN
Mercredi	23/8/17	FERLIN	EOLE			EOLE
Jeudi	24/8/17	FERLIN	EOLE			EOLE
Vendredi	25/8/17	FERLIN	EOLE			EOLE
Samedi	26/8/17	FERLIN	EOLE			EOLE
Dimanche	27/8/17	FERLIN	EOLE	FERLIN	EOLE	
Lundi	28/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Mardi	29/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Mercredi	30/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA
Jeudi	31/8/17	FERLIN	ALPHA			ALPHA

**GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES PRIVEES DE T**  
**SECTEUR Trièves**  
**8/2017**

Jour	Date	Garde 20h-8h	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés
Mardi	1/8/2017	AMBULANCES DU TRIEVES	
Mercredi	2/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Jeudi	3/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Vendredi	4/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Samedi	5/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Dimanche	6/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	AMBULANCES DU TRIEVES
Lundi	7/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Mardi	8/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Mercredi	9/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Jeudi	10/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Vendredi	11/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Samedi	12/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Dimanche	13/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	AMBULANCE DUBOURDEAUX
Lundi	14/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Mardi	15/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	AMBULANCE DUBOURDEAUX
Mercredi	16/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Jeudi	17/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Vendredi	18/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Samedi	19/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	
Dimanche	20/8/17	AMBULANCE DUBOURDEAUX	AMBULANCE DUBOURDEAUX
Lundi	21/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Mardi	22/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Mercredi	23/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Jeudi	24/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Vendredi	25/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Samedi	26/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Dimanche	27/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	AMBULANCES DU TRIEVES
Lundi	28/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Mardi	29/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Mercredi	30/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	
Jeudi	31/8/17	AMBULANCES DU TRIEVES	

#REF!

12

**GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES PRIVEES DI**  
**SECTEUR Valmontais**  
**8/2017**

Jour	Date	Garde 20h-8h	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés
Mardi	1/8/2017	LA MURE AMBULANCES	
Mercredi	2/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Jeudi	3/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Vendredi	4/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Samedi	5/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Dimanche	6/8/17	LA MURE AMBULANCES	LA MURE AMBULANCES
Lundi	7/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Mardi	8/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Mercredi	9/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Jeudi	10/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Vendredi	11/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Samedi	12/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Dimanche	13/8/17	LA MURE AMBULANCES	LA MURE AMBULANCES
Lundi	14/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Mardi	15/8/17	LA MURE AMBULANCES	LA MURE AMBULANCES
Mercredi	16/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Jeudi	17/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Vendredi	18/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Samedi	19/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Dimanche	20/8/17	LA MURE AMBULANCES	LA MURE AMBULANCES
Lundi	21/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Mardi	22/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Mercredi	23/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Jeudi	24/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Vendredi	25/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Samedi	26/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Dimanche	27/8/17	LA MURE AMBULANCES	LA MURE AMBULANCES
Lundi	28/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Mardi	29/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Mercredi	30/8/17	LA MURE AMBULANCES	
Jeudi	31/8/17	LA MURE AMBULANCES	

#REF!

**LA MURE AMBULANCES 382502219**

13

**GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES PRIVEES DI**  
**SECTEUR Oisans**  
**8/2017**

Jour	Date	Garde 20h-8h	Garde 8h-20h Dimanche / jours fériés
Mardi	1/8/2017	DEUX ALPES AMB	
Mercredi	2/8/17	MEIJE AMB	
Jeudi	3/8/17	ECRINS AMB	
Vendredi	4/8/17	ALPES AMB SECOURS	
Samedi	5/8/17	DEUX ALPES AMB	
Dimanche	6/8/17	MEIJE AMB	ECRINS AMB
Lundi	7/8/17	ECRINS AMB	
Mardi	8/8/17	ALPES AMB SECOURS	
Mercredi	9/8/17	DEUX ALPES AMB	
Jeudi	10/8/17	MEIJE AMB	
Vendredi	11/8/17	ECRINS AMB	
Samedi	12/8/17	ALPES AMB SECOURS	
Dimanche	13/8/17	DEUX ALPES AMB	MEIJE AMB
Lundi	14/8/17	MEIJE AMB	
Mardi	15/8/17	ECRINS AMB	ALPES AMB SECOURS
Mercredi	16/8/17	ALPES AMB SECOURS	
Jeudi	17/8/17	DEUX ALPES AMB	
Vendredi	18/8/17	MEIJE AMB	
Samedi	19/8/17	ECRINS AMB	
Dimanche	20/8/17	ALPES AMB SECOURS	DEUX ALPES
Lundi	21/8/17	DEUX ALPES AMB	
Mardi	22/8/17	MEIJE AMB	
Mercredi	23/8/17	ECRINS AMB	
Jeudi	24/8/17	ALPES AMB SECOURS	
Vendredi	25/8/17	DEUX ALPES AMB	
Samedi	26/8/17	MEIJE AMB	
Dimanche	27/8/17	ECRINS AMB	ALPES AMB SECOURS
Lundi	28/8/17	ALPES AMB SECOURS	
Mardi	29/8/17	DEUX ALPES AMB	
Mercredi	30/8/17	MEIJE AMB	
Jeudi	31/8/17	ECRINS AMB	

#REF!

Direction départementale de la cohésion sociale de l'Isère

38-2017-07-07-005

AP nouvelle adresse siège France HORIZON et CHRS  
Grenoble France HORIZON

PREFET DE L'ISERE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE LA COHESION SOCIALE DE L'ISERE  
POLE HEBERGEMENT ET LOGEMENT SOCIAL

**ARRETE n° 38-2017-**

Portant nouvelle adresse du centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)  
Grenoble France Horizon  
et du siège de l'association France HORIZON située à PARIS (75010).

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et au territoire ;

VU le Code de l'action sociale et des familles (CASF) notamment les articles L312-1, L312-8, L313-1 ) L313-9, L313-18 relatifs aux autorisations, L345-1 à L345-4, R345-1 à R345-7 relatifs aux CHRS, articles D312-198 à D312-205 relatifs à l'évaluation des activités et de la qualité des prestations des établissements sociaux et médico-sociaux, articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

VU l'arrêté n° 96-549 de la préfecture de région Rhône-Alpes du 29 octobre 1996 portant création du centre d'hébergement et de réinsertion sociale CEFR de Grenoble ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 août 2015 portant nouvelle dénomination du gestionnaire et de l'établissement, respectivement en association France Horizon et CHRS Grenoble France Horizon ;

VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-08-08-022 du 8 août 2016 portant extension de capacité de 8 places d'hébergement d'urgence, sous statut CHRS, et le résultat favorable de la visite de conformité du 9 novembre 2016 ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-013 du 20 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Grenoble France HORIZON ;

VU les courriers du 4 mai 2017 concernant le changement d'adresse du siège de l'association France HORIZON et du 25 avril 2017 concernant le changement d'adresse du CHRS Grenoble France ;

Sur proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale de l'Isère ;

**ARRETE**

**Article 1er :** A dater de la signature du présent arrêté, le renouvellement de l'autorisation de gestion délivrée par l'arrêté préfectoral n° 38-2017-01-20-013 du 20 janvier 2017 à l'association France HORIZON n° FINESS 93 081 773 9, pour la gestion de son centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Grenoble France HORIZON n° FINESS 38 001 304 5, est modifié ainsi qu'il suit pour tenir compte :

- de la nouvelle adresse du gestionnaire,
- de la nouvelle adresse de l'établissement,
- du nouveau numéro SIRET du CHRS.



**Article 2 :** En raison de son changement d'adresse le nouveau numéro SIRET attribué à l'établissement est le suivant : 775 666 704 00959.

**Article 3 :** L'établissement est répertorié au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) ainsi qu'il suit :

**Entité juridique du gestionnaire :**

Gestionnaire : Association France HORIZON  
Adresse : **5, place du Colonel Fabien**  
**75010 – PARIS**  
Tel : 01.82.99.00.30  
Fax : 01.43.85.03.62  
E.mail : [siege@france-horizon.fr](mailto:siege@france-horizon.fr)

N° FINESS de l'entité juridique : 93 081 773 9

Code statut : 9220 - Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique

Code Activité Principale Exercée : 8790B – Hébergement social pour adultes et familles en en difficultés et autre hébergement social

Création : 17 septembre 1981

**Entité juridique de l'établissement :**

Dénomination : CHRS GRENOBLE France HORIZON  
Adresse : **271, rue de la Houille Blanche**  
**38 400 – SAINT MARTIN D'HERES**  
Tel : 04.76.24.75.75  
Fax : 04.76.24.91.10

Ouverture : 1<sup>er</sup> janvier 1997

N° FINESS de l'établissement : 38 001 304 5

**N° SIRET 775 666 704 00959**

Code catégorie : 214 – centre d'hébergement et de réinsertion sociale  
Mode de tarification : 30 – Préfet de région

Discipline : **957 – Hébergement d'insertion, adultes, familles en difficulté.**

Mode de fonctionnement : 18 – hébergement de nuit éclaté

Clientèle : 822 – personnes et familles rapatriées

Capacité : **65 places**

Discipline : **959 – Hébergement d'urgence, adultes, familles en difficultés**

Mode de fonctionnement : 18 – hébergement de nuit éclaté

Clientèle : 829 – familles en difficultés et/ou femmes isolées

Capacité : **8 places**

**TOTAL : 73 places**

Une ampliation du présent arrêté sera transmise au gestionnaire du fichier FINESS de la DRDJSCS Auvergne Rhône-Alpes.

**Article 4 :** Dans les deux mois suivant sa notification, ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Préfet de l'Isère, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble, 2 places Verdun - BP 1135 - 38022 GRENOBLE cedex.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère.

**Article 6 :** La Secrétaire générale de la préfecture de l'Isère et la Directrice départementale de la cohésion sociale de l'Isère, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à l'Association France HORIZON.

Fait à Grenoble, le 7 - JUIL. 2017

Pour le Préfet, par son Secrétaire  
général adjoint

Yves DAREAU

Direction départementale de la cohésion sociale de l'Isère

38-2017-07-11-003

## Dérogation BNSSA pour la surveillance d'une baignade d'accès payant

*Déclaration BNSSA pour M. Camille AGRIODOS - Camping "Détente et Clapotis" - Montferrat*

## PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHESION SOCIALE

**ARRETE n°**

**ACCORDANT UNE DEROGATION  
POUR LA SURVEILLANCE  
D'UNE BAIGNADE D'ACCES PAYANT**

**LE PREFET DE L'ISERE**  
**Chevalier de Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu les articles L.322, D.322-14, A.322-11 du code du sport, relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de la natation ;

Vu l'arrêté n° 38-2016-05-30-061 du 30 mai 2016 donnant délégation de signature à Mme Danielle DUFOURG, directrice départementale de la cohésion sociale ;

Vu la demande formulée par lettre du 07 juin 2017 par l'exploitant M. Pierre-Hervé GEOFFROY, directeur du camping "Détente et Clapotis" de Montferrat, tendant à titre dérogatoire à autoriser M. Camille AGRIODOS, titulaire du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique, à surveiller la baignade du camping "Détente et Clapotis" situé 1678 route des Chevaliers de l'An Mil sur la commune de Montferrat pour la période du 1er juillet 2017 au 31 juillet 2017.

CONSIDERANT qu'il a été produit au nom de M. Camille AGRIODOS un dossier conforme aux stipulations de l'arrêté du 26 juin 1991.

### **ARRETE**

#### **Article 1<sup>er</sup>** :

M. Camille AGRIODOS est autorisé, pour la période du 1er juillet 2017 au 31 juillet 2017 à surveiller la baignade du camping "Détente et Clapotis" situé 1678 route des Chevaliers de l'An Mil sur la commune de Montferrat.

#### **Article 2** :

Mme la Directrice Départementale est chargée en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le 11 juillet 2017

Pour le Préfet et par subdélégation,  
L'Inspecteur Chef de Pôle,

Vincent BOBO

#### **Information sur les voies de recours :**

Si vous estimiez cette décision contestable, vous pouvez former, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision,
- soit un recours hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

En cas de rejet implicite ou explicite de votre recours gracieux ou hiérarchique selon les dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous pouvez dans un délai de deux mois à compter de ce rejet exercer un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Direction départementale de la protection des populations  
de l'Isère

38-2017-07-03-014

Arrêté de mise en demeure N°DDPP-IC-2017-07-06 \_  
société MERMET à les Avenières Veyrins Thuellin -

*Arrêté de mise en demeure N°DDPP-IC-2017-07-06 visant à obtenir de la société MERMET à les  
Avenières Veyrins Thuellin le respect des dispositions  
d'extension d'activité n°2011312-0029 du  
8 novembre 2011 et de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 interdisant l'utilisation de réservoir  
enterré simple enveloppe non stratifié*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service installations classées**

Téléphone : 04 56 59 49 21  
Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Suzanne BATONNAT  
Téléphone : 04 56 59 49 21  
Mél : suzanne.batonnat@isere.gouv.fr

**Arrêté de mise en demeure  
N°DDPP-IC-2017-07-06**

**visant à obtenir de la société MERMET à LES AVENIERES VEYRINS  
THUELLIN le respect de certaines dispositions de son arrêté  
d'autorisation d'extension d'activité n°2011312-0029 du  
8 novembre 2011 et de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 interdisant  
l'utilisation de réservoir enterré simple enveloppe non stratifié**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre 1<sup>er</sup>, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et le livre V, titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1 et L.514-5 ;

**VU** le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau », modifiée ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et leurs équipements annexes ;

**VU** les décisions ayant réglementé les activités de la SAS MERMET au sein de son établissement spécialisé dans la fabrication de tissus en fibres de verre à usage technique et décoratif, situé 58 Chemin du Mont Maurin sur la commune des AVENIERES-VEYRINS-THUELLIN, notamment l'arrêté préfectoral n°2011312-0029 du 8 novembre 2011 portant autorisation d'extension d'activité ;

**VU** les plans de gestion de solvant (PGS) fournis par la société exploitante pour les années 2014, 2015 et 2016 ;

**VU** les déclarations annuelles sur internet (GEREP) déposées par la société exploitante pour les années 2014 et 2015 ;

**Direction départementale de la protection des populations - 22 avenue Doyen Louis Weil - CS 6 - 38028 GRENOBLE CEDEX 1**

**VU** le courrier de l'exploitant, en date du 27 octobre 2016, portant réponse aux demandes d'actions correctives adressées suite à la visite d'inspection du 29 septembre 2016 ;

**VU** le compte rendu de visite de l'inspection des installations classées de la direction de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) - unité départementale de l'Isère, en date du 10 mai 2017, établi à la suite de la visite d'inspection du 11 avril 2017 sur le site dressant le constat de plusieurs irrégularités ;

**VU** la lettre du 10 mai 2017 par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL, a transmis, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la SAS MERMET et l'a informée de la proposition de mise en demeure concernant son établissement situé sur la commune des AVENIERES-VEYRINS-THUELLIN ;

**VU** le dossier, en date du 30 mai 2017, portant réponse de la société exploitante au rapport de la DREAL du 10 mai 2017 portant propositions de mise en demeure à son encontre ;

**VU** le courriel de la DREAL (unité départementale de l'Isère), en date du 20 juin 2017, précisant les éléments de ses propositions de mise en demeure du 10 mai 2017 qu'elle souhaite voir notifier à la SAS MERMET compte tenu de ses réponses non satisfaisantes, en date du 30 mai 2017 ;

**CONSIDERANT** qu'à la suite de l'étude des documents transmis par l'exploitant (courrier du 27 octobre 2016, plan de gestion de solvant (PGS) 2014, 2015 et 2016, et déclarations annuelles sur internet (GEREP) 2014 et 2015), ainsi qu'à l'occasion de la visite du 11 avril 2017 sur le site, diligentée pour faire le point sur les suites données aux demandes d'actions correctives formulées à l'issue de l'inspection du 29 septembre 2016 concernant le bruit et les rejets atmosphériques, l'inspecteur de l'environnement a pu constater les irrégularités suivantes :

- les résultats de la campagne de mesure de bruit de septembre 2016, transmis par courrier du 27 octobre 2016 mettent en évidence que les zones à émergences réglementées restent non conformes, en particulier en période nocturne, en outre l'isolation de la base du ventilateur extérieur coté atelier tissage a été réalisée mais aucune mesure de bruit n'a été réalisée depuis pour mesurer l'amélioration au point 1, enfin les améliorations annoncées pour fin février 2014 concernant l'installation d'un écran acoustique sur le BROFIND 3 et d'un sol acoustique sous le BROFIND 2 n'ont pas été réalisées, l'exploitant a indiqué ne pas avoir passé commande des éléments nécessaires à l'installation de l'écran acoustique,
- la mesure et l'enregistrement en continu à la sortie des 3 incinérateurs ne sont pas réalisés,
- les PGS 2015 et 2016 mettent en évidence les faits suivants :
  - méconnaissance de la méthode d'élaboration d'un PGS (l'exploitant n'a pratiquement pas progressé sur ce point depuis la dernière inspection),
  - erreurs notoires (par exemple : erreur d'unité, inversion entre flux de solvant et flux en eqC, erreur dans l'équation permettant le calcul des émissions diffuses, erreur dans le calcul des émissions diffuses),
  - absence de prélèvements sur les déchets et les solvants régénérés en externe qui permettraient de préciser les termes O6 et O8 du PGS alors que l'exploitant s'était engagé à réaliser des prélèvements par courrier du 27 octobre 2016,
  - absence d'évaluation des incertitudes (contrairement à l'engagement pris par l'exploitant par courrier du 27 octobre 2016),
- Les calculs du pourcentage de diffus sur la base des chiffres fournis par l'exploitant dans les PGS 2015 et 2016 conduisent aux résultats suivants pour 20 % autorisés : 21,6 % en 2016 et 23 % en 2015,
- Les deux cuves enterrées simple enveloppe ne sont pas stratifiées, ce qui est interdit depuis le 31 décembre 2010. Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à supprimer les 3 stockages de fioul au plus tard cet été (passage au gaz pour les chaudières),

- Lors de la visite du 11 avril 2017, comme lors de celle du 29 septembre 2016, il a été noté la présence de déchets liquides stockés sans rétention dans les ateliers (2 cubis de 1m<sup>3</sup> et une dizaine de contenants inférieurs à 200 l unitaire) ;

**CONSIDERANT** que les non-conformités constatées constituent des manquements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'extension d'activité n°2011312-0029 du 8 novembre 2011, à l'exception des irrégularités relatives aux réservoirs enterrés qui constituent, elles, des manquements à l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 ;

**CONSIDERANT** que le non-respect des dispositions prévues par les deux arrêtés susvisés est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1, du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Isère ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – La SAS MERMET est mise en demeure de respecter, **dans les délais précisés ci-dessous fixés à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes :

- 1) l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2011312-0029 du 8 novembre 2011 relatif à la valeur limite d'émergence dans les zones à émergence réglementée, avec délai **au 30 septembre 2017**,
- 2) l'article 9.2.1.1. de l'arrêté préfectoral n° 2011312-0029 du 8 novembre 2011 relatif à la surveillance en continu à la sortie des 3 incinérateurs avec délai **au 31 juillet 2017 pour l'incinérateur 1** (utilisation de l'analyseur déjà présent sur site) et **au 31 octobre 2017 pour les incinérateurs 2 et 3**. Concentration et flux de COVNM seront mesurés et enregistrés,
- 3) l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2011312-0029 du 8 novembre 2011 qui prévoit la remise d'un PGS conforme au guide de l'INERIS (« guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants ») avec délai **au 31 octobre 2017**.  
Le PGS 2016 sera corrigé. Il devra par ailleurs comporter un examen des incertitudes. Les hypothèses prises en compte pour O6 et O8 devront être confortées par un programme d'analyses.
- 4) l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2011312-0029 du 8 novembre 2011 relatif à la valeur limite des émissions diffuses fixée à 20 % de la quantité de solvant utilisé avec délai **au 31 mars 2018**.
- 5) l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 (relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes) qui interdit l'utilisation de réservoir enterré simple enveloppe non stratifié avec délai **au 30 octobre 2017**. Fournir les certificats de dégazage et d'inertage (ou démantèlement) des cuves enterrées avec délai **au 30 octobre 2017**.
- 6) l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral n° 2011312-0029 du 8 novembre 2011 relatif au stockage sur rétention avec délai **au 31 juillet 2017**.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.



**ARTICLE 3** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 4** – En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**ARTICLE 5** - La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, le maire des AVENIERES-VEYRINS-THUELLIN et le directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et notifié à la SAS MERMET.

Fait à Grenoble, le 3 juillet 2017

Pour le Préfet et par délégation  
La secrétaire générale,  
Pour la secrétaire générale absente  
le secrétaire général adjoint

Signé Yves DAREAU

Direction départementale de la protection des populations  
de l'Isère

38-2017-06-28-012

arrêté portant agrément sanitaire temporaire et délivrant  
l'autorisation à l'abattoir de

~~arrêté portant agrément sanitaire temporaire et délivrant l'autorisation à l'abattoir de~~  
~~M. JOURDAN Jérôme, 949 Route des Cerisiers 38440 SAVAS MEPIN à déroger à l'obligation~~  
~~à l'abattoir de~~  
~~M. JOURDAN Jérôme, 949 Route des Cerisiers 38440 SAVAS MEPIN à déroger à l'obligation~~  
SAVAS MEPIN à déroger à l'obligation d'étourdissement  
des animaux.



PRÉFET DE L'ISÈRE

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**Service qualité et sécurité des aliments**

Téléphone : 04 56 59 49 99  
Mél : ddpp-qa@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Y. CORREARD  
S. DIALLO  
Téléphone : 04 56 59 49 14 / 42  
Mél : yves.correard@isere.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2017-  
portant agrément sanitaire temporaire et délivrant l'autorisation à l'abattoir de  
M. JOURDAN Jérôme, 949 Route des Cerisiers 38440 SAVAS MEPIN  
à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux.**

Le Préfet,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national de mérite,

**Vu** le règlement (CE) n°178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28/01/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant les procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;

**Vu** le règlement (CE) n°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

**Vu** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

**Vu** le Règlement 854/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

**Vu** le règlement (CE) n°1069/2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;

**Vu** le règlement (CE) n°1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort ;

**Vu** le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment les articles L.233-2, R.214-63 à R.214-81 et R.231-4 à R.231-13 ;

**Vu** l'arrêté du 28 décembre 2011 fixant les conditions d'autorisation des établissements d'abattage à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux ;

**Vu** l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux produits d'origine animale et aux denrées alimentaires en contenant ;

**Vu** le décret du 06 mai 2016 portant nomination de M. Lionel BEFFRE, préfet de l'Isère ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°38-2016-05-30-059 du 30 mai 2016 portant délégation de signature à M. Claude COLARDELLE, directeur départemental de la protection des populations de l'Isère ;

**Vu** la demande d'agrément temporaire et de dérogation à l'obligation d'étourdissement des animaux présentée le 13 février 2017 par M. JOURDAN Jérôme ;

**Considérant** que l'ensemble des pièces mentionnées à l'appendice 1 de l'annexe V de l'arrêté du 18 décembre 2009 susvisé ont été présentées par le demandeur afin d'obtenir l'agrément sanitaire temporaire ;

**Considérant** que l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 1 de l'arrêté du 28 décembre 2011 susvisé ont été présentées par le demandeur afin d'obtenir l'autorisation de déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

L'abattoir temporaire exploité par M. JOURDAN Jérôme, situé Le Bally 949 route des cerisiers 38440 SAVAS MEPIN est agréé sous le numéro FR.38.476.001.ISV .

### **Article 2**

Cet agrément est valable pour la durée de fonctionnement de cet abattoir durant la fête de l'Aïd-al-adha 2017, pour une durée de trois (3) jours à compter du premier jour officiel de l'Aïd-al-adha.

### **Article 3**

L'autorisation de déroger à la pratique de l'étourdissement est accordée à l'abattoir temporaire exploité par M. JOURDAN Jérôme, situé Le Bally 949 route des cerisiers 38440 SAVAS MEPIN conformément à l'article R.214-70 du code rural et de la pêche maritime.

### **Article 4**

L'autorisation de déroger à la pratique de l'étourdissement est valable pour la durée du fonctionnement de cet abattoir durant la fête de l'Aïd-al-adha 2017, pour une durée de 3 jours à compter du premier jour officiel de l'Aïd-al-adha .

### **Article 5**

En cas de manquement aux conditions d'attribution ou de fonctionnement ainsi qu'en cas d'abattage en dehors des jours précités aux articles 2 et 4 du présent arrêté et en l'absence des services d'inspection vétérinaires, l'agrément et l'autorisation d'abattage rituel seront immédiatement suspendus.

### **Article 6**

Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire, et dans un délai de 2 mois à compter de sa publication pour les tiers.

## **Article 7**

La secrétaire générale de la préfecture, les sous-préfets, le directeur de cabinet, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Isère, les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'abattoir concerné et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Grenoble, le 28 juin 2017

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental  
de la protection des populations

Dr Claude COLARDELLE

Direction départementale de la protection des populations  
de l'Isère

38-2017-06-28-011

arrêté portant agrément sanitaire temporaire et délivrant  
l'autorisation à l'abattoir de M. MARTIN Éric - Les  
Ruches 38650 ROISSARD à déroger à l'obligation  
d'étourdissement des animaux.



PRÉFET DE L'ISÈRE

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**Service qualité et sécurité des aliments**

Téléphone : 04 56 59 49 99  
Mél : ddpp-qa@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Y. CORREARD  
S. DIALLO  
Téléphone : 04 56 59 49 14 / 42  
Mél : yves.correard@isere.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2017-  
portant agrément sanitaire temporaire et délivrant l'autorisation à l'abattoir de  
M. MARTIN Éric - Les Ruches 38650 ROISSARD  
à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux.**

Le Préfet,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national de mérite,

**Vu** le règlement (CE) n°178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28/01/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant les procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;

**Vu** le règlement (CE) n°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

**Vu** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

**Vu** le Règlement 854/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

**Vu** le règlement (CE) n°1069/2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;

**Vu** le règlement (CE) n°1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort ;

**Vu** le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment les articles L.233-2, R.214-63 à R.214-81 et R.231-4 à R.231-13 ;

**Vu** l'arrêté du 28 décembre 2011 fixant les conditions d'autorisation des établissements d'abattage à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux ;

**Vu** l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux produits d'origine animale et aux denrées alimentaires en contenant ;

**Vu** le décret du 06 mai 2016 portant nomination de M. Lionel BEFFRE, préfet de l'Isère ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°38-2016-05-30-059 du 30 mai 2016 portant délégation de signature à M. Claude COLARDELLE, directeur départemental de la protection des populations de l'Isère ;

**Vu** la demande d'agrément temporaire et de dérogation à l'obligation d'étourdissement des animaux présentée le 20 avril 2017 par M. MARTIN Eric ;

**Considérant** que l'ensemble des pièces mentionnées à l'appendice 1 de l'annexe V de l'arrêté du 18 décembre 2009 susvisé ont été présentées par le demandeur afin d'obtenir l'agrément sanitaire temporaire ;

**Considérant** que l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 1 de l'arrêté du 28 décembre 2011 susvisé ont été présentées par le demandeur afin d'obtenir l'autorisation de déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux ;

**Sur** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

L'abattoir temporaire exploité par M. MARTIN Eric, situé Les Ruches 38650 ROISSARD est agréé sous le numéro FR.38.342.003.ISV.

### **Article 2**

Cet agrément est valable pour la durée de fonctionnement de cet abattoir durant la fête de l'Aïd-al-adha 2017, pour une durée de trois (3) jours à compter du premier jour officiel de l'Aïd-al-adha.

### **Article 3**

L'autorisation de déroger à la pratique de l'étourdissement est accordée à l'abattoir temporaire exploité par M. MARTIN Eric, situé Les Ruches 38650 ROISSARD conformément à l'article R.214-70 du code rural et de la pêche maritime.

### **Article 4**

L'autorisation de déroger à la pratique de l'étourdissement est valable pour la durée du fonctionnement de cet abattoir durant la fête de l'Aïd-al-adha 2017, pour une durée de 3 jours à compter du premier jour officiel de l'Aïd-al-adha.

### **Article 5**

En cas de manquement aux conditions d'attribution ou de fonctionnement ainsi qu'en cas d'abattage en dehors des jours précités aux articles 2 et 4 du présent arrêté et en l'absence des services d'inspection vétérinaires, l'agrément et l'autorisation d'abattage rituel seront immédiatement suspendus.

### **Article 6**

Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire, et dans un délai de 2 mois à compter de sa publication pour les tiers.



## **Article 7**

La secrétaire générale de la préfecture, les sous-préfets, le directeur de cabinet, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Isère, les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'abattoir concerné et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Grenoble, le 28 juin 2017

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental  
de la protection des populations

Dr Claude COLARDELLE

Direction départementale de la protection des populations  
de l'Isère

38-2017-06-30-010

n°DDPP-IC-2017-06-24 portant mise en demeure Société  
Guy Dauphin Environnement (GDE) de respecter des  
*les prescriptions des points 6.1.1 et 6.2.1 de n°DDPP-IC-2017-06-24 portant mise en demeure*  
*Société Guy Dauphin Environnement (GDE) respect arrêté*  
*N°2013-053-0022 du 22 février 2013*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

Grenoble, le 30 juin 2017

**Service installations classées**

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Joelle MOURIER/Catherine REVOL

tél : 04.56.59.49.76/04.56.59.49.76

mél : joelle.mourier@isere.gouv.fr/catherine.revol@isere.gouv.fr

**Arrêté N°DDPP-IC-2017-06-24  
portant mise en demeure  
Société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE)**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment le livre 1<sup>er</sup>, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et le livre V, titre 1<sup>er</sup> - installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) - et les articles L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) située sur la commune de VEUREY-VOROIZE, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire N°2013-053-0022 du 22 février 2013 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 mai 2017 ;

**Vu** la lettre du 10 mai 2017 par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL-UDI a transmis, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) et l'a informée de la proposition de mise en demeure concernant son site de VEUREY VOROIZE ;

**Vu** les observations formulées par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) par courrier du 29 mai 2017 ;

**Vu** le courriel de réponse de la DREAL-UDI en date du 21 juin 2017 ;

**Considérant** que la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) fait l'objet de plaintes pour nuisances sonores depuis plusieurs années ;

**Considérant** que la campagne de mesures acoustiques réalisée en mars 2017 de manière inopinée montre des non-conformités en terme d'émergence en Zone à Emergence Réglementée (ZER) ;

**Considérant** qu'au cours de la visite d'inspection approfondie réalisée sur le site le 13 mars 2017, un niveau sonore résiduel de 47 dB(A) a été mesuré entre 11h et 11h45 alors que la valeur d'émergence maximale fixée au point 6.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2013-053-0022 du 22 février 2013 est fixée à 5 dB(A) ;

**Considérant** que le point 6.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2013-053-0022 du 22 février 2013 qui stipule : « L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci » n'est pas respecté ;

**Considérant** que le non-respect des dispositions prévues par les arrêtés susvisés est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1, du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) de respecter les prescriptions des points 6.1.1 et 6.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2013-053-0022 du 22 février 2013, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Isère ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT située ZI Les Bretonnières, route des Perrières à VEUREY VOROIZE est mise en demeure, de respecter, dans un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des points 6.1.1 et 6.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2013-053-0022 du 22 février 2013 ;

**Article 2** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** : Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**Article 4** : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 5** : La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, le maire de VEUREY VOROIZE et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et notifié à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT.

Fait à Grenoble, le 30 juin 2017

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,  
Violaine DEMARET

Direction départementale des finances publiques de l'Isère

38-2017-07-05-004

Arrêté relatif au régime d'ouverture au public des services  
de la direction départementale des finances publique de  
l'Isère - Centre des Finances Publiques de LA MURE  
[Fermeture exceptionnelle le 19 juillet 2017].



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'ISERE**  
8 rue de Belgrade  
38022 GRENOBLE CEDEX

**Arrêté relatif au régime d'ouverture au public  
des services de la direction départementale des finances publiques de l'Isère**

Le directeur départemental des finances publiques de l'Isère,

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-284-0018 du 11 octobre 2013 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de l'Isère ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les services du Centre des Finances Publiques de La Mure (trésorerie et service des impôts des particuliers) seront fermés à titre exceptionnel le 19 juillet 2017.

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Grenoble, le 5 juillet 2017

Le Directeur départemental des finances publiques  
de l'Isère

Philippe LERAY



H:\Délégations signature 07.2017\Direction\AP tour de France La Mure 2017.odt

Direction départementale des finances publiques de l'Isère

38-2017-07-12-003

Arrêté relatif au régime d'ouverture au public des services  
de la direction départementale des finances publiques de  
l'Isère [Centre des Finances Publiques de SAINT  
MARCELLIN]



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'ISERE**  
8 rue de Belgrade  
38022 GRENOBLE CEDEX

**Arrêté relatif au régime d'ouverture au public  
des services de la direction départementale des finances publiques de l'Isère**

Le directeur départemental des finances publiques de l'Isère,

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-284-0018 du 11 octobre 2013 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de l'Isère ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les services du Centre des Finances Publiques de St Marcellin (trésorerie, service des impôts des particuliers, service des impôts des entreprises, centre des impôts fonciers et service de publicité foncière) seront fermés à titre exceptionnel du 21 au 25 juillet 2017 inclus.

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Grenoble, le 12 juillet 2017

Pour le Directeur départemental des finances publiques  
de l'Isère et par délégation

Jean-Luc BLANC  
Administrateur général des Finances Publiques



H:\Délégations signature 07.2017\Direction\AP Travaux St Marcellin 2017.odt



Direction départementale des finances publiques de l'Isère

38-2017-07-05-008

Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal en faveur des agents de la trésorerie de PONT DE BEAUVOISIN, à compter du 5 juillet 2017.



### Délégation de signature en matière de gracieux fiscal

Le comptable, responsable de la trésorerie mixte de PONT DE BEAUVOISIN ISERE, BRANCHE Martine

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 408 et 410 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants, L. 252 et L. 257 A et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

#### Article 1<sup>er</sup>

Délégation de signature est donnée à **MME BUSSON Florence** , adjointe au comptable chargé de la trésorerie de PONT DE BEAUVOISIN , à l'effet de signer au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

- a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 10 mois et porter sur une somme supérieure à 10000 € ;
- b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment, les avis de mise en recouvrement, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- c) tous actes d'administration et de gestion du service.

#### Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 2°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Durée et montant
CHAMARD Emilie	CONTRÔLEUR	10 mois et 10000 €
CALABRESE Magali	AAP	8 mois et 8000€
D'ALNONCOURT Sophie	AAP	8 mois et 8000€

### **Article 3**

Le présent abroge l'arrêté du 13 octobre 2015 et il sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Isère.

A PONT DE BEAUVOISIN, le 05/07/2017  
Le comptable, BRANCHE Martine  
inspectrice divisionnaire

Direction départementale des finances publiques de l'Isère

38-2017-07-03-015

Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal en faveur des agents du Service des Impôts des Particuliers de LA MURE, à compter du 3 juillet 2017.

## DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX ET DE GRACIEUX FISCAL

Le comptable, responsable du SIP de LA MURE, Jean SAMUEL.

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses
MUSERLE Claire Lise	Contrôleuse principale	10 000 €	3 000 €
BONNET Marie-Thérèse	Contrôleuse principale	10 000 €	3 000 €
MILOT Michèle	Contrôleuse	10 000 €	3 000 €
BRASSOD Serge	Contrôleur principal	10 000 €	3 000 €
LAUTAUD Christophe	Agent principal	2 000 €	1 000 €
BATUT Fanny	Agente	2 000 €	1 000 €
REOLON Patricia	Agente principale	2 000 €	1 000 €

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de gracieux fiscal de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
VINCENT Bruna	Contrôleuse principale	5 000 €	6 mois	5 000 €
MILOT Michèle	Contrôleuse	5 000 €	6 mois	5 000 €
LAURENT Josette	Agente principale	2 000 €	6 mois	2 000 €

## Article 3

Le présent arrêté abroge l'arrêté n°38-2017-01-27-001 du 27 janvier 2017 et il sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Isère.

A La Mure, le 3 Juillet 2017

Le comptable, responsable du SIP de LA MURE,  
Jean SAMUEL

Direction départementale des finances publiques de l'Isère

38-2017-07-01-002

Délégations spéciales de signature pour le pôle Gestion  
fiscale de la direction départementale des finances  
publiques de l'Isère, à compter du 1er juillet 2017.



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

GRENOBLE, le 1<sup>er</sup> juillet 2017

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE  
L'ISERE**

8 rue de Belgrade  
38022 GRENOBLE CEDEX

### **Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion fiscale**

L' Administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de  
l'Isère,

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des  
finances publiques ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances  
publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des  
finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

Vu l'arrêté du 11 avril 2011 portant création de la direction départementale de l'Isère;

Vu le décret du 22 décembre 2016 portant nomination de M. Philippe LERAY, administrateur général des  
finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de l'Isère;

Vu la décision du directeur général des finances publiques en date du 26 décembre 2016 fixant au 1<sup>er</sup> avril  
2017 la date d'installation de M. Philippe LERAY dans les fonctions de directeur départemental des finances  
publiques de l'Isère ;

Décide :

**Article 1 :** Délégation spéciale de signature, dans les limites prévues par les lois et règlements à raison du  
grade des agents de la direction générale des finances publiques, pour signer les pièces ou documents  
relatifs aux attributions de leur division ou service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur  
sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :





## 1. Pour la Division Fiscalité des particuliers, missions foncières :

M. Gilles TRITARELLI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division, reçoit pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de sa division et, en cas d'absence ou d'empêchement d'un autre responsable de division du pôle gestion fiscale, de signer toutes les affaires de ladite division dans les mêmes conditions que le responsable de la division absent ou empêché.

Il reçoit également pouvoir de signer en matière de contentieux du recouvrement :

- les décisions de remises gracieuses d'un montant inférieur à 30 000 € en cas de transaction et inférieur à 76 000 € dans les autres cas, les réponses aux recours auprès du tribunal administratif, les réponses aux oppositions à poursuites et aux courriers relatifs au contentieux du recouvrement, les demandes de renseignements sur la solvabilité des redevables et les états des saisies et des poursuites extérieures, ainsi que les décisions d'admissions en non-valeur et les rejets d'admission en non-valeur des impôts des particuliers et des professionnels d'un montant inférieur à 100 000 €;
- les décisions d'admission en non-valeur et les rejets d'admission en non-valeur des amendes d'un montant inférieur à 100 000 €.

Mme Joëlle HINSINGER, Inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjointe au responsable de la division, reçoit pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de sa division.

Elle reçoit également pouvoir de signer en matière de contentieux du recouvrement :

- les décisions de remises gracieuses d'un montant inférieur à 30 000 € en cas de transaction et inférieur à 76 000 € dans les autres cas, les réponses aux recours auprès du tribunal administratif, les réponses aux oppositions à poursuites et aux courriers relatifs au contentieux du recouvrement, les demandes de renseignements sur la solvabilité des redevables et les états des saisies et des poursuites extérieures, ainsi que les décisions d'admissions en non-valeur et les rejets d'admission en non-valeur des impôts des particuliers et des professionnels d'un montant inférieur à 100 000 €;
- les décisions d'admission en non-valeur et les rejets d'admission en non-valeur des amendes d'un montant inférieur à 100 000 €.

### Service Animation des missions cadastrale et publicité foncière

Mme Patricia DUCHEMIN, Inspectrice des finances publiques, chef du service Animation des missions cadastrale et publicité foncière, reçoit pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejets relatifs aux attributions de son service.

### Service Animation du recouvrement

M. Damien BALITRAND, Inspecteur des finances publiques, chef du service Animation du recouvrement, reçoit pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejets relatifs aux attributions de son service.

Il reçoit également pouvoir de signer en matière de contentieux du recouvrement :

- les décisions de remise gracieuse d'un montant inférieur à 76 000 €

Mme Géraldine VIALET, Contrôleuse des finances publiques, reçoit pouvoir pour signer les courriers ou pièces afférentes à ses missions.

## 2. Pour la Division Fiscalité des professionnels et du recouvrement forcé :

Mme Brigitte DIEUDONNE, Administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division, reçoit pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de sa division et en cas d'absence ou d'empêchement d'un autre responsable de division du pôle gestion fiscale, de signer toutes les affaires de ladite division dans les mêmes conditions que le responsable de la division absent ou empêché.

Elle reçoit également pouvoir de signer en matière de contentieux du recouvrement:

- les décisions de remises gracieuses d'un montant inférieur à 30 000 € en cas de transaction et inférieur à 76 000 € dans les autres cas, les réponses aux recours auprès du tribunal administratif, les réponses aux oppositions à poursuites et aux courriers relatifs au contentieux du recouvrement, les demandes de renseignements sur la solvabilité des redevables et les états des saisies et des poursuites extérieures, ainsi que les décisions d'admissions en non-valeur et les rejets d'admission en non-valeur des impôts des particuliers et des professionnels d'un montant inférieur à 100 000 €;
- les décisions d'admission en non-valeur et les rejets d'admission en non-valeur des amendes d'un montant inférieur à 100 000 €.

Mme Cécile VASSEUR et M. Michel YZAVARD, Inspecteurs divisionnaires des finances publiques, adjoints au responsable de la division, reçoivent pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de la division.

Ils reçoivent également pouvoir de signer en matière de contentieux du recouvrement:

- les décisions de remises gracieuses d'un montant inférieur à 30 000 € en cas de transaction et inférieur à 76 000 € dans les autres cas, les réponses aux recours auprès du tribunal administratif, les réponses aux oppositions à poursuites et aux courriers relatifs au contentieux du recouvrement, les demandes de renseignements sur la solvabilité des redevables et les états des saisies et des poursuites extérieures, ainsi que les décisions d'admissions en non-valeur et les rejets d'admission en non-valeur des impôts des particuliers et des professionnels d'un montant inférieur à 100 000 €;
- les décisions d'admission en non-valeur et les rejets d'admission en non-valeur des amendes d'un montant inférieur à 100 000 €.

### Animation du suivi et du pilotage des missions des SIE

M. Jean-Pierre KHOURY, Inspecteur des finances publiques et Mme Emmanuelle BERCHAUD, Contrôleuse principale des finances publiques, reçoivent pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejets relatifs aux attributions de leur service.

### Equipe dédiée au recouvrement forcé

Mme Sandrine CHARVIER SPOTO, Inspectrice des finances publiques, MM Thierry LARRIBE, Franck CARENZI, Alain BILLON, Inspecteurs des finances publiques et M. Vincent BONNEFOY, Contrôleur principal des finances publiques, reçoivent pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejets relatifs aux attributions de leur service.

### Huissiers des Finances Publiques

Mme Jocelyne DUPONT, Inspectrice des finances publiques, et MM Lionel BRANDELY, Max BRIANCON-MARJOLLET, Patrick CHATELAIN, Gilles FIORINI, Gilles MOREL, Bernard MORILLE, Emmanuel VIALA, Inspecteurs des finances publiques, chargés des fonctions d'huissier et du contrôle de la contribution à l'audiovisuel public, reçoivent pouvoir pour signer toutes les pièces afférentes aux missions de contrôle sur place de la contribution à l'audiovisuel public concernant les particuliers, les professionnels et les vendeurs de télévision ou de dispositifs assimilés.

### 3. Pour la Division Affaires juridiques :

Mme Catherine LAVERGNE, Administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division, reçoit pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de sa division et, en cas d'absence ou d'empêchement d'un autre responsable de division du pôle gestion fiscale, de signer toutes les affaires de ladite division dans les mêmes conditions que le responsable de la division absent ou empêché.

Mme Christine VENTURI, Inspectrice principale des finances publiques, adjointe à la responsable de la division, reçoit pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de sa division.

M. Philippe BEDOURET, Inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint à la responsable de la division, reçoit pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de sa division.

Mmes Sabine BOUTARIN, Christine DURAND, Véronique GENIN, Natacha GIRAUD-TELME, Anne MERMILOD-BLONDIN, Virginie PINCHARD, Mauricette RABATEL, Emmanuelle ROBERT, Véronique ROZAN, Odile RUBY, Valérie SATRE, Magali TANGHE, et Florence THOMAS, Inspectrices des finances publiques, MM. Mathieu GUIBERT et Christophe VINCENT, Inspecteurs des finances publiques, et Mme Linda AMBROSIANO, Contrôleuse principale des finances publiques reçoivent pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejet relatifs aux attributions de leur service.

MM Christophe BOULANGER, Guillaume CHRISTOPH, Jean-Marc GEOFFRAY, Contrôleurs des finances publiques, reçoivent pouvoir de signer les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejet relatifs aux attributions de leur service.

### 4. Pour la Division Contrôle Fiscal, Missions patrimoniales :

M. Lionel BRUNI, Inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division, reçoit pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de sa division et, en cas d'absence ou d'empêchement d'un autre responsable de division du pôle gestion fiscale, de signer toutes les affaires de ladite division dans les mêmes conditions que le responsable de la division absent ou empêché.

Mme Julie BRUN, Inspectrice principale des finances publiques, adjointe au responsable de la division, reçoit pouvoir de signer toute correspondance et tout document relatif aux affaires de sa division.

#### Service Animation du contrôle fiscal des brigades départementales et des Pôles de contrôle et expertise

Mmes Évelyne FOURCADE et Nicole CHABALIER, Inspectrices des finances publiques, reçoivent pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejets relatifs aux attributions de leur service.

#### Service Animation du contrôle fiscal des brigades départementales et des Pôles de contrôle et expertise, du contrôle sur pièce des particuliers et du contrôle patrimonial

Mme Annette BILLON, Inspectrice des finances publiques, reçoit pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejets relatifs aux attributions de son service.

#### Service Animation du contrôle fiscal des particuliers et du contrôle patrimonial

Mme Muriel MICHALLET, Inspectrice des finances publiques, reçoit pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejets relatifs aux attributions de son service.

#### Contrôle de la contribution à l'audiovisuel public

Mme Pascale CALISSI-BARRAL, Contrôleuse des finances publiques et M. Vincent CAVAGNOUX, Agent administratif des finances publiques, reçoivent pouvoir pour signer tous les courriers ou pièces afférentes aux missions de contrôle de la contribution à l'audiovisuel public concernant les particuliers, les professionnels et les vendeurs de télévision ou de dispositifs assimilés.

## **5. Pour les chargés de mission du pôle gestion fiscale / référents parquet**

Mme Gaëlle FAOU, Inspectrice principale des finances publiques, reçoit pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi et les demandes de renseignements relatifs à ses attributions.

Mme Anne-Laure GONNET, Inspectrice principale des finances publiques, reçoit pouvoir de signer les notes, les documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi et les demandes de renseignements relatifs à ses attributions.

**Article 2 :** Les agents susmentionnés reçoivent pouvoir de me représenter aux différentes commissions rattachées à leur division ou service.

**Article 3 :** Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 38-2017-04-03-010 du 3 avril 2017.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

L' Administrateur général des finances publiques,  
directeur départemental des finances publiques,

Philippe LERAY

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-03-012

4 ème modification de la composition de la formation  
spécialisée « des carrières » de la CDNPS depuis le  
renouvellement du 29/01/2016.

*4 ème modification de la composition de la formation spécialisée « des carrières » de la CDNPS  
depuis le renouvellement du 29/01/2016.*

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE ENVIRONNEMENT

**ARRETE PREFECTORAL n°**

**Modifiant l'arrêté préfectoral du 3 avril 2017 portant mise à jour de la composition de la formation spécialisée dite « des carrières » de la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS)**

**4 ème modification de la composition de la formation spécialisée « des carrières » de la CDNPS depuis le renouvellement du 29/01/2016.**

**LE PRÉFET DE L'ISÈRE,**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 341-16, R 341-16 à R 341-25 ;

**VU** le Décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

**VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

**VU** le décret n°2009-613 du 4 juin 2009 modifiant le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 ;

**VU** le Décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux dispositions réglementaires du code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 38 2016 029 DDT SE 02 du 29 janvier 2016 portant composition de la commission départementale de la nature des paysages et des sites ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 3 avril 2017 modifiant de la composition de la commission départementale de la nature des paysages et des sites, pour une mise à jour de la formation spécialisée des carrières ;

**VU** le courrier du 9 juin 2017 de la fédération départementale de pêche et du milieu aquatique de l'Isère portant sur le changement de représentation de cet organisme à la commission départementale de la nature des paysages et des sites au sein de la formation spécialisée dite « des Carrières »

**Considérant** qu'il convient, en ce sens, de modifier la formation spécialisée des « carrières », annexe 5, de la commission départementale de la nature des paysages et des sites et qu'il s'agit de la 4 ème modification au sein de la formation dite « des Carrières » depuis le renouvellement global de la CDNPS le 29 janvier 2016 ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**: l'arrêté préfectoral du 3 avril 2017, portant sur la composition de la formation des « carrières » de la CDNPS, est modifié comme suit, au sein du collège des personnes qualifiées.

**ARTICLE 2** : le reste sans changement.

**ARTICLE 3** : La secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée aux intéressés.

Grenoble le 3 juillet 2017  
pour le Préfet par délégation  
le Secrétaire Général Adjoint  
Yves DAREAU

**Annexe 5 : formation spécialisée dite des « carrières » de la Commission départementale de la nature des paysages et des sites**

**Collège des services de l'Etat :**

- La Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, Auvergne Rhône-Alpes ou son représentant,
- Le Délégué départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, ou son représentant,
- Le Directeur Départemental de la Protection des Populations de l'Isère, ou son représentant,
- La Directrice Départementale des Territoires de l'Isère, ou son représentant.

**Collège des Elus :**

<b><u>Titulaires Conseil départemental</u></b>	<b><u>Suppléants Conseil départemental</u></b>
M. Christian COIGNE M.Christophe ENGRAND	Mme Chantal CARLIOZ Mme Martine KOHLY
<b><u>Titulaires désignés par l'association des maires</u></b>	<b><u>Suppléants désignés par l'association des maires</u></b>
M. Christian GIROUD, <i>Mairie de MONTALIEU VERCIEU</i> M. Jacques PERRET, <i>adjoint Mairie de la BUISSE</i>	Mme Françoise CLOTEAU, <i>Mairie de CHAMPAGNIER</i> M. René GALLIFET, <i>adjoint mairie de BIZONNES</i>

**Collège des personnalités qualifiées :**

<b><u>Titulaires :</u></b>	<b><u>Suppléants :</u></b>
M. Gérard AUCHERE, <i>FRAPNA</i>	Mme Hélène FOGLAR, <i>FRAPNA</i>
M. Raphaël QUESADA, <i>Lo Parvi</i>	M. Lucien MOLY, <i>Lo Parvi</i>
M. Hervé BONZI, <i>Fédération départementale des associations de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Isère</i>	M. Christian ALVAREZ <i>Fédération départementale des associations de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Isère</i>
M. André COPPARD, <i>Chambre d'agriculture</i>	M. Jean-Paul PRUDHOMME, <i>Chambre d'agriculture</i>

**Collège des personnalités compétentes :**

<b><u>Titulaires :</u></b>	<b><u>Suppléants :</u></b>
M. Richard MORIAME, <i>UNICEM</i>	M. Jacques DE HAESE, <i>UNICEM</i>
M. Roland FIARD, <i>établissement Les Carriers du Grésivaudan</i>	Mme Marie-lise PERRIN, <i>Carrières François Perrin</i>
M. Thierry MEILLAND-REY, <i>Syndicat français industrie cimentière</i>	M. Sébastien ROUX, <i>UNICEM</i>
M. Laurent DELCLOS, <i>Syndicat National du Béton prêt à l'Emploi</i>	M. Gérard PONCET, <i>Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble- relations consulaires.</i>

**Le maire de la commune d'implantation de la carrière concernée par le projet est invité à siéger à la séance au cours de laquelle le projet est examiné et a, sur celui-ci, voix délibérative.**

Grenoble le 3 JUILLET 2017

Pour le préfet, par délégation  
le Secrétaire général adjoint  
Yves DAREAU



Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-07-007

AP autorisant la réintégration de parcelles cadastrales  
situées sur la territoire de SICCIEU-ST-JULIEN ET  
CARISIEU dans le territoire de l'ACCA de  
SICCIEU-ST-JULIEN ET CARISIEU

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**  
**Service Environnement**

Affaire suivie par : Laurence LAGNIEN  
Tél.: 04 56 59 42 41  
[laurence.lagnien@isere.gouv.fr](mailto:laurence.lagnien@isere.gouv.fr)

**ARRETE N°**

**Réintégration de parcelles cadastrales  
dans le territoire de l'ACCA de SICCIEU-ST-JULIEN ET CARISIEU**

**LE PREFET DE L'ISERE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'Environnement et notamment ses articles L422-16, L422-17, L422-20, R422-45, R422-47 à 55 et R422-58 .

**VU** les arrêtés ministériels des 20 mars 1970 et 7 juillet 1971 inscrivant le département de l'Isère sur la liste complémentaire des départements où des associations communales de chasse agréées doivent être créées dans toutes les communes ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 février 1971 modifié fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'Association Communale de Chasse Agréée de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 mai 1972 portant agrément de l'Association Communale de Chasse Agréée de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU ;

**VU** l'arrêté du 26 août 1975 excluant des terrains du territoire de l'ACCA de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU au motif de la location de celles-ci par l'ACCA de DIZIMIEU ;

**VU** la demande de réintégration desdits terrains dans le territoire de l'ACCA de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU adressée par le Président de cette association le 2 mai 2014 ;

**VU** le courrier en date du 20 mai 2016 adressé au Président de l'ACCA de DIZIMIEU lui demandant de produire toutes pièces justificatives attestant notamment de la location et de la détention du droit de chasse sur les terrains objet du retrait susmentionné ;

**VU** l'arrêté préfectoral de délégation de signature en date du 7 novembre 2016 et la décision de subdélégation de signature en date du 27 juin 2017 donnant délégation de signature à Madame Clémentine BLIGNY, Chef du Service Environnement de la Direction Départementale des Territoires de l'Isère, et à Madame Pascale Boularand, par intérim ;

**CONSIDERANT** l'absence de production des pièces justificatives permettant d'attester du droit de chasse de l'ACCA de DIZIMIEU sur les terrains retirés du territoire de l'ACCA de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU ;

**CONSIDERANT** qu'une ACCA ne peut former opposition sur des terrains faisant partie du territoire d'une autre ACCA ;

**CONSIDERANT** qu'il apparaît de ce fait que l'opposition formée par l'ACCA de DIZIMIEU sur des terrains sis sur le territoire de la commune de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU, faisant partie de l'ACCA de cette commune, ne remplit pas les conditions réglementaires ;

**CONSIDERANT** en conséquence la recevabilité de la demande de réintégration adressée par Monsieur le Président de l'ACCA de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU ;

**SUR** proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires du département de l'Isère :

**- ARRÊTE -**

**ARTICLE 1 -**

L'arrêté préfectoral du 26 août 1975 portant exclusion de terrains situés sur la commune de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU du territoire de l'ACCA de cette commune au profit de l'ACCA de DIZIMIEU est abrogé.

**ARTICLE 2 -**

Les parcelles cadastrales suivantes sont réintégrées dans le territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU:

section	numéro
E	1 – 2 - 15 – 19 – 25 – 28 – 30 – 31 - 36 – 37 - 45 - 46 – 48 - 72 -76 -78 - 81 à 96 – 103 à105 - 185 - 191 à 202 - 204 – 205 - 207 à 209 - 211 à 214 - 218 – 219 - 275 à 278 - 290- 295 - 296 – 299 – – 302 –303 –305 à 307 –309 à 312 - 315 à 317 - 326 - 327

**ARTICLE 3 -**

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa notification à Monsieur le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU ;

**ARTICLE 4-**

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère et affichée en mairies de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU ainsi que DIZIMIEU par les soins du Maire de chacune de ces communes, pendant une durée d'1 mois minimum, aux emplacements habituels réservés à cet effet sur le territoire de chaque commune concernée.

Dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, le bénéficiaire aura la possibilité de présenter un recours gracieux ou hiérarchique à son encontre.

Dans ce même délai de 2 mois à compter de sa parution au Recueil des Actes Administratifs toute personne ayant intérêt à agir pourra également former un recours dans les mêmes formes.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de 2 mois après réception de celui-ci emporte décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

**ARTICLE 5-**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Messieurs les Présidents des ACCA de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU ainsi que DIZIMIEU,
- Messieurs les Maires de SICCIEU-ST-JULIEN et CARISIEU ainsi que DIZIMIEU,
- Monsieur le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Isère,
- Monsieur le Chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

Grenoble le 7 juillet 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Territoires,  
La Chef du Service Environnement ,

Clémentine BLIGNY

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-07-003

AP autorisant la capture suivie d'un relâcher immédiat sur  
place

d'espèces animales protégées : micro mammifères  
(musaraignes)

Bénéficiaire : Ligue de protection des Oiseaux (LPO Isère)

Direction départementale  
des territoires de l'Isère

**Dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées**  
**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°**  
**Autorisant la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place**  
**d'espèces animales protégées : micro mammifères (musaraignes)**

**Bénéficiaire : Ligue de protection des Oiseaux (LPO Isère)**

**Le préfet de l'Isère**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.163-5, L. 411-1A, L.411-2, R.411-1 à R.411-14 et R.412-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 18 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour certaines opérations pour lesquelles la capture est suivie d'un relâcher immédiat sur place ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2016 portant délégation de signature à Mme Claire BOZONNET, directrice départementale des territoires de l'Isère ;

VU la décision de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 8 novembre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques à Mme Clémentine BLIGNY, chef du service environnement de la direction départementale des territoires de l'Isère ;

VU les lignes directrices en date du 16 mars 2015 précisant la nature des décisions individuelles, notamment dans le cadre des dérogations à la protection des espèces, soumises ou non à participation du public, au vu de leur incidence sur la protection de l'environnement, dans l'ensemble des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la demande de dérogation pour la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées (CERFA n°13616\*01) déposée par la ligue de protection des oiseaux (LPO) de l'Isère en date du 2 mai 2017 ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

CONSIDÉRANT que la présente demande est déposée :

- ✓ pour la réalisation d'inventaires de populations d'espèces sauvages dans le cadre de l'amélioration de la connaissance sur la répartition de l'espèce sur le massif de Belledonne ;
- ✓ pour des opérations de capture suivies de relâcher immédiat sur place ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des prescriptions mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (article 2) ;

CONSIDÉRANT que les personnes à habilité disposent de la compétence pour la capture, le marquage lorsque celui-ci est pratiqué, et le relâcher immédiat de spécimens des espèces ou des groupes d'espèces considérés ;

SUR proposition de la directrice départementale des territoires de l'Isère :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Bénéficiaire et objet de l'autorisation**

Dans le cadre de l'amélioration de la connaissance sur la répartition de l'espèce sur le massif de Belledonne, la ligue de protection des oiseaux (LPO) de l'Isère dont le siège social est situé sur la commune de Grenoble (38000 5 place Bir hakeim) est autorisé à pratiquer la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées, dans le cadre défini aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

#### **CAPTURE SUIVIE D'UN RELÂCHER IMMÉDIAT SUR PLACE D'ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES :**

**espèces ou groupes d'espèces visés, nombre et sexe le cas échéant**

Musaraigne aquatique (*Neomys fodiens*)

### **ARTICLE 2 : Prescriptions techniques**

#### **LIEU D'INTERVENTION :**

Département de l'Isère : communes de La Ferrière, Vaujany et Allemont.

#### **PROTOCOLE :**

Le bénéficiaire procède à des inventaires de populations d'espèces sauvages dans le cadre de l'évaluation préalable et du suivi des impacts sur la biodiversité de projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements.

Les protocoles d'inventaires sont établis par des personnes morales ou physiques dûment mandatées par les responsables des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements, pour la réalisation de tels inventaires,

Les opérations de capture doivent être strictement limitées à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif recherché.

Si le bénéficiaire procède à des inventaires de populations d'espèces sauvages, le protocole d'inventaire doit permettre de qualifier correctement le niveau des populations et l'importance de celles-ci au regard de l'état de conservation des espèces concernées en tenant compte de leur biologie et de leurs cycles biologiques.

#### **MODALITÉS :**

Les modes et moyens utilisés pour la capture, le marquage lorsque celui-ci est pratiqué et le relâcher sont détaillés dans le dossier de demande et doivent être respectés, sous réserve des dispositions du présent arrêté.

Utilisation de pièges non vulnérants de type INRA et Ratcage. Les pièges sont équipés d'une loge imperméable remplie de foin permettant aux animaux capturés de s'abriter du froid et de la pluie, limitant le stress de l'animal.

Les animaux sont capturés durant la nuit, identifiés puis relâchés sur place le lendemain matin.

2 personnes par jour sur 3 sessions de 4 nuitées exécuteront la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place.

Les mois de juin et de juillet sont privilégiés.

Les captures doivent être réalisées selon des modalités et à l'aide de moyens n'occasionnant aucune blessure ni mutilation aux animaux capturés. Le marquage éventuel des animaux doit être réalisé selon des techniques et à l'aide de matériels limitant le stress, n'occasionnant ni de blessure ni de mutilation. Les matériels de marquage doivent être adaptés à la taille et au mode de vie des animaux afin de ne pas perturber ces derniers après leur relâcher.

Les périodes des opérations de capture, de marquage éventuel et de relâcher sur place ne doivent pas entraîner de perturbation dans le cycle biologique des espèces concernées.

Pour les amphibiens, et afin de limiter la dissémination de chytridiomycose et d'autres maladies (ranaviroses), les prescriptions du **protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain**<sup>1</sup>, seront scrupuleusement respectées.

### **ARTICLE 3 : Personnes habilitées**

Les personnes habilitées pour réaliser ces opérations sont :

- Rémi FONTERS, responsable du pôle conservation
- Hervé COFFRE, chargé d'études faune
- Coralie ARBIER, stagiaire
- Emilie DELEVOY, stagiaire

toutes membres de la LPO de l'Isère.

Elles doivent être porteuses de la présente autorisation lors des opérations visées et sont tenues de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

### **ARTICLE 4 : Durée de validité de l'autorisation**

L'autorisation est valable jusqu'au 31 août 2017.

### **ARTICLE 5 : Mise à dispositions des données**

Le bénéficiaire met ses données d'observation d'espèces à disposition de la DREAL dans les conditions définies par le système d'information sur la nature et les paysages, notamment en ce qui concerne les règles de dépôt, de formats de données et de fichiers applicables aux métadonnées et données élémentaires d'échange relatives aux occurrences d'observation d'espèces.

La dérogation est accordée pour une seule opération d'inventaire, le bénéficiaire adresse à la DREAL et à la DDT, dans les trois mois après la fin de l'opération, un rapport sur la mise en œuvre de la dérogation. Ce rapport comprend :

<sup>1</sup> Miaud C., 2014 - *Protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain*. Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Université de Savoie et Ecole Pratique des Hautes Etudes (eds), 7 p.

- les dates et les lieux par commune des opérations ;
- le nombre de spécimens capturés de chaque espèce, le sexe lorsque ce dernier est déterminable,
- les lieux de capture-relâcher et, s'il y a lieu, le mode de marquage utilisé ;
- le nombre d'animaux morts au cours des opérations ;
- le nombre d'animaux non visés dans la dérogation et néanmoins pris dans les matériels de capture au cours des opérations.

Pour les espèces qui sont réputées avoir de faibles effectifs dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations concernés :

- le nombre de spécimens capturés de chaque espèce, le sexe lorsque ce dernier est déterminable et, s'il y a lieu, le mode de marquage utilisé ;
- le nombre d'animaux morts au cours des opérations,
- le nombre d'animaux non visés dans la dérogation et néanmoins pris dans les matériels de capture au cours des opérations.

#### **ARTICLE 6 : Autres législations et réglementations**

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération susmentionnée et du respect des autres dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'être applicables sur les espaces protégés du territoire d'étude.

#### **ARTICLE 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication ou sa notification :

- par la voie d'un recours administratif. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent,
- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

#### **ARTICLE 8 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice départementale des territoires de l'Isère, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), le chef de l'agence française de la biodiversité (AFB) sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Grenoble le 7 juillet 2017

pour le Préfet et par délégation,  
La directrice départementale  
par subdélégation,  
la chef du service environnement

Clémentine Bligny



Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-07-004

AP autorisant la capture suivie d'un relâcher immédiat sur  
place d'espèces animales protégées d' amphibiens et  
insectes

Bénéficiaire : Syndicat du Haut-Rhône

**Dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°**

**Autorisant la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place  
d'espèces animales protégées d' amphibiens et insectes**

**Bénéficiaire : Syndicat du Haut-Rhône**

**Le préfet de l'Isère**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.163-5, L. 411-1A, L.411-2, R.411-1 à R.411-14 et R.412-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 18 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour certaines opérations pour lesquelles la capture est suivie d'un relâcher immédiat sur place ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2016 portant délégation de signature à Mme Claire BOZONNET, directrice départementale des territoires de l'Isère ;

VU l'arrêté de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 8 novembre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques à Mme Clémentine BLIGNY, chef du service environnement de la direction départementale des territoires de l'Isère ;

VU les lignes directrices en date du 16 mars 2015 précisant la nature des décisions individuelles, notamment dans le cadre des dérogations à la protection des espèces, soumises ou non à participation du public, au vu de leur incidence sur la protection de l'environnement, dans l'ensemble des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la demande de dérogation pour la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées (CERFA n°13616\*01) déposée par le syndicat du Haut-Rhône en date du 15 février 2017 ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

CONSIDÉRANT que la présente demande est déposée :

- ✓ pour la réalisation d'inventaires de populations d'espèces sauvages dans le cadre du diagnostic du plan de gestion de la réserve naturelle du Haut-Rhône ;
- ✓ pour des opérations de capture suivies de relâcher immédiat sur place ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des prescriptions mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (article 2) ;

CONSIDÉRANT que les personnes à habilitier disposent de la compétence pour la capture, le marquage lorsque celui-ci est pratiqué, et le relâcher immédiat de spécimens des espèces ou des groupes d'espèces considérés ;

SUR proposition de la directrice départementale des territoires de l'Isère :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Bénéficiaire et objet de l'autorisation**

Dans le cadre du diagnostic du plan de gestion de la réserve naturelle, le syndicat du Haut-Rhône dont le siège social est situé sur la commune de YENNE (73170 - ZAC des Fontanettes) est autorisé à pratiquer la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées, dans le cadre défini aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

#### **CAPTURE SUIVIE D'UN RELÂCHER IMMÉDIAT SUR PLACE D'ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES :**

*espèces ou groupes d'espèces visés, nombre et sexe le cas échéant*

Toutes les espèces d'amphibiens et d'insectes présentes sur la partie Isère de la réserve naturelle du Haut-Rhône, à l'exclusion des espèces figurant à l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 (espèces menacées d'extinction).

### **ARTICLE 2 : Prescriptions techniques**

#### **LIEU D'INTERVENTION :**

Département de l'Isère : partie de la réserve naturelle comprise de ce département.

#### **PROTOCOLE :**

Le bénéficiaire procède à des inventaires de populations d'espèces sauvages dans le cadre de l'évaluation préalable et du suivi des impacts sur la biodiversité de projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements.

Les protocoles d'inventaires sont établis par des personnes morales ou physiques dûment mandatées par les responsables des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements, pour la réalisation de tels inventaires,

Les opérations de capture doivent être strictement limitées à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif recherché.

Si le bénéficiaire procède à des inventaires de populations d'espèces sauvages, le protocole d'inventaire doit permettre de qualifier correctement le niveau des populations et l'importance de celles-ci au regard de l'état de conservation des espèces concernées en tenant compte de leur biologie et de leurs cycles biologiques.

## MODALITÉS :

Les modes et moyens utilisés pour la capture, le marquage lorsque celui-ci est pratiqué et le relâcher sont détaillés dans le dossier de demande et doivent être respectés, sous réserve des dispositions du présent arrêté.

- La capture des amphibiens sera faite au filet afin de déceler une présence ou une absence des espèces potentiellement présentes. Les espèces (adultes, larves et têtards) seront identifiés en évitant le contact direct et relâchés aussitôt.
- En ce qui concerne la capture d'odonates, a priori aucune espèce protégée ne sera ciblée. Toutefois, existe le risque de certaines capture (Agrion de mercure, Maculinae).
- Attitude la plus respectueuse possible pour les espèces, protégées ou non avec respect stricte des règles sanitaires et d'éthique dans la conduite des captures.

Les captures doivent être réalisées selon des modalités et à l'aide de moyens n'occasionnant aucune blessure ni mutilation aux animaux capturés. Le marquage éventuel des animaux doit être réalisé selon des techniques et à l'aide de matériels limitant le stress, n'occasionnant ni de blessure ni de mutilation. Les matériels de marquage doivent être adaptés à la taille et au mode de vie des animaux afin de ne pas perturber ces derniers après leur relâcher.

Les périodes des opérations de capture, de marquage éventuel et de relâcher sur place ne doivent pas entraîner de perturbation dans le cycle biologique des espèces concernées.

Pour les amphibiens, et afin de limiter la dissémination de chytridiomycose et d'autres maladies (ranaviroses), les prescriptions du **protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain<sup>1</sup>**, seront scrupuleusement respectées.

## **ARTICLE 3 : Personnes habilitées**

Les personnes habilitées pour réaliser ces opérations sont :

Les personnes habilitées pour réaliser ces opérations sont :

- Rémi BOGEY, conservateur de la réserve naturelle,
- Fabrice CARTONNET, garde technicien de la réserve naturelle.

toutes deux formées et expérimentées.

Elles doivent être porteuses de la présente autorisation lors des opérations visées et sont tenues de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

## **ARTICLE 4 : Durée de validité de l'autorisation**

L'autorisation est valable jusqu'au 31 octobre 2017.

## **ARTICLE 5 : Mise à dispositions des données**

Le bénéficiaire met ses données d'observation d'espèces à disposition de la DREAL dans les conditions définies par le système d'information sur la nature et les paysages, notamment en ce qui concerne les règles de dépôt, de formats de données et de fichiers applicables aux métadonnées et données élémentaires d'échange relatives aux occurrences d'observation d'espèces.

La dérogation est accordée pour une seule opération d'inventaire, le bénéficiaire adresse à la DREAL et à la DDPP, dans les trois mois après la fin de l'opération, un rapport sur la mise en œuvre de la dérogation. Ce rapport comprend :

- les dates et les lieux par commune des opérations ;
- le nombre de spécimens capturés de chaque espèce, le sexe lorsque ce dernier est déterminable,

<sup>1</sup> Miaud C., 2014 - *Protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain*. Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Université de Savoie et Ecole Pratique des Hautes Etudes (eds), 7 p.

- les lieux de capture-relâcher et, s'il y a lieu, le mode de marquage utilisé ;
- le nombre d'animaux morts au cours des opérations ;
- le nombre d'animaux non visés dans la dérogation et néanmoins pris dans les matériels de capture au cours des opérations.

Pour les espèces qui sont réputées avoir de faibles effectifs dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations concernés :

- le nombre de spécimens capturés de chaque espèce, le sexe lorsque ce dernier est déterminable et, s'il y a lieu, le mode de marquage utilisé ;
- le nombre d'animaux morts au cours des opérations,
- le nombre d'animaux non visés dans la dérogation et néanmoins pris dans les matériels de capture au cours des opérations.

#### **ARTICLE 6 : Autres législations et réglementations**

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération susmentionnée et du respect des autres dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'être applicables sur les espaces protégés du territoire d'étude.

#### **ARTICLE 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication ou sa notification :

- par la voie d'un recours administratif. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent,
- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

#### **ARTICLE 8 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice départementale des territoires de l'Isère, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), le chef de l'agence française de la biodiversité (AFB) sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Grenoble le 7 juillet 2017

pour le Préfet et par délégation,  
La directrice départementale  
par subdélégation,  
la chef du service environnement

Clémentine Bligny

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-04-005

AP autorisant le tir à plomb du chevreuil sur l'ensemble du  
département pour la campagne 2017-2018



PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
Service Environnement

## Arrêté n°

**Autorisant le tir à plomb du chevreuil sur l'ensemble du département pour la campagne 2017-2018**

### Le Préfet de l'Isère

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement qui précise que les animaux des espèces cerf, chevreuil, daim et sanglier ne peuvent être tirés qu'à balle ou au moyen d'un arc de chasse ;

**VU** l'arrêté préfectoral N° 38-2016-06-20-012 du 20 juin 2016 modifiant l'arrêté N° 2012-130-0038 du 9 mai 2012 approuvant le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique pour la période 2012-2018 et modifié par les arrêtés préfectoraux N° 2013-255-0015 du 12 septembre 2013, N° 2013-270-0004 du 7 octobre 2013, N° 2013-293-0001 du 4 novembre 2013 et N° 2014-175-0001 du 4 juillet 2014 ;

**VU** l'avis favorable de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage en date du 15 juin 2017 ;

**VU** l'avis favorable de la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Isère en date du 24 mai 2017 ;

**VU** la consultation du public organisée du 2 juin 2017 au 23 juin 2017 et la synthèse des observations mise en ligne sur le site [www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr) ;

**CONSIDÉRANT** que sur certains territoires, les dégâts agricoles imputables au grand gibier sont importants et que le tir à la carabine ne peut pleinement être mis en œuvre compte-tenu de la proximité des habitations pour des raisons de sécurité publique ;

**CONSIDÉRANT** la difficulté à maintenir un équilibre agro-sylvo-cynégétique satisfaisant et la nécessité de trouver des solutions alternatives sur ces secteurs ;

**CONSIDÉRANT** que le titulaire du droit de chasse pourra autoriser le tir à plomb du chevreuil sur son territoire ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation de tir à plomb est octroyée à titre temporaire (durée 1 an), et qu'elle fera l'objet d'un suivi ;

**CONSIDÉRANT** que l'utilisation de plombs n°1 et 2 est de nature à limiter les risques de blessures non mortelles des chevreuils ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Le titulaire du droit de chasse pourra autoriser le tir à plomb du chevreuil uniquement en battue organisée sur son territoire, sous réserve d'avoir fait une déclaration annuelle d'utilisation de cette mesure à la FDCI avant la date d'ouverture générale.

### **ARTICLE 2 :**

Avant chaque chasse collective au grand gibier, le titulaire du droit de chasse ou son délégué rappellera les conditions dans lesquelles pourront s'effectuer ces tirs.

Ces tirs seront exercés sous l'entière responsabilité du tireur et seront soumis au strict respect des règles de sécurité notamment:

- L'ensemble des mesures de sécurité à la chasse du grand gibier inscrites au schéma départemental de gestion cynégétique restent valables, et notamment la pratique du tir fichant, le respect de l'angle des 30°, l'identification du gibier et la prise en compte de l'environnement,
- Les postes « tir à plomb » sont préalablement localisés, éventuellement via leurs coordonnées GPS, sur le plan du territoire du détenteur,
- Lors des battues, les postes identifiés « tir à plomb » sont notifiés sur le carnet de battue et les chasseurs désignés nominativement,
- Lors d'une chasse précisant sur le carnet de battue que le chevreuil fait partie des espèces pouvant être prélevées, sur les postes identifiés « tir à plomb », seul le plomb peut être utilisé.
- Les tirs doivent être effectués à courte distance et ne doivent en aucun cas dépasser 20 mètres environ (20 à 25 pas du chasseur posté) séparant le tireur du chevreuil visé,
- Le balisage de la zone de tir est obligatoire avec pose de jalons de part et d'autre du poste tout en matérialisant l'angle de 30° (balisage de 20 à 25 pas du chasseur posté, traqueur non concerné),
- Le diamètre des plombs doit se situer entre 3,75 mm et 4 mm (plombs numéro 2 et 1 dans la série de Paris).
- Le tir à la grenaille de plomb est strictement interdit dans les zones humides telles que définies par l'article L 424-6 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 3 :**

La Fédération Départementale des Chasseurs de l'Isère établira un bilan d'utilisation de la mesure du tir à plomb chevreuil pour chacun des territoires ayant déclaré son utilisation. Ce bilan sera adressé à la Direction Départementale des Territoires qui en informera la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage lors de sa réunion consacrée à l'élaboration des plans de chasse

### **ARTICLE 4 :**

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification:

- par la voie d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Isère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun - 38000 Grenoble) ;



- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble.

**ARTICLE 5:**

La Secrétaire Générale de la Préfecture, la Directrice Départementale des Territoires, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie, le Délégué Régional de l'office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, le Directeur de l'Agence Isère de l'Office National des Forêts, les Lieutenants de Louveterie, le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes par les soins du Maire.

Grenoble, le 4 Juillet 2017

**Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire général adjoint**

**Yves DAREAU**

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-10-001

AP autorisant l'organisation du vol 1807 dans la réserve  
naturelle nationale des hauts de chartreuse dans le cadre de  
la coupe Icare 2017

*AP autorisant l'organisation du vol 1807 dans la réserve naturelle nationale des hauts de  
chartreuse dans le cadre de la coupe Icare 2017*

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
d'Auvergne Rhône-Alpes

Service Eau, Hydroélectricité et Nature

Pôle préservation des milieux et des  
espèces

**ARRETE N°**

**autorisant l'organisation du vol 1807 dans le cadre de la coupe Icare au sein de la réserve  
naturelle nationale des Hauts de Chartreuse**

**Bénéficiaire : comité d'organisation de la coupe Icare**

Le Préfet de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2, L.332-1, L.332-3, R.332-17 et R.332-20 ;

**VU** le Décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret n°97-905 du 1er octobre 1997 portant création de la réserve naturelle des Hauts de Chartreuse ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014-311-0048 du 7 novembre 2014 portant composition du comité consultatif de la réserve naturelle nationale des Hauts de Chartreuse ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2016 portant délégation de signature à Mme Claire Bozonnet, directrice départementale des territoires de l'Isère ;

**VU** la décision de subdélégation de signature de la directrice départementale des territoires de l'Isère en date du 27 juin 2017 ;

**VU** la demande déposée par M. Larvoire pour le comité d'organisation de la Coupe Icare, en vue d'organiser le vol 1807 dans le cadre de la coupe Icare, dans la réserve naturelle nationale des Hauts de Chartreuse ;

**VU** l'avis favorable de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes sur la demande d'organisation du Vol 1807 ;

**VU** l'avis favorable émis sur cette demande et le dossier l'accompagnant, par les membres du comité restreint consultés par voie électronique, à compter du 15 mai 2017 ;

**SUR** proposition de Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le Comité d'organisation de la coupe Icare est autorisé à organiser le vol 1807 qui comprendra l'ascension à la Dent de Crolles et l'envol de parapentistes à partir de la réserve naturelle nationale des Hauts de Chartreuse, conformément à la demande présentée. Cette autorisation est valable pour l'année 2017.

## **Article 2**

Cette autorisation est accordée sous réserve de la mise en œuvre des préconisations suivantes :

- Respecter la réglementation de la réserve naturelle ;
- Interdire tout véhicule motorisé dans l'enceinte de la réserve (y compris les engins volants) ;
- Limiter le nombre d'inscrit à cette manifestation à 50 personnes maximum ;
- Les cheminements piétons dans la réserve devront se faire exclusivement sur les sentiers balisés ;
- Prévoir des personnes encadrant les personnes sur les zones de décollage afin de sensibiliser les pilotes ;
- Proscrire tout décollage à partir des zones à enjeux floristiques fournies par la réserve, zones qui devront faire l'objet d'une matérialisation sur le terrain ;
- Ne laisser aucun déchet à l'issue de la manifestation ;
- Communiquer à chaque participant une charte comprenant un plan de vol qui évitera le survol de la réserve, et notamment les falaises qui concentrent de nombreux enjeux liés à la faune.

## **Article 3**

La présente autorisation est accordée sans préjudice du droit des tiers et sous réserve du respect des autres législations et réglementations en vigueur, et notamment celle relative aux droits des propriétaires.

## **Article 4**

Le non-respect de la présente autorisation, et notamment des prescriptions fixées à l'article 2 ci-dessus, est passible des sanctions prévues pour les infractions pénales définies et réprimées par les articles R.332-69 à R.332-81 du code de l'environnement.

## **Article 5**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- par la voie d'un recours gracieux auprès de son auteur. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble ;
- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble.

## **Article 6**

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Isère, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, la directrice départementale des territoires, le directeur du parc naturel régional de Chartreuse, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, les agents de l'Office national des forêts, la conservatrice et les gardes de la réserve naturelle nationale des Hauts de Chartreuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

GRENOBLE, le 10 juillet 2017

Le Préfet, par délégation,  
pour la Directrice départementale des Territoires,  
par subdélégation,  
la Chef du Service Environnement

Clémentine Bligny

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-04-008

AP dérogation capture ou enlèvement, destruction,  
perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces  
animales protégées,

*AP dérogation capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle de spécimens  
d'espèces animales protégées,*

**Dans le cadre demi-diffuseur de la Bâtie sur l'autoroute**

*Dans le cadre demi-diffuseur de la Bâtie sur l'autoroute A41,*  
**A41,**

communes de Saint-Nazaire-les-Eymes et Saint-Ismier

*Direction Régionale de l'Environnement de  
l'Aménagement et du Logement  
Service EHN*

**ARRETE PREFECTORAL n.º**

**Portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement :**  
capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces  
animales protégées,  
destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces  
animales protégées,

**Par la société AREA**  
**Dans le cadre du complément au demi-diffuseur de la Bâtie sur l'autoroute A41,**  
**Sur les communes de Saint-Nazaire-les-Eymes et Saint-Ismier**

**Le préfet de l'ISERE**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande de dérogation pour la capture ou l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 616\*01), la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 614\*01), déposée le 21 novembre 2016 par la société AREA dans le cadre du complément au demi-diffuseur de la Bâtie sur l'autoroute A41 sur les communes de Saint-Nazaire-les-Eymes et Saint-Ismier ;

VU l'avis favorable de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes du 08 février 2017 ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de Protection de la Nature du 20 mars 2017 ;

CONSIDERANT l'absence d'observation du public à l'issue de la mise en œuvre de la procédure de participation du public par le biais de la mise en ligne de la demande et du projet de décision sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de

l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes Rhône-Alpes du 16 mai 2017 au 31 mai 2017 inclus ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le projet complète le 1/2 diffuseur n°24.1 dit de La Bâtie de l'autoroute A41 par la création de deux bretelles (entrée et de sortie) permettant d'améliorer son fonctionnement ;
- que le projet favorise l'accès aux communes de Saint-Nazaire-les-Eymes et Saint Ismier, ainsi qu'aux zones d'activités présentes sur ces communes ;
- que le projet diminue le trafic sur les routes départementales qui traversent ces communes en orientant le trafic automobile entre Grenoble et le Grésivaudan en priorité sur l'autoroute, ce qui améliore la sécurité et la tranquillité des usagers et des riverains ;
- que le projet répond, par conséquent, à des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le projet se situe au niveau d'un diffuseur routier existant ;
- que toutes les mesures pertinentes de suppression et de limitation des impacts ont été envisagées et sont retenues dans la présente dérogation ;
- qu'il n'existe pas, par conséquent, d'autre solution satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (cf. art. 3) ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'ISERE ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> : BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION ET OBJET**

Dans le cadre du complément au demi-diffuseur de la Bâtie sur l'autoroute A41 sur les communes de Saint-Nazaire-les-Eymes et Saint-Ismier, la société AREA (Direction de l'innovation, de la construction et du développement), ci-après « le bénéficiaire », dont le siège est domicilié 20, rue de la Vilette CS 33 413 – 69 328 LYON Cedex 03 est autorisée, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, à :

- transporter, transporter en vue de relâcher dans la nature, capturer ou enlever des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire des spécimens d'espèces animales protégées,
- perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,

tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble des obligations qui lui sont faites de la part de l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés par la présente dérogation.

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
<b>MAMMIFÈRES</b>				
Barbastelle d'Europe <i>Barbastella barbastellus</i> (Schreber, 1774)		X	X	X
Ecureuil roux <i>Sciurus vulgaris</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Grand Murin <i>Myotis myotis</i> (Borkhausen, 1797)		X	X	X
Hérisson d'Europe <i>Erinaceus europaeus</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Molosse de Cestoni <i>Tadarida teniotis</i> (Rafinesque, 1814)		X	X	X
Murin à moustaches <i>Myotis mystacinus</i> (Kuhl, 1817)		X	X	X
Murin à oreilles échancrées <i>Myotis emarginatus</i> (E. Geoffroy, 1806)		X	X	X
Murin de Daubenton <i>Myotis daubentonii</i> (Kuhl, 1817)		X	X	X
Noctule commune <i>Nyctalus noctula</i> (Schreber, 1774)		X	X	X
Noctule de Leisler <i>Nyctalus leisleri</i> (Kuhl, 1817)		X	X	X
Petit Murin <i>Myotis blythii</i> (Tomes, 1857)		X	X	X
Petit rhinolophe <i>Rhinolophus hipposideros</i> (Bechstein, 1800)		X	X	X
Pipistrelle commune <i>Pipistrellus pipistrellus</i> (Schreber, 1774)		X	X	X
Pipistrelle de Kuhl <i>Pipistrellus kuhlii</i> (Kuhl, 1817)		X	X	X
Pipistrelle de Nathusius <i>Pipistrellus nathusii</i> (Keyserling & Blasius, 1839)		X	X	X
Pipistrelle soprane <i>Pipistrellus pygmaeus</i> (Leach, 1825)		X	X	X
Sérotine commune <i>Eptesicus serotinus</i> (Schreber, 1774)		X	X	X
Vespère de Savi <i>Hypsugo savii</i> (Bonaparte, 1837)		X	X	X
<b>OISEAUX</b>				
Accenteur mouchet <i>Prunella modularis</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Bergeronnette grise <i>Motacilla alba</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Bruant ortolan <i>Emberiza hortulana</i>		X	X	X



<b>ESPÈCES ANIMALES</b> <b>Nom commun et nom scientifique</b>	<b>Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens</b>	<b>Destruction de spécimens</b>	<b>Perturbation intentionnelle de spécimens</b>	<b>Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos</b>
( <i>Linnaeus, 1758</i> )				
Buse variable <i>Buteo buteo</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Chardonneret élégant <i>Carduelis carduelis</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Choucas des tours <i>Corvus monedula</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Faucon crécerelle <i>Falco tinnunculus</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Fauvette à tête noire <i>Sylvia atricapilla</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Gobemouche gris <i>Muscicapa striata</i> ( <i>Pallas, 1764</i> )		X	X	X
Grimpereau des jardins <i>Certhia brachydactyla</i> ( <i>C.L. Brehm, 1820</i> )		X	X	X
Hibou moyen-duc <i>Asio otus</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Hirondelle rustique <i>Hirundo rustica</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Hypolaïs polyglotte <i>Hippolais polyglotta</i> ( <i>Vieillot, 1817</i> )		X	X	X
Locustelle tachetée <i>Locustella naevia</i> ( <i>Boddaert, 1783</i> )		X	X	X
Martinet noir <i>Apus apus</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Mésange à longue queue <i>Aegithalos caudatus</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Mésange bleue <i>Parus caeruleus</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Mésange charbonnière <i>Parus major</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Mésange nonnette <i>Parus palustris</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Milan noir <i>Milvus migrans</i> ( <i>Boddaert, 1783</i> )		X	X	X
Milan royal <i>Milvus milvus</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Moineau domestique <i>Passer domesticus</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Pic épeiche <i>Dendrocopos major</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X
Pic épeichette <i>Dendrocopos minor</i> ( <i>Linnaeus, 1758</i> )		X	X	X

<b>ESPÈCES ANIMALES</b> Nom commun et nom scientifique	<b>Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens</b>	<b>Destruction de spécimens</b>	<b>Perturbation intentionnelle de spécimens</b>	<b>Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos</b>
Pic vert <i>Picus viridis</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Pinson des arbres <i>Fringilla coelebs</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Pinson du nord <i>Fringilla montifringilla</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Pipit des arbres <i>Anthus trivialis</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Pouillot véloce <i>Phylloscopus collybita</i> (Vieillot, 1887)		X	X	X
Roitelet à triple bandeau <i>Regulus ignicapillus</i> (Temminck, 1820)		X	X	X
Rossignol philomèle <i>Luscinia megarhynchos</i> (C. L. Brehm, 1831)		X	X	X
Rougegorge familier <i>Erithacus rubecula</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Rougequeue noir <i>Phoenicurus ochruros</i> (S. G. Gmelin, 1774)		X	X	X
Serin cini <i>Serinus serinus</i> (Linnaeus, 1766)		X	X	X
Sittelle torchepot <i>Sitta europaea</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Tarin des aulnes <i>Carduelis spinus</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Troglodyte mignon <i>Troglodytes troglodytes</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
Verdier d'Europe <i>Carduelis chloris</i> (Linnaeus, 1758)		X	X	X
<b>REPTILES</b>				
Couleuvre d'Esculape <i>Zamenis longissimus</i> (Laurenti, 1768)	X	X	X	X
Couleuvre verte et jaune <i>Hierophis viridiflavus</i> (Lacepède, 1789)	X	X	X	X
Lézard des murailles <i>Podarcis muralis</i> (Laurenti, 1768)		X	X	X
Lézard vert occidental <i>Lacerta bilineata</i> (Daudin, 1802)	X	X	X	X
<b>AMPHIBIENS</b>				
Grenouille agile <i>Rana dalmatina</i> (Fitzinger, 1838)	X	X	X	X
Grenouille rieuse <i>Pelophylax ridibundus</i> (Pallas, 1771)	X	X	X	
Triton palmé <i>Lissotriton helveticus</i>	X	X	X	

<b>ESPÈCES ANIMALES</b> <b>Nom commun et nom scientifique</b>	<b>Transport,</b> <b>transport en vue</b> <b>de relâcher dans</b> <b>la nature, capture</b> <b>ou enlèvement de</b> <b>spécimens</b>	<b>Destruction</b> <b>de</b> <b>spécimens</b>	<b>Perturbation</b> <b>intentionnelle</b> <b>de</b> <b>spécimens</b>	<b>Destruction,</b> <b>altération ou</b> <b>dégradation de</b> <b>sites de</b> <b>reproduction</b> <b>ou d'aires de</b> <b>repos</b>
(Razoumowsky, 1789)				

## **ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE DE LA DÉROGATION**

Le bénéficiaire doit se conformer strictement au périmètre défini dans le dossier de demande de dérogation, rappelé en annexe 1 du présent arrêté.

## **ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS**

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent dans ce cadre respecter les engagements en faveur de la faune détaillés ci-dessous, découlant du dossier de demande de dérogation d'octobre 2016, du mémoire en réponse aux experts régionaux de janvier 2017, des conditions formulées par le Conseil National de Protection de la Nature, et du mémoire en réponse au CNPN d'avril 2017 :

### **• Mesures d'évitement**

L'annexe 2 précise les mesures d'évitement.

#### **E1. Évitement de la zone humide des Cloyères et de la ZNIEFF de type 1 « lieu dit le Moulin ».**

Le projet initial est modifié afin d'éviter la zone humide des Cloyères sur une surface de 12 634 m<sup>2</sup> et la ZNIEFF « lieu-dit le Moulin » sur une surface de 15 457 m<sup>2</sup>. Cette mesure permet notamment de préserver l'intégralité du réceptacle d'orage du conseil départemental abritant la reproduction d'amphibiens protégés et la galerie submontagnarde d'aulne blanc (44.22) permettant le maintien des espèces forestières humides.

#### **E2. Maintien du bassin de décantation et de sa haie attenante.**

Le bassin de décantation appartenant au conseil départemental et situé en bordure nord de la zone projet mais situé hors emprise autoroutière et hors emprise projet, est conservé, ainsi que la haie qui le délimite. Il s'agit d'un habitat de reproduction des Amphibiens (Grenouille agile, Grenouille rieuse, Triton palmé) et potentiellement de l'Agrion de mercure. La haie permet également la reproduction de l'Avifaune (Hypolais polyglotte notamment) et des Reptiles (Lézard des murailles). Des mesures de précaution et de réduction d'impact sur les individus sont mises en place (voir R2).

#### **E3. Délimitation de l'emprise travaux.**

L'emprise des travaux est strictement limitée afin d'éviter toute divagation d'engins qui pourrait avoir des incidences notables sur la reproduction des espèces protégées. Pour cela, trois mesures sont prises en phase chantier :

- Établissement d'un plan de circulation précis et cantonnement des circulations uniquement au niveau des cheminements existants ;
- Balisage adéquat délimitant la zone de chantier, de type piquets et rubalise ;
- Sensibilisation du personnel de chantier aux enjeux faune-flore du site. Le bénéficiaire demande aux mandataires (entreprises) de fournir une notice de respect de l'Environnement. Cette dernière doit être intégrée dans les offres, faire partie des critères de jugement des offres et être établie en connaissance de l'ensemble des enjeux environnementaux du projet (intégralité des informations transmises par le bénéficiaire aux entreprises). En phase travaux, un plan de respect de l'Environnement est mis en œuvre et soumis à pénalité. Sur site, les ouvriers sont sensibilisés aux enjeux environnementaux par un management dédié et dont la mise en œuvre doit prendre la forme de « quart d'heure de formation

environnement » ou de réunions spécifiques. Les mandataires doivent avoir, sur site, dans leurs équipes, un responsable Environnement. Le Maître d'œuvre assure le lien entre les entreprises et le Maître d'Ouvrage avec l'assistance également d'un responsable Environnement. Enfin, le bénéficiaire s'assure du respect des engagements réglementaires par l'intermédiaire d'un reporting régulier et de contrôles extérieurs.

- **Mesures de réduction des impacts**

L'annexe 3 précise la mesure de réduction R2.

**R1. Adaptation du calendrier des travaux (phase chantier) et entretien des plantations (phase d'exploitation).**

Les coupes et tailles des arbres et arbustes sont effectuées, en fonction des conditions météorologiques et après avis préalable d'un écologue, entre mi-septembre et mi-mars afin d'éviter la période de reproduction de l'Avifaune.

**R2. Délimitation et mise en défens des zones sensibles en phase chantier et d'exploitation (annexe 3).**

Les Amphibiens doivent pouvoir rejoindre les secteurs de reproduction et d'hivernage autour de l'échangeur sans risques d'écrasement, à la fois en phase travaux et en phase exploitation :

- En phase de chantier (R2.1), la divagation d'engins est interdite. Le périmètre de chantier est balisé et la circulation des engins se fait uniquement sur les chemins prévus à cet effet afin d'éviter la dégradation des milieux naturels au voisinage de la zone de travaux (bassin de décantation, habitat de reproduction des Amphibiens). Les zones de travaux à proximité des stations identifiées d'Amphibiens sont équipées de clôtures chantier spécifiques permettant de limiter le risque d'intrusion d'individus d'Amphibiens sur le chantier. Les barrières sont mises en place à la fin de la période migratoire (début avril 2017 avant les premiers terrassements), ou lorsque les amphibiens sont dans leur lieu de reproduction ;

- Le dispositif de mise en défens est pérennisé et maintenu en phase d'exploitation (R2.2). Les clôtures spécifiques sont positionnées sur les clôtures définitives dès la fin du chantier et entretenues pendant toute la phase d'exploitation de l'ouvrage.

**R3. Prévention et lutte contre les espèces végétales invasives en phase chantier.**

Les espèces invasives font l'objet d'un contrôle préalable aux terrassements afin de repérer et cartographier le plus précisément possible leur emplacement au droit du projet. Par la suite, les mesures suivantes de lutte contre ces espèces (notamment la Renouée du Japon, Buddleia, Solidage) sont mises en œuvre :

- Une inspection visuelle et un nettoyage systématiques des roues, pelles et parties basses des véhicules sont systématiquement réalisés avant l'arrivée sur le chantier pour éviter la pollution par des fragments de rhizomes ou graines. Les mêmes manipulations sont exécutées à la sortie du chantier ;

- Une sensibilisation du personnel de chantier à cette problématique est mise en œuvre (Cf. E3) ;

- Une gestion adaptée des foyers existants est mise en œuvre pour l'ensemble des espèces invasives. Concernant les foyers de Renouée du Japon, la gestion suivante est mise en œuvre : repérage et balisage des foyers en phase végétative pendant la phase de préparation des travaux ; coupe des tiges aériennes visibles lors de la période végétative, mise en sac et évacuation en centre de classe 2 ; excavation des terres jusqu'à environ 1,5 m sous le niveau du TN et envoi des terres en centre de classe 2, ou possibilité de criblage des matériaux pour envoi des rhizomes en décharge de classe 2. Cette dernière technique est privilégiée en cas de volume important en jeu.

- Des précautions sont prises afin d'éviter la dissémination dans les opérations de déblai/remblai. Les déblais des zones concernées par la présence de Renouée du Japon sont envoyés préférentiellement en centre de classe 2 ou criblés comme indiqué ci-dessus.

- Toutes les surfaces remaniées, décapées, mises à nu en phase travaux sont immédiatementensemencées par un mélange herbacé à levée rapide, notamment pour éviter la prolifération de l'Ambroisie (mélange comportant une forte proportion de trèfle). Le mélange de regarnis permettant la reconstitution de l'ensemble des talus autoroutiers est

composé uniquement d'espèces présentes localement. Un contrôle est réalisé après le semis afin de garantir l'absence d'espèces indésirables. Les phases de chantier, ainsi que de la recolonisation végétale, sont attentivement et régulièrement suivis par un écologue qui vérifie la bonne mise en place des mesures et leur efficacité. Il alerte les responsables de chantier en cas de détection d'espèces invasives. Tout nouveau foyer d'espèce invasive détecté est immédiatement détruit par arrachage avant qu'il ne se développe et devienne difficile à éradiquer. Aucun débris végétal (graine, morceau de rhizome ou de partie aérienne) n'est laissé sur place : les plantes invasives arrachées sont immédiatement transportées par camion hermétiquement bâché vers un centre de traitement agréé. S'il doit y avoir stockage temporaire, celui-ci se fait sur une aire étanche, sans contact avec le sol, l'eau ni le vent.

#### **R4. Prévention et lutte contre les risques de pollution chimique accidentelle en phase chantier et d'exploitation.**

##### Mesures prises en phase chantier

Une gestion de chantier adaptée permet d'éviter les pollutions accidentelles et de limiter les perturbations de la faune en phase travaux. Les chantiers sont conformes aux exigences et aux normes environnementales attendues. Pendant la phase de chantier, les mesures générales suivantes sont mises en œuvre :

- Mesures de prévention : Avant les travaux, les engins de chantier sont contrôlés et doivent être aux normes (niveau sonore, émissions de gaz). Aucun dépôt sauvage n'est effectué sur le chantier. En cas d'utilisation d'installations fixes, les « baraques » de chantier sont équipées d'un dispositif de fosses étanches efficaces récupérant les eaux usées. Elles sont, si nécessaire, situées au-dessus des plus hautes eaux connues. La circulation des engins est organisée, des consignes de sécurité sont établies, de manière à éviter tout accident (collision d'engins, retournement...). Le stockage (ou dépôt) de produit inflammable (fioul par exemple) est réalisé dans tous les cas sur une aire étanche largement dimensionnée. Les engins sont équipés de kit anti-pollution.

- Dispositifs d'intervention en cas de pollution : Les mandataires informent immédiatement le bénéficiaire en cas de déversements accidentels de produits tels qu'huile, graisses, coulis. Des moyens de terrassement sont disponibles sur le site en cas de pollution accidentelle (rupture d'un flexible...). Les matériaux pollués sont excavés et évacués en décharge.

- Aire de stationnement et accès au site des travaux : L'accès à la zone de travaux se fait par les chemins existants. Un emplacement spécifique au stationnement des engins de chantier lors des périodes d'inactivité sur le site (nuit, jours fériés) est défini et balisé. Le choix de la zone de stationnement est défini en un point choisi du chantier, facile d'accès et suffisamment éloigné du cours d'eau pour éviter tout risque de pollution accidentelle. La zone de stationnement des engins sert également de lieu de stockage du matériel de chantier et notamment des réserves en carburant qui sont conditionnées dans des cuves ou bidons à doubles parois étanches. Les eaux de ruissellement des aires de stockage et de stationnement, ainsi que les huiles usagées des engins de travaux, sont collectées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur. Les cuves de stockage de carburant sont limitées à l'utilisation hebdomadaire. Un système anti-débordement est mis en œuvre pour les remplissages de réservoir. Les ouvertures des réservoirs et cuves sont sécurisées et toutes les opérations permettant d'empêcher le vandalisme du week-end sont envisagées.

##### Mesures prises en phase exploitation

Le projet s'accompagne d'une mise à niveau de l'assainissement de la plateforme autoroutière. Les eaux de ruissellement au droit de l'opération sont collectées et acheminées vers un ouvrage de traitement (bassin). Cette disposition est favorable à la réduction de la pollution chronique des eaux ainsi qu'à une meilleure protection vis-à-vis des événements accidentels potentiels.

#### **R5. Limitation et modulation de l'éclairage en phase chantier et d'exploitation**

L'éclairage nocturne du diffuseur de la Bâtie est modulé en adéquation avec les usages afin de réduire les nuisances lumineuses pour les Chiroptères et l'Avifaune :

- Des éclairages peuvent être utilisés ponctuellement en phase travaux s'ils ont lieu de nuit mais également pour éclairer le chantier et favoriser sa surveillance lors des arrêts. Dans ces cas, l'éclairage doit être réduit au strict minimum et ne pas être orienté sur les espaces naturels alentours.
- Aucune source lumineuse n'est orientée vers le secteur de la zone humide durant toute la phase chantier et d'exploitation.
- Aucun éclairage nouveau n'est mis en place en phase d'exploitation par rapport à l'existant afin de ne pas augmenter la pollution lumineuse.

#### **R6. Réutilisation de la terre végétale**

La terre végétale des décapages préalables est réutilisée pour la remise en état des espaces naturels à condition que ces dernières excluent les terres préalablement identifiées comme contenant des espèces invasives telles que la Renouée du Japon. Cette réutilisation favorise une végétalisation rapide, par le développement des semences naturellement présentes dans la terre et évite tout apport d'espèces indésirables exogènes. Les terres contaminées sont gérées conformément aux préconisations de la mesure R3.

#### **R7. Déplacement d'espèces**

Le déplacement des espèces ne doit en principe pas être nécessaire du fait des mesures mises en œuvre pour éviter tout impact sur les individus d'Amphibiens (voir mesure R2). Néanmoins, les dispositifs de mise en défens telles que les barrières anti amphibiens, s'ils limitent grandement les risques de colonisation des chantiers, ne peuvent prétendre à eux seuls une efficacité totale. Dans le cas seulement où la totalité des mesures mises en œuvre n'ait pas permis d'éviter la présence d'Amphibiens sur les emprises du chantier, le déplacement d'individus présents à l'intérieur des emprises du chantier est alors mis en œuvre par un expert écologue compétent. D'éventuels Reptiles présents peuvent aussi être déplacés dans ce cadre. Les Amphibiens sont déplacés vers des zones non impactées voisines et à proximité des zones de reproduction identifiées. Une recherche systématique des Amphibiens est mise en œuvre avant le démarrage des opérations de terrassement. En phase chantier, toutes les détections d'Amphibiens dans les emprises sont signalées et déclenchent des opérations de sauvetage. Le protocole est le suivant :

- Recherche des individus

Leur recherche est effectuée par les méthodes suivantes :

- Prospections diurnes : Les flaques présentes sur le chantier sont parcourues à pied avec une épuisette à la recherche de pontes et de têtards. Tous les individus (pontes, têtards) observés sont systématiquement pêchés à l'épuisette et stockés dans un seau d'eau. Les abords des flaques sont également parcourus à pied et la végétation fouillée à la recherche d'émergents. Tous les émergents observés sont capturés et stockés dans un seau. Les pierres sont soulevées à la recherche d'individus terrestres abrités (juvéniles, adultes mâles ou femelles).
- Prospections nocturnes : La détection et la capture des mâles chanteurs et des femelles cherchant à les rejoindre sont menées de nuit. Les adultes sont stockés dans un seau. Les individus des autres stades (pontes, têtards, émergents, juvéniles) éventuellement détectés sont également capturés. Les prospections sont réalisées en 2 à 3 passages définis en fonction des conditions météorologiques optimales (soirées pluvieuses favorisées).

- Capture des individus

Tous les individus d'amphibiens présents dans la zone chantier sont capturés à l'épuisette ou à la main, ceci quel que soit leur stade de développement : ponte, têtard, émergent, juvénile, adulte.

- Relâcher des individus

Les individus sont ensuite déplacés dans les seaux et relâchés dans l'un des sites d'accueil. Pour la partie nord du projet, le site d'accueil identifié est le bassin existant puisqu'il s'agit d'un habitat favorable caractérisé lors des inventaires. Concernant la partie sud du projet, les amphibiens sont déplacés vers le canal également identifié comme l'habitat favorable du secteur.

- **Mesures compensatoires**

Les annexes 4 et 5 précisent les mesures de compensation et d'accompagnement. Leur calendrier de mise en œuvre est présenté en annexe 6.

**C1. Création et gestion de 4535 m<sup>2</sup> de milieux semi-ouverts in-situ à base d'arbustes et de zones herbacées (annexe 4).**

4535 m<sup>2</sup> de milieux semi-ouverts comprenant des milieux de reproduction et de nourrissage (arbustes et milieux ouverts) pour l'Avifaune ubiquiste (Accenteur mouchet, Chardonneret élégant, Fauvette à tête noire, Hypolaïs polyglotte, Rossignol philomèle, Rouge-gorge familier, Serin cini, Verdier d'Europe...) et les Reptiles (Lézard vert, Couleuvre verte et jaune et Couleuvre d'esculape) sont créés et gérés pendant toute la phase d'exploitation de l'ouvrage.

La localisation de la mesure porte sur deux secteurs : au nord de la zone cultivée à l'est du projet et à l'ouest du projet au sud de la bretelle d'entrée. Ces secteurs sont situés hors emprise autoroutière. Les plantations et ensemencements sont effectués, respectivement en 2017 et 2018. Les modalités de mise en œuvre sont développées ci-dessous.

– Plantation d'arbustes (C1.1) : Une plantation de 1000 m<sup>2</sup> d'arbustes, d'une densité minimale de 1600 plants à l'hectare, située à l'est du projet le long du canal de la Chantourne et du champ cultivé, est mise en place. Elle est constituée uniquement d'espèces locales adaptées aux conditions humides à sèches notamment parmi les espèces suivantes : Saules, Cornouiller sanguin, Viorne obier... Dans le cas où une toile de paillage est mise au sol, elle doit être biodégradable.

– Ensemencements de zones herbacées (C1.2) : Des zones herbacées de milieux secs, d'une surface de 3535 m<sup>2</sup> sont ensemencées au niveau de la bretelle sud en lien avec la zone arbustive.

– Gestion en phase d'exploitation : Ces espaces sont gérés pendant toute la durée d'engagement de façon extensive avec un minimum d'intervention en vue d'atteindre les objectifs écologiques. Une seule fauche raisonnée et tardive (après le 15 juillet) est réalisée, au maximum, chaque année. Les haies bocagères sont maintenues et les éventuelles tailles nécessaires sont réalisées uniquement hors période de reproduction de l'Avifaune (voir R1) excepté pour des raisons impératives de sécurité. L'utilisation de produits phytosanitaires est proscrite.

**C2. Création et gestion de 4050 m<sup>2</sup> de boisement humide et haie arborée in-situ (Annexe 4).**

Une surface boisée humide de 3760 m<sup>2</sup> (localisée le long du chemin des silos, côté chaussée) et une haie arborée (localisée le long de la bretelle de sortie) de 145 m<sup>2</sup> (290 m<sup>2</sup>) sont mises en place et gérées pendant toute la phase d'exploitation de l'ouvrage. Elles sont favorables à la reproduction et au nourrissage des espèces des milieux boisés, passereaux communs et anthropophiles, et servent de zones de chasse et de transit aux Chiroptères. Les plantations ont lieu avant la survenue des impacts relatifs au chantier (2017). Les modalités de mise en œuvre sont développées ci-dessous.

– Plantation d'un boisement de 3760 m<sup>2</sup> (C2.1) : Le choix des essences s'effectue parmi les espèces présentes localement (Merisiers, Chênes, Érables, Charmes...). Elle est localisée le long du chemin des silos, côté chaussée. La densité de plantation minimale est de 1600 plants à l'hectare avec un objectif de reprise de plus de 80 %.

– Plantation d'une haie arborée de 290 m<sup>2</sup> (C2.2) : Les plantations, d'une densité minimale de 1600 plants par hectares, doivent être composées de plusieurs espèces et de plusieurs strates, de manière à augmenter la diversité et créer un maximum d'habitats. Les arbres et arbustes à baies sont associés pour assurer une nourriture aux oiseaux. Le choix des espèces exclue toute espèce exotique ou envahissante (le Robinier, l'Érable negundo et le Buddleia par exemple). Les espèces sont choisies à partir d'espèces présentes localement. Le cahier des charges des entreprises impose la provenance des végétaux et garantit leur origine locale.

Les espèces sont choisies parmi la liste suivante :

- Pour les arbres de haute tige : Chêne pédonculé, Chêne pubescent, Érables (champêtre, plane, sycomore), Frêne, Merisier ;
- Pour les espèces arbustives et buissonnantes : Aubépine, Cornouiller sanguin, Sureau noir, Églantier, Prunellier, Troène, Noisetier, Fusain d'Europe, Charme, Bois de Sainte-Lucie.

– Gestion en phase d'exploitation : Dans le cas où une toile de paillage est mise au sol, elle doit être biodégradable. L'entretien et le suivi des plantations sont effectués pendant toute la durée d'engagement de façon extensive avec un minimum d'intervention en vue d'atteindre les objectifs écologiques (libre évolution). La gestion vise simplement à favoriser le développement des arbustes (enlèvement de la végétation concurrente ...) durant les années suivant la plantation et à éviter la colonisation par des espèces invasives.

### **C3. Gestion conservatoire de 11 475 m<sup>2</sup> d'écosystème bocager ex-situ (Annexe 5).**

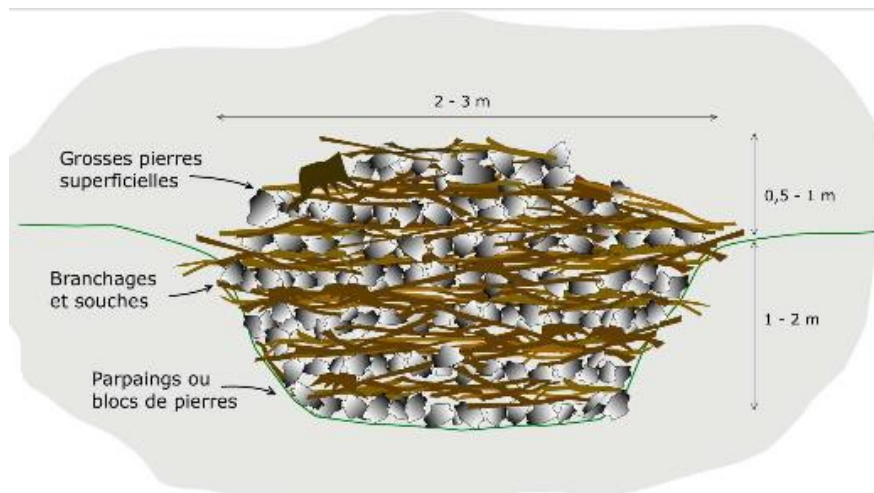
Un secteur de prairie de 9640 m<sup>2</sup>, accompagné d'une haie boisée sur 1835 m<sup>2</sup>, situés à moins de 4 km du projet sur la commune de Villard-Bonnot sont gérés de façon conservatoire à compter de l'année 2017 pour une durée d'engagement de 20 ans. Les parcelles cadastrales concernées sont les parcelles 70, 71, 76, 93, 98 de la section AT.

Les modalités techniques de la gestion conservatoire, mise en œuvre via une convention avec un agriculteur, portent sur les engagements suivants :

- Maintien de la prairie en herbe, sans retournement ;
- Absence de fertilisation de la prairie pour conserver la diversité de la flore ;
- Ajustement de la pression de pâturage entre le 1er mars et le 15 juillet (chargement moyen maximal de 1 UGB/ha) ;
- Fauche respectueuse de la biologie des espèces (fauche après le 15 juillet, réalisée à vitesse régulée de façon centrifuge).

### **C4. Création et entretien de deux hibernaculum.**

Deux hibernaculum sont créés, au plus tard en 2018, et entretenus pendant une durée de 20 ans minimum. Ils prennent la forme de tas de pierres, de branchages, voire de planches en bois non traitées, positionnés sur un creusement du sol, sur une surface d'environ 2 m<sup>2</sup> (voir schéma de principe ci-dessous). Ils sont positionnés dans deux secteurs distincts favorables aux reptiles : dans la prairie de compensation, dans un secteur bien exposé et vers le bassin d'orage situé à l'est, le long de la compensation arbustive C1-1.



Le pourtour des hibernaculum est éventuellement débroussaillé si nécessaire une fois par an en septembre. Les débris végétaux (branchages uniquement) sont réapprovisionnés une fois tous les 5 ans.

### **• Mesures d'accompagnement**

L'annexe 5 précise les mesures d'accompagnement.



### **A1. Amélioration de 4760 m<sup>2</sup> de zone humide**

La zone humide est améliorée sur une surface de 4760 m<sup>2</sup> par la mise en place d'habitats naturels en remplacement de la culture du maïs conformément aux engagements pris pour les mesures C1.1 et C2.1. Différents milieux sont mis en place, en fonction des conditions édaphiques, à base d'essences des milieux humides et semi-aquatiques et d'essences mésophiles avant la saison de reproduction des Amphibiens immédiatement consécutive au démarrage des travaux, soit avant février 2018. Cette mesure doit donc aussi être favorable à l'installation d'espèces des milieux humides (Amphibiens, Odonates).

### **A2. Gestion des espèces invasives en phase d'exploitation.**

Un suivi et une veille annuelle de l'ensemble des espèces invasives pendant toute la phase d'exploitation est réalisée par une personne compétente par des passages aux périodes adaptées. Elle peut s'intégrer dans le cadre de la gestion raisonnée mise en place par le bénéficiaire. Les actions préventives et curatives précoces adaptées pour éviter l'introduction et contrôler l'expansion des espèces exotiques envahissantes sont mises en œuvre. L'éradication de tout nouveau foyer d'espèce invasive (coupe, fauches répétées, arrachage selon la plante) est effectuée en prenant soin d'enlever l'ensemble de la plante (tiges et rhizomes). Les déchets végétaux (parties aériennes et souterraines des plantes invasives) doivent être évacués par camion hermétiquement bâché vers un centre agréé dans le traitement des invasives. Le stockage doit être évité autant que possible et ne peut se faire que sur une aire étanche, isolée du sol et protégée du vent et des ruissellements. Les modalités de mise en œuvre du suivi sont développées dans la partie « Mesures de suivi et évaluation des mesures ».

#### **• Suivi et évaluation des mesures**

Ils permettent de vérifier la bonne mise en œuvre et l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement. Tous les suivis sont effectués par un écologue indépendant du maître d'ouvrage qui effectue un passage sur site dès que cela est nécessaire (excepté pour les espèces invasives où le suivi peut être réalisé par le bénéficiaire). Les suivis suivants sont mis en place (l'année n correspond à l'année de la mise en place de la mesure) :

### **S1. Mesures de suivi du chantier.**

Un écologue accompagne le bénéficiaire pour la bonne mise en œuvre des mesures, en particulier en phase travaux. Les intervenants de chantier sont sensibilisés et formés sur les mesures à mettre en œuvre. Les mandataires interviennent dans le cadre d'un plan de management environnemental dont l'application est vérifiée par le bénéficiaire. Des compte-rendus de suivi du chantier sont transmis à la DREAL.

### **S2. Suivis Faune.**

Un suivi scientifique par inventaire (Avifaune, Chiroptère, Reptile, Amphibien, Odonate) est mis en œuvre sur l'emprise de toutes les mesures de compensation et d'accompagnement in-situ et ex-situ durant les années n+1, n+2, n+3, n+5, n+7, n+10, n+15, n+20. Chaque année de suivi, les visites de terrain par un écologue sont effectuées à la saison d'observation maximale de la biodiversité, soit fin printemps/début d'été selon les modalités suivantes :

– Suivis des Chiroptères : Des écoutes nocturnes actives par ultrasons (avec un détecteur « hétérodyne » et « expansion de temps ») pendant les premières heures de la nuit sont réalisées durant le mois de juin. 2 points d'écoutes sont localisés dans l'habitat compensatoire boisement (voir annexe 4) Une recherche de gîtes potentiels est effectuée dans les arbres creux et leur potentiel d'accueil est consigné avec géolocalisation des indices de présence par GPS.

– Suivis de l'Avifaune : L'inventaire des oiseaux nicheurs est réalisé au chant par points d'écoute de 10 minutes (méthodes STOC et IPA, écoute débutant 30 minutes à 1 h après le lever du soleil) en avril, mai et juin. 4 points d'écoutes sont localisés dans chaque habitat compensatoire (annexe 4). L'indication du statut nicheur possible, probable ou certain est noté.

– Suivis des Amphibiens : Des inventaires diurnes par recherche visuelle, pêche à l'épuisette sont réalisés en avril et mai. Ils ont pour objectif la détection des pontes, des larves et têtards

au niveau des habitats de reproduction, détection des adultes en phase aquatique et en phase terrestre avec recherche d'amphibiens notamment sous les abris type bois, pierres, terriers de rongeurs...

– Suivis des Reptiles : Une prospection ciblée sur les hibernaculums mis en place est effectuée en mai et juin. Une prospection à vue est réalisée au niveau des solariums et places de thermorégulation présents naturellement sur le site (ouvertures dans les haies, abords de murs de pierres avec végétation épineuse, lisières forestières...)

– Suivis des Odonates : Une identification des adultes, à vue ou après capture au filet à papillons, avec relâcher immédiat en fin de matinée et heures chaudes de l'après-midi est réalisée en mai et juin.

### **S3. Suivis des plantations et des semis.**

Les plantations et les semis doivent faire l'objet d'un suivi et d'un entretien entre les années n et n+5 afin d'assurer leur bon développement. En cas d'échecs des reprises, de nouvelles plantations (arbres et arbustes) sont systématiquement effectuées durant cette période en vue d'atteindre un taux de reprise de 80 %. Par la suite, les semis et plantations sont maintenus dans un état écologique favorable aux espèces visées par l'arrêté, conformément aux prescriptions de l'autorisation, pendant toute la phase d'exploitation de l'ouvrage.

### **S4. Suivis des espèces invasives.**

Une gestion des espèces invasives est mise en œuvre pendant toute la durée de la phase d'exploitation conformément aux orientations développées en A2. Un suivi et une veille annuels permettent de détecter le plus en amont possible l'installation des espèces invasives. Une cartographie de localisation est effectuée et actualisée chaque année. Des arrachages manuels ou d'autres mesures d'élimination sont prévus si nécessaire. Des compte-rendus contenant la gestion mise en œuvre l'année précédente et son bilan, ainsi que les préconisations d'élimination prévues pour l'année ou les années à venir sont aussi rédigés et transmis à la DREAL entre les années n et n+5 (l'année n correspondant ici à l'année de mise en place des mesures ou à la date de fin de travaux suivant les secteurs) puis tous les 5 ans entre n+5 et n+20.

Les protocoles de suivis sont adaptés à chacun des sites en fonction des espèces présentes. Ils doivent être reproductibles.

Les protocoles mis en œuvre font l'objet d'une validation préalable de la part de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes avant le début de mise en œuvre des suivis.

Chaque année de suivi fait l'objet d'un rapport, rédigé par l'écologue, transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes. Il contient au minimum : les dates et conditions des visites de suivi réalisées, les espèces animales présentes, la comparaison de l'inventaire de l'année n par rapport à l'inventaire de l'état initial (richesse spécifique), l'état des habitats d'espèces sur les zones de compensation et d'accompagnement (état satisfaisant ou non au regard des exigences des espèces cibles), les propositions de mesures correctives ou complémentaires éventuelles à envisager.

#### **• Transmission des données et publicités des résultats**

Les mesures de compensation sont géolocalisées et décrites dans un système national d'information géographique, accessible au public sur Internet. Le bénéficiaire fournit à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes toutes les informations nécessaires à cet effet.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire du Patrimoine Naturel par la saisie ou, à défaut, par le versement des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par

bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Ces données sont transmises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, référente du volet régional du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP), suivant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les résultats des suivis sont rendus publics, le cas échéant via le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes. Ils participent à l'amélioration des évaluations d'impacts et permettent un retour d'expérience pour d'autres projets.

#### **ARTICLE 4 : DURÉE DE VALIDITÉ DE LA DÉROGATION**

La dérogation est accordée pour toute la durée des phases chantier et d'exploitation de l'ouvrage.

#### **ARTICLE 5 : MESURES CORRECTIVES ET COMPLÉMENTAIRES**

Si les suivis prévus à l'article 3 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes pour validation. Le Préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

#### **ARTICLE 6 : MODIFICATIONS**

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

S'il estime que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts protégés énumérés à l'article L411-1, le préfet invite le bénéficiaire de l'autorisation à déposer une nouvelle demande de dérogation.

#### **ARTICLE 7 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

#### **ARTICLE 8 : TITULAIRE**

La présente dérogation est personnelle, et transférable à un tiers dans les conditions définies par l'article R411-11 du Code de l'Environnement. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Le bénéficiaire ou son représentant doit être porteur du présent arrêté lors des opérations citées à l'article 1 et il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

## **ARTICLE 9 : CONTRÔLE**

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L172-5 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L172-11 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 10 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES**

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 11 : DROITS ET INFORMATIONS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'ISERE.

## **ARTICLE 12 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet qui peut, elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois,
- par un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai du recours contentieux.

## **ARTICLE 13 : EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur départemental des territoires de l'Isère, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de l'Isère, le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité de l'Isère (...) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère, et dont copie est adressée :

- au ministère en charge de la transition écologique et solidaire (MTES),
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,
- à la direction départementale des territoires de l'Isère,
- au commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère
- au service départemental de l'ONCFS de l'Isère,
- au service départemental de l'AFB de l'Isère,
- aux maires des communes concernées.

Grenoble le 4 juillet 2017

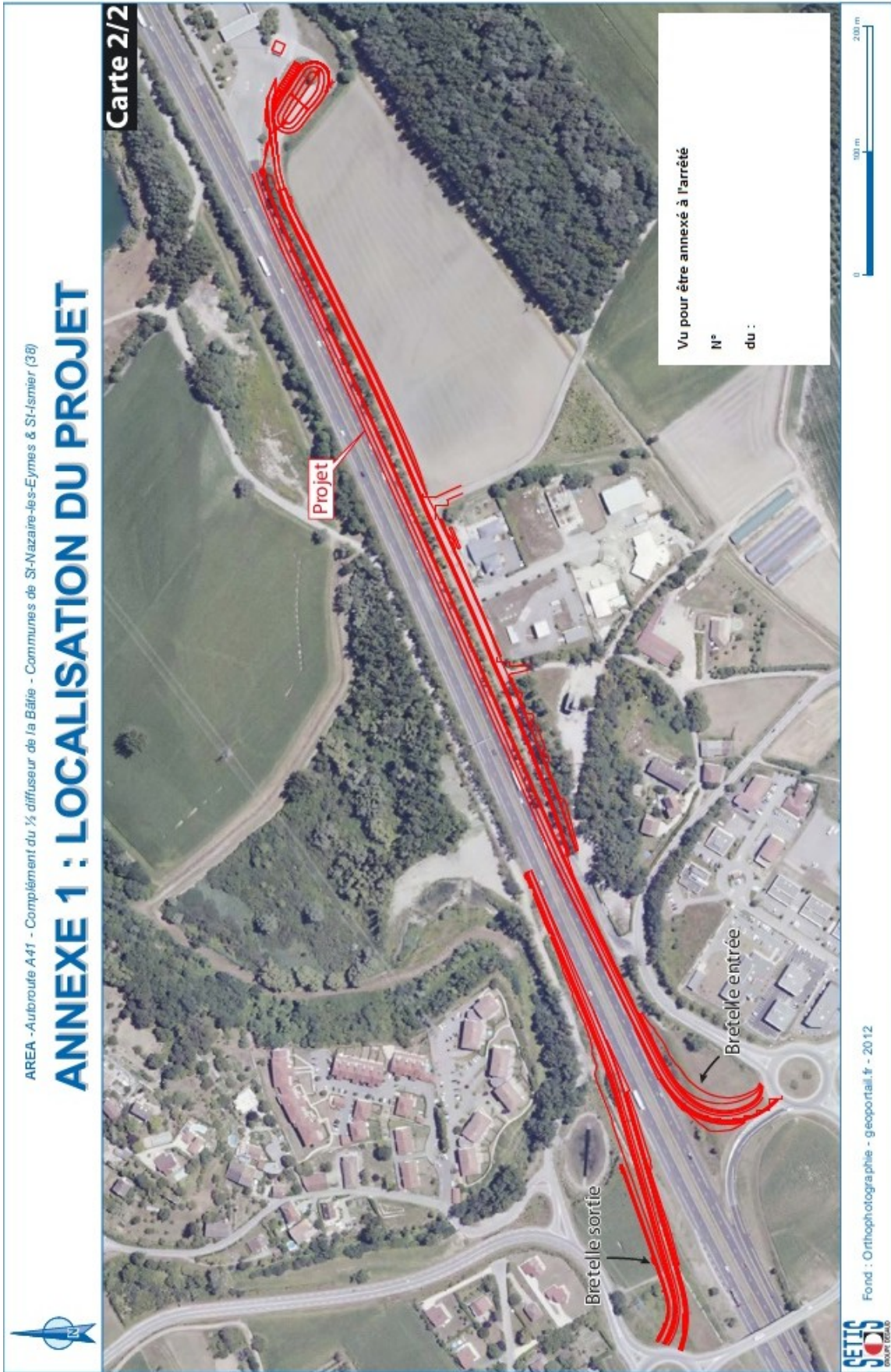
LE PRÉFET  
pour le préfet, par délégation  
le Secrétaire généra adjoint  
Yves DAREAU

**Annexes cartographiques + un tableau ( pages suivantes)**







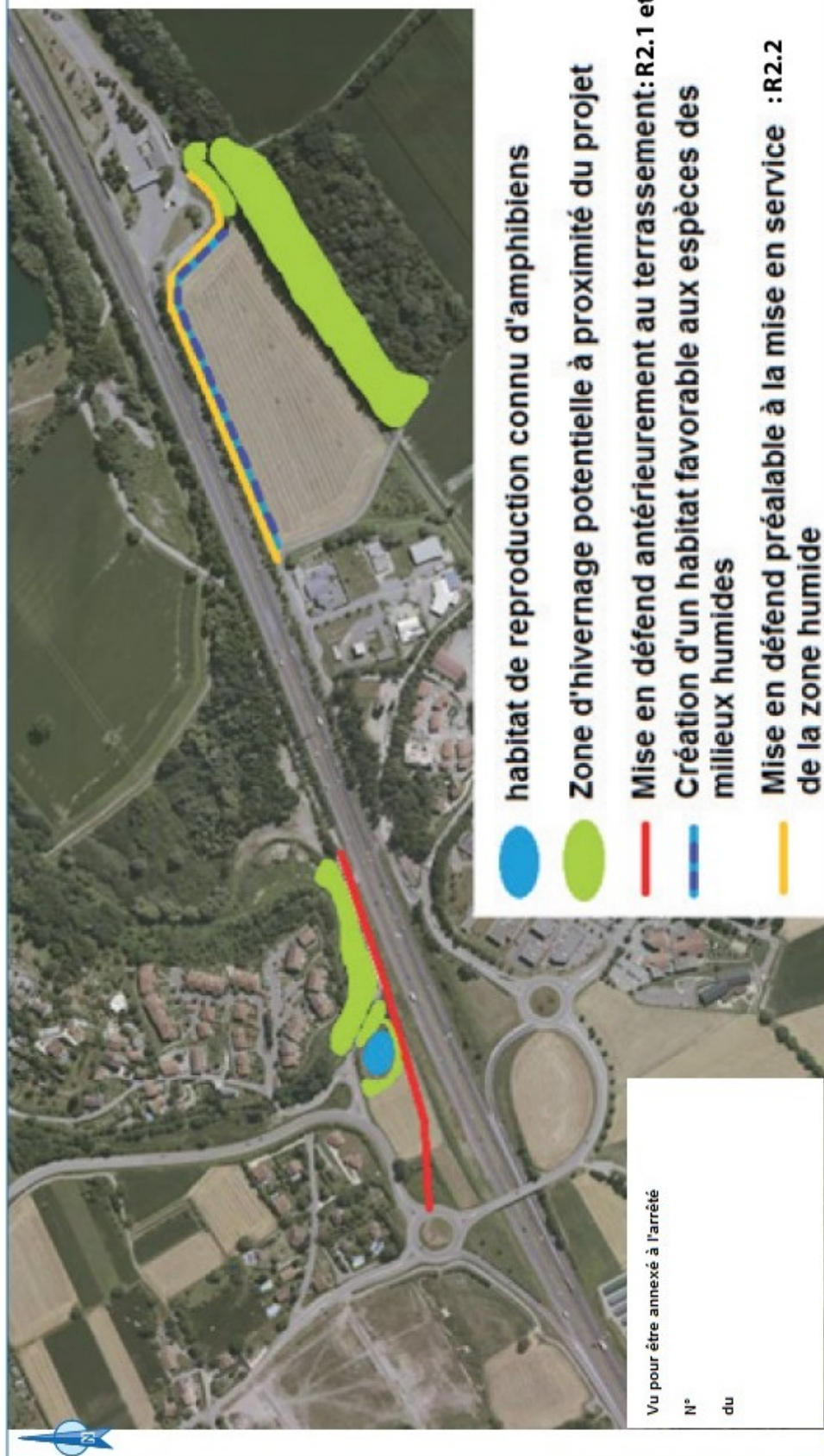




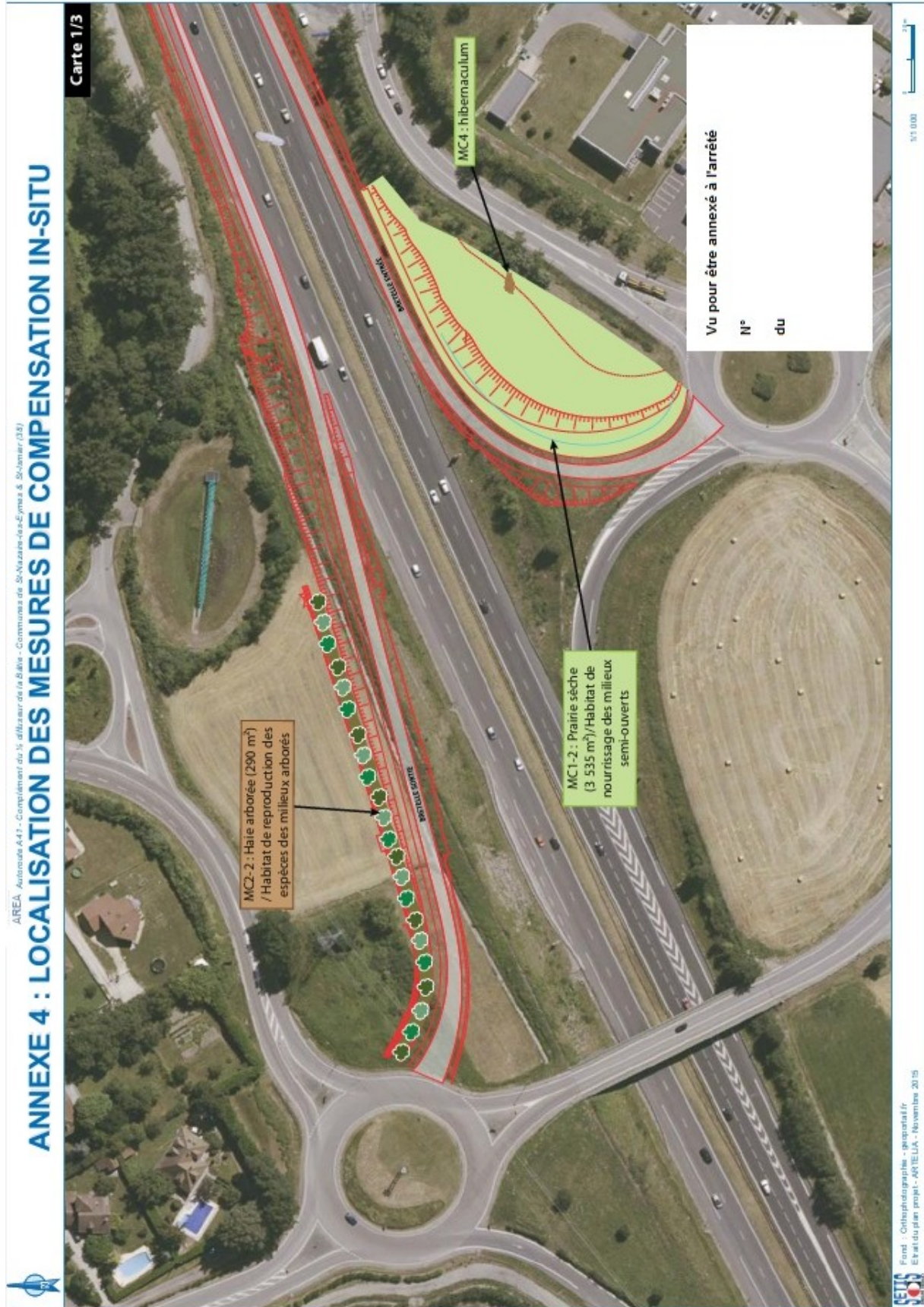




## ANNEXE 3 : LOCALISATION DE LA MESURE DE RÉDUCTION R2





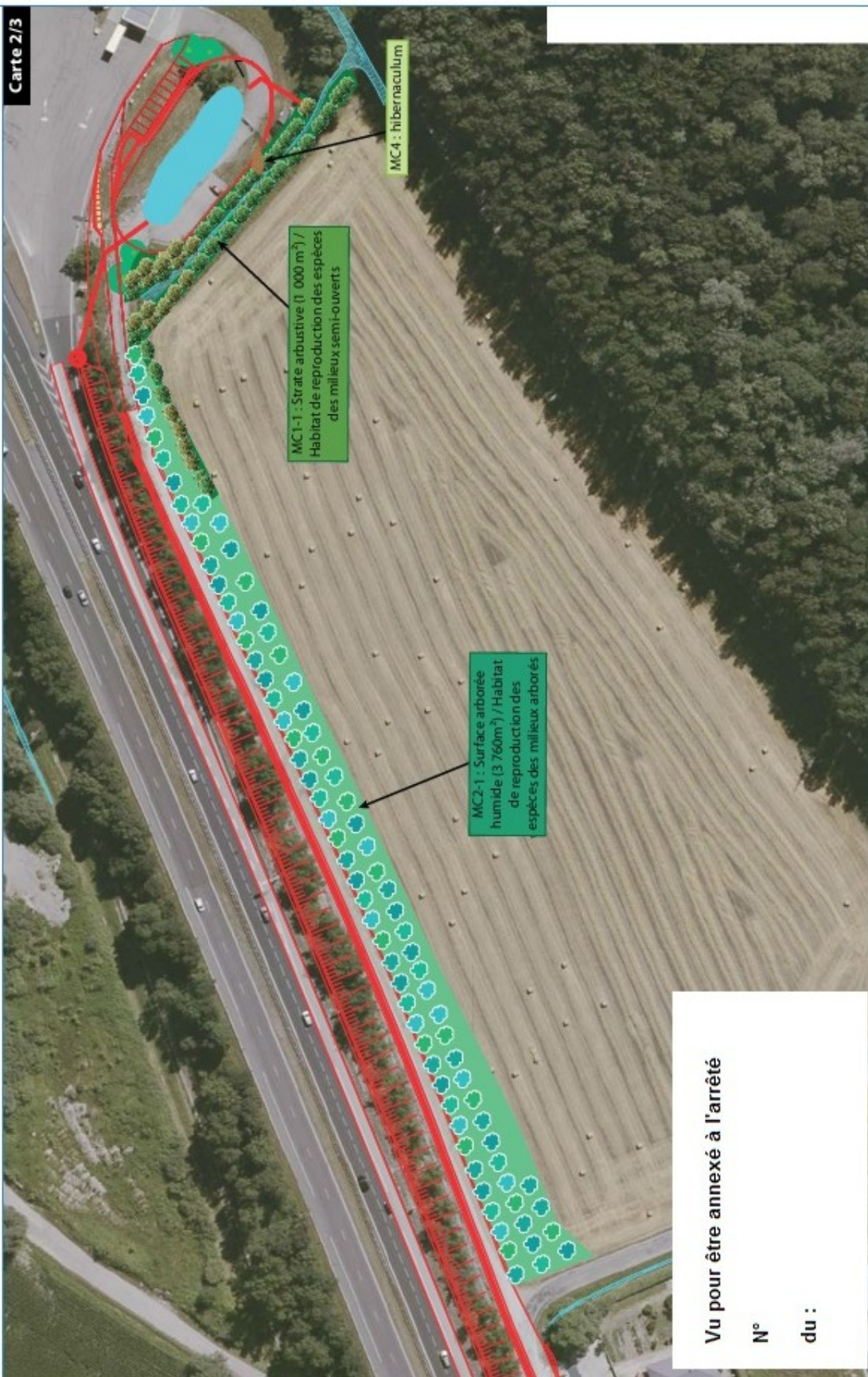






## ANNEXE 4 : LOCALISATION DES MESURES DE COMPENSATION IN-SITU

AREA Automoteur A47 - Complément du % d'impact de la Bâle - Communes de St-Nazaire-lez-Eymez & St-Jean (38)



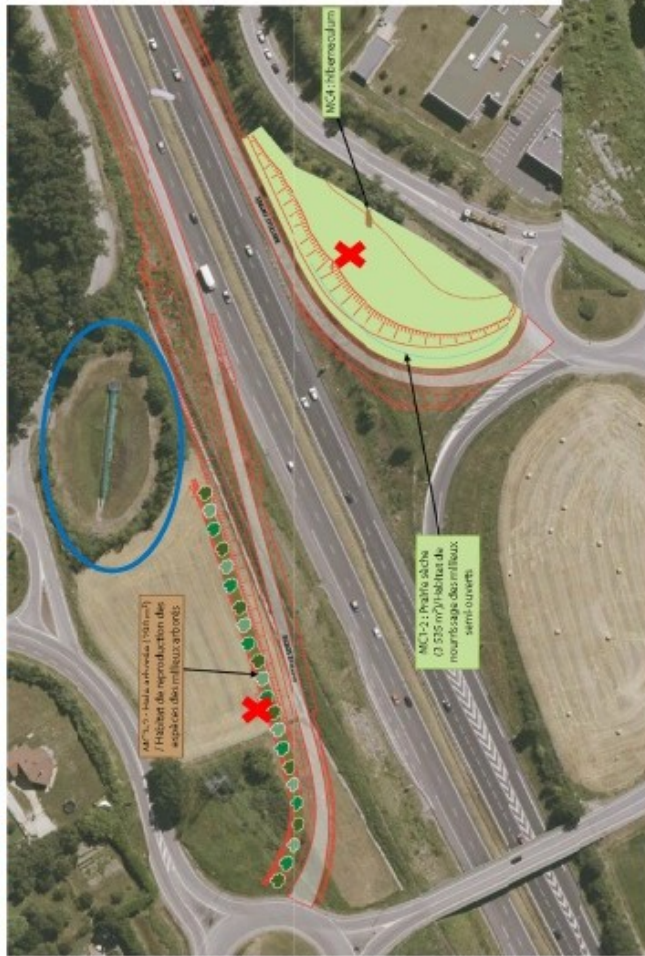


## ANNEXE 4 : LOCALISATION DES MESURES DE COMPENSATION IN-SITU

Carte 3/3

Localisation des points d'inventaire de suivi  
sur les zones compensatoires

- ✕ Point d'écoute oiseaux
- Point d'écoute chiroptères
- Zone de recherche d'amphibiens



Vu pour être annexé à l'arrêté

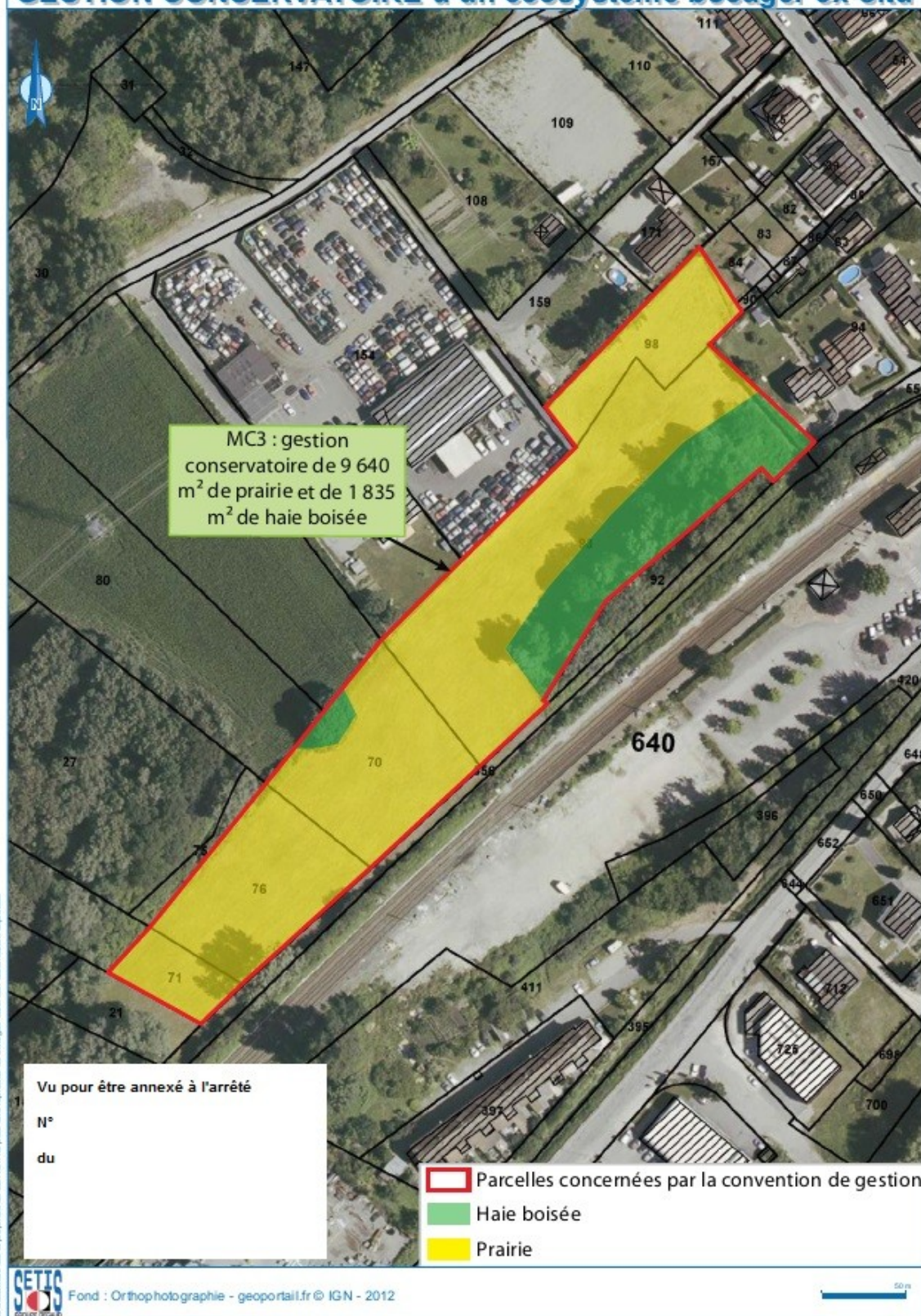
N°

du :





## ANNEXE 5 : MESURE COMPENSATOIRE EX-SITU : GESTION CONSERVATOIRE d'un écosystème bocager ex-situ



Annexe 6 : Calendrier de mise en œuvre des mesures de compensation et d'accompagnement																													
		2016					2017												2018										
		N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
MC1-1																													
MC1-2																													
MC2-1																													
MC2-2																													
MC3																													
MC4																													
MA1																													

Vu pour être annexé à l'arrêté

N°  
du

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-04-004

AP fixant les conditions de chasse et de destruction dans  
les réserves de chasse et de faune sauvage



PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
Service Environnement

## Arrêté n°

**Fixant les conditions de chasse et de destruction dans les réserves de chasse et de faune sauvage**

**Le Préfet de l'Isère**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles R 422-86, R 422-88 et R 427-6 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 fixant la liste des espèces chassables ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2002-05945 du 7 juin 2002 fixant les conditions de chasse et de destruction dans les réserves de chasse ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2016-06-20-012 du 20 juin 2016 modifiant l'arrêté n° 2012-130-0038 du 9 mai 2012 approuvant le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique pour la période 2012-2018 et modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2013-255-0015 du 12 septembre 2013, n° 2013-270-0004 du 7 octobre 2013, n° 2013-293-0001 du 4 novembre 2013, n° 2014-175-0001 du 4 juillet 2014 et n°38-2016-06-20-012 du 20 juin 2016 ;

**VU** l'avis de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage en date du 2 juin 2017 ;

**VU** l'avis de la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Isère en date du 2 juin 2017 ;

**VU** la consultation du public organisée du 18 mai au 8 juin 2017 et la synthèse des observations mise en ligne sur le site [www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr) ;

**CONSIDÉRANT** que les réserves de chasse et de faune sauvage ont pour but de protéger la faune sauvage et son habitat ;

**SUR** proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral n° 2002-05945 du 7 juin 2005 est abrogé.

### **ARTICLE 2 :**

Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur le territoire de la réserve ainsi constituée.



Toutefois, chaque année, si le plan de chasse est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques, il pourra être délivré un arrêté attributif individuel sous réserve du respect des dispositions édictées dans l'arrêté annuel d'ouverture.

Par ailleurs, la chasse dans les réserves des espèces soumises à un plan local de gestion cynégétique devra se pratiquer dans les conditions fixées par le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique et ses annexes.

### **ARTICLE 3 :**

Dans l'ensemble des réserves de chasse et de faune sauvage, la régulation à tir des espèces pouvant occasionner des dégâts s'effectue pendant la fermeture générale de la chasse, et sans chien, dans les conditions fixées par les arrêtés ministériels et préfectoraux pris en application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement.

Toutefois, les agents assermentés, détenteurs d'une délégation écrite du détenteur du droit de destruction, peuvent procéder à la régulation à tir du renard, du ragondin et du rat musqué toute l'année.

### **ARTICLE 4:**

Le piégeage au sein des réserves de chasse et de faune sauvage peut être effectué en tout temps sous réserve des prescriptions générales en la matière, de l'assentiment du titulaire du droit de destruction et des prescriptions de l'arrêté portant création de la réserve.

### **ARTICLE 5:**

Le déterrage du renard et du ragondin peut être effectué toute l'année au sein des réserves de chasse et de faune sauvage uniquement par des équipages de vénerie sous terre agréés sous réserve de l'assentiment du titulaire du droit de destruction.

### **ARTICLE 6:**

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification:

- par la voie d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Isère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun - 38000 Grenoble);

- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble.

### **ARTICLE 7:**

La Secrétaire Générale de la Préfecture, la Directrice Départementale des Territoires, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie, le Délégué Régional de l'office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, le Directeur de l'Agence Isère de l'Office National des Forêts, les Lieutenants de Louveterie, le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes par les soins du Maire.

Grenoble, le 4 juillet 2017

**Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire général adjoint**

**Yves DAREAU**

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-07-001

AP modifiant l'AP n°2011-159-0025 du 8 juin 2011  
portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du  
code de l'environnement  
VICAT – Usine de Montalieu  
dans le cadre de l'exploitation d'une carrière et installation  
de traitement, mise en place et utilisation d'un convoyeur  
à bande Creys-Mépieu et Bouvesse-Quirieu

**ARRETE PREFECTORAL n°**

**Modifiant**

**L'ARRETE PREFECTORAL n°2011-159-0025 du 8 juin 2011**

**Portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement :**  
perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées,  
destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces  
animales protégées,  
récolte, utilisation, transport, cession, coupe, arrachage, cueillette ou enlèvement de  
spécimens d'espèces végétales protégées,

**par la société VICAT – Usine de Montalieu**

**dans le cadre de l'exploitation d'une carrière et installation de traitement, la mise en  
place et l'utilisation d'un convoyeur à bande**

**sur les communes de Creys-Mépieu et de Bouvesse-Quirieu**

**Le Préfet de L'Isère**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;

VU l'arrêté interministériel du 20 janvier 1982 modifié relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du Territoire national ;

VU l'arrêté interministériel du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Rhône-Alpes, complétant la liste nationale ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2016 portant délégation de signature à Mme Claire BOZONNET, directrice départementale des territoires de l'Isère ;

VU la décision de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 8 novembre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et

techniques à Mme Clémentine BLIGNY, chef du service environnement de la direction départementale des territoires de l'Isère ;

VU la demande de dérogation pour la capture ou l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 616\*01), la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 614\*01), la coupe, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens d'espèces végétales protégées (Cerfa n° 13617\*01) déposée les 17 mars 2010 et 13 avril 2017 par la société VICAT- Usine de Montalieu dans le cadre de l'exploitation d'une carrière et installation de traitement, la mise en place et l'utilisation d'un convoyeur à bande sur les communes de Creys-Mépieu et de Bouvesse-Quirieu ;

VU l'avis favorable de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes du 25 avril 2017 pour la flore faisant suite à la demande de la société VICAT du 13 avril 2017 d'ajouter *Scabiosa Canescens* à la demande de dérogation.

Considérant que le projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur, qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en œuvre ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 2011-159-0025 du 08/06/2011 autorisant la perturbation intentionnelle de spécimens protégés, la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées ; la récolte, utilisation, transport, cession, coupe, arrachage, cueillette ou enlèvement de spécimens d'espèces végétales protégées ; afin d'ajouter, à la dérogation, l'espèce *Scabiosa Canescens* (*Scabieuse Blanchâtre*), découverte en 2016 postérieurement à l'arrêté précité sur l'emprise de projet lors des suivis prescrits par la dérogation ;

Considérant que les mesures supplémentaires ajoutées à la démarche « éviter, réduire, compenser » par la société VICAT, détaillées dans un mémoire relatif à la prise en compte de la *Scabieuse blanchâtre* d'avril 2017, permettent assurer le maintien de l'espèce dans son aire de répartition naturelle et qu'elles ne sont pas de nature à modifier l'équilibre de la démarche « éviter, réduire, compenser » de l'arrêté préfectoral n° 2011-159-0025 du 08 juin 2011 de manière substantielle ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'ISERE ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

Les articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2011-159-0025 du 08 juin 2011 autorisant la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ; la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées ; la récolte, l'utilisation, le transport, la cession, la coupe, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens d'espèces végétales protégées, par la société VICAT – Usine de Montalieu, dans le cadre de l'exploitation d'une carrière et l'installation de traitement, la mise en place et l'utilisation d'un convoyeur à bande sur les communes de Creys-Mépieu et de Bouvesse-Quirieu, sont modifiés comme suit :

– L'article 1 est complété par l'ajout de l'espèce « *Scabieuse blanchâtre* » dans la liste des espèces de la dérogation tel que présenté dans le tableau ci-après :

<b>ESPÈCES VÉGÉTALES</b> <b>Nom commun et nom scientifique</b>	<b>Récolte, utilisation, transport, cession de spécimens</b>	<b>Coupe, arrachage, cueillette ou enlèvement de spécimens</b>
Scabieuse blanchâtre <i>Scabiosa canescens</i> (Waldst. & Kit.)	<b>X</b>	<b>X</b>

– L'article 2 est modifié par l'ajout des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement relatives à la Scabieuse blanchâtre telles que détaillées ci-dessous.

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent dans ce cadre respecter les engagements en faveur de la Scabieuse blanchâtre détaillés ci-dessous, découlant du dossier de demande de dérogation d'avril 2017.

La localisation des stations visées et le calendrier de mise en œuvre des mesures sont précisés en annexe 1. La localisation du secteur de transplantation (R2) est présenté en annexe 2. La mesure A1 est précisée en annexe 3.

- **Mesures d'évitement**

**E1. Évitement de la station Côte Vallier.**

La station Côte Vallier, située en bordure de voie communale dans la bande des 10 mètres, non exploitée, de la carrière est évitée (annexe 1). Le bénéficiaire s'engage à se mettre en contact avec la commune afin de signaler la présence de Scabieuses blanchâtres. Une attention particulière est demandée au service en charge de l'entretien de la voirie par la recommandation d'une fauche tardive et la matérialisation physique de la station par des balises. Cette station fait l'objet d'un suivi (voir la partie « Suivi et évaluation des mesures »).

- **Mesures de réduction des impacts**

**R1. Récolte de graines dans les stations détruites, conditionnement et mise en culture.**

Les récoltes de graines ont lieu chaque année, avant la transplantation définitive des pieds, afin d'optimiser la possibilité de reprise. Le protocole destiné à encadrer cette opération est directement issu du protocole en vigueur au Conservatoire Botanique National Alpin (CBNA) et est rappelé succinctement ci-après :

- Visite préalable de reconnaissance,
- Récolte par temps sec et beau,
- Récolte de semences individualisées,
- Graines récoltées disposées dans des petits sachets en papier fermés,
- Relevé d'informations (le taxon, la date et le lieu de récolte, le nombre de pieds échantillonnés, etc.) sur une fiche de récolte.

Une récolte complète des graines de la station Mollard Rond, en prévision de sa destruction future, et une récolte partielle de la station de Côte Vallier, conformément au protocole en vigueur (moins de 20 % des graines récoltées) est réalisée.

**R2. Transplantation de la station de Scabieuse blanchâtre du Mollard rond.**

Au moment où a lieu le défrichement du secteur du Mollard Rond, les pieds -qui auront été préalablement repérés par piquetage et géolocalisation- sont transplantés manuellement. Les pieds sont replantés dans une zone déterminée à l'avance, en raison de sa capacité à accueillir au mieux la Scabieuse blanchâtre, selon des critères d'orientation, d'ensoleillement, de qualité du sol, d'indices de garantie pour la pérennisation de l'opération. La zone retenue se situe en bordure Ouest de la carrière, à proximité de la station de la Côte Vallier (annexe 2). Cette zone dégagée orientée Ouest à Nord-Ouest, est située sur un sol de qualité similaire, d'entretien aisé, à proximité de la station de la côte Vallier. Elle est matérialisée par des piquets. Le protocole retenu pour cette opération est le suivant :

- Reconnaissance du site ;
- Préparation du terrain d'accueil ;
- Préparation des trous pour accueillir les pieds de Scabieuse blanchâtre ;
- Extraction de chaque pied à la pelle, en prenant soin de maintenir une motte de terre suffisante autour des racines (un sac peut être utilisé à cet effet pour maintenir la cohésion de la terre végétale) ;
- Transplantation et géolocalisation des pieds sur le site d'accueil ;
- Suivi.

Le Conservatoire Botanique National Alpin est en charge de cette opération.

### **R3. Décapage du site et réutilisation des terres végétales.**

Les terres de décapage sont conservées pour le réaménagement du site. Ces terrains, décapés à la pelle mécanique, sont conservés en bordure de site sous forme de merlons de faible hauteur et ensemencés afin d'éviter la prolifération d'espèces invasives indésirables (ambrosie). Ils constituent une banque de graines naturelle pour la Scabieuse blanchâtre. Une attention particulière est portée afin de bien distinguer le produit du décapage de cette zone par rapport au décapage des autres secteurs (balisage).

#### **• Mesures compensatoires**

##### **C1. Gestion conservatoire du milieu et des pieds transplantés.**

Le milieu d'accueil des pieds de Scabieuses blanchâtres transplantés en R2 fait l'objet d'un entretien particulier jusqu'en 2041 afin de maintenir le milieu dans un état favorable à l'espèce, notamment par les actions suivantes :

- Fauches : une fauche fin octobre – début novembre et, si nécessaire, une autre fauche entre avril et mai (en fonction de la période de démarrage de la plante) à 10 cm de hauteur afin de dégager le terrain et faciliter la croissance, sous réserve de ne pas impacter d'autres espèces végétales à enjeu de conservation (Pulsatille rouge, Orchidées...) ;
- Matérialisation du secteur et entretien des balises ;
- Absence d'intrant sur le secteur.

#### **• Mesures d'accompagnement**

##### **A1. Réensemencement lors du réaménagement de la carrière.**

Les graines récoltées sont mises en culture au CBNA (voir mesure R1) et les pieds obtenus sont réintroduits sur le site. Cette opération est assurée par le CBNA. Les individus sont localisés et répertoriés au moment des travaux. Les premiers secteurs faisant l'objet de réaménagement définitif sont localisés en annexe 3 : il s'agit des fronts situés en limite Ouest du site. Ils peuvent rapidement accueillir les graines récoltées puis cultivées en pépinière.

Une fois l'exploitation d'un secteur achevée, les terres décapées et conservées (voir mesure R3) sont étalées en pieds de talus, sur les banquettes ou bien sur le carreau de la carrière. Les terres décapées au niveau de la station de Scabieuses blanchâtres sont préférentiellement utilisées pour le réaménagement de secteurs secs, orientés Sud ou Ouest, afin d'offrir les meilleures chances de développement à cette espèce.

L'entretien et la gestion de ces secteurs est assurée jusqu'en 2041. Lorsqu'un risque de destruction, lié à l'activité de la carrière ou autre, existe sur un secteur de réensemencement, il doit être mis en défens.

#### **• Suivi et évaluation des mesures**

Ils permettent de vérifier la bonne mise en œuvre et l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement. Tous les suivis sont effectués par un écologue indépendant du maître d'ouvrage qui effectue un passage sur site dès que cela est nécessaire.

## **S1. Suivis de la Scabieuse blanchâtre.**

Les suivis sont effectués sur l'ensemble des secteurs visés par les mesures (E1, C1, A1). Les modalités de suivis de la Scabieuse blanchâtre sont les suivantes :

- Suivis réalisés jusqu'en 2041 ;
- Suivi annuel, couplé au suivi de l'Aster amelle.

Toutefois, en fonction de la réussite des opérations, le suivi peut être allégé par la DREAL après avis du CBNA et/ou d'un organisme compétent en matière de botanique et d'environnement. Les suivis envisagés consistent en passages sur les stations, aux périodes favorables. Un comptage des pieds ou des inflorescences est réalisé et l'état général des stations est évalué afin de préconiser, si nécessaire, des actions correctives.

Les protocoles de suivis sont adaptés à chacun des sites en fonction des espèces présentes. Ils doivent être reproductibles.

Les protocoles mis en œuvre font l'objet d'une validation préalable de la part de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (après avis du conservatoire botanique national Alpin) avant le début de mise en œuvre des suivis.

Des rapports de suivi sont systématiquement produits et transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi qu'au conservatoire botanique national Alpin.

### **• Transmission des données et publicités des résultats**

Les mesures de compensation sont géolocalisées et décrites dans un système national d'information géographique, accessible au public sur Internet. Le bénéficiaire fournit à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes toutes les informations nécessaires à cet effet.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire du Patrimoine Naturel par la saisie ou, à défaut, par le versement des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Ces données sont transmises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, référente du volet régional du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP), suivant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les résultats des suivis sont rendus publics, le cas échéant via le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets.

## **ARTICLE 2 : MODIFICATIONS**

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

S'il estime que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts protégés énumérés à l'article L411-1, le préfet invite le bénéficiaire de l'autorisation à déposer une nouvelle demande de dérogation.

## **ARTICLE 3 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

#### **ARTICLE 4 : TITULAIRE**

La présente dérogation est personnelle, et transférable à un tiers dans les conditions définies par l'article R411-11 du Code de l'Environnement. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Le bénéficiaire ou son représentant doit être porteur du présent arrêté lors des opérations citées à l'article 1 et il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 : CONTRÔLE**

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L172-5 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L172-11 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES**

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 7 : DROITS ET INFORMATIONS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'ISERE.

#### **ARTICLE 8 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet qui peut, elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois,
- par un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai du recours contentieux.

#### **ARTICLE 9 : EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice départementale des territoires de l'Isère, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de l'Isère, le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité de l'Isère (...) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère, et dont copie est adressée :



- au ministère en charge de l'environnement, de l'énergie et de la mer (MEEM),
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,
- à la direction départementale des territoires de l'Isère,
- au commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère
- au service départemental de l'ONCFS de l'Isère,
- au service départemental de l'AFB de l'Isère,
- au Conservatoire Botanique National Alpin
- aux maires des communes concernées.

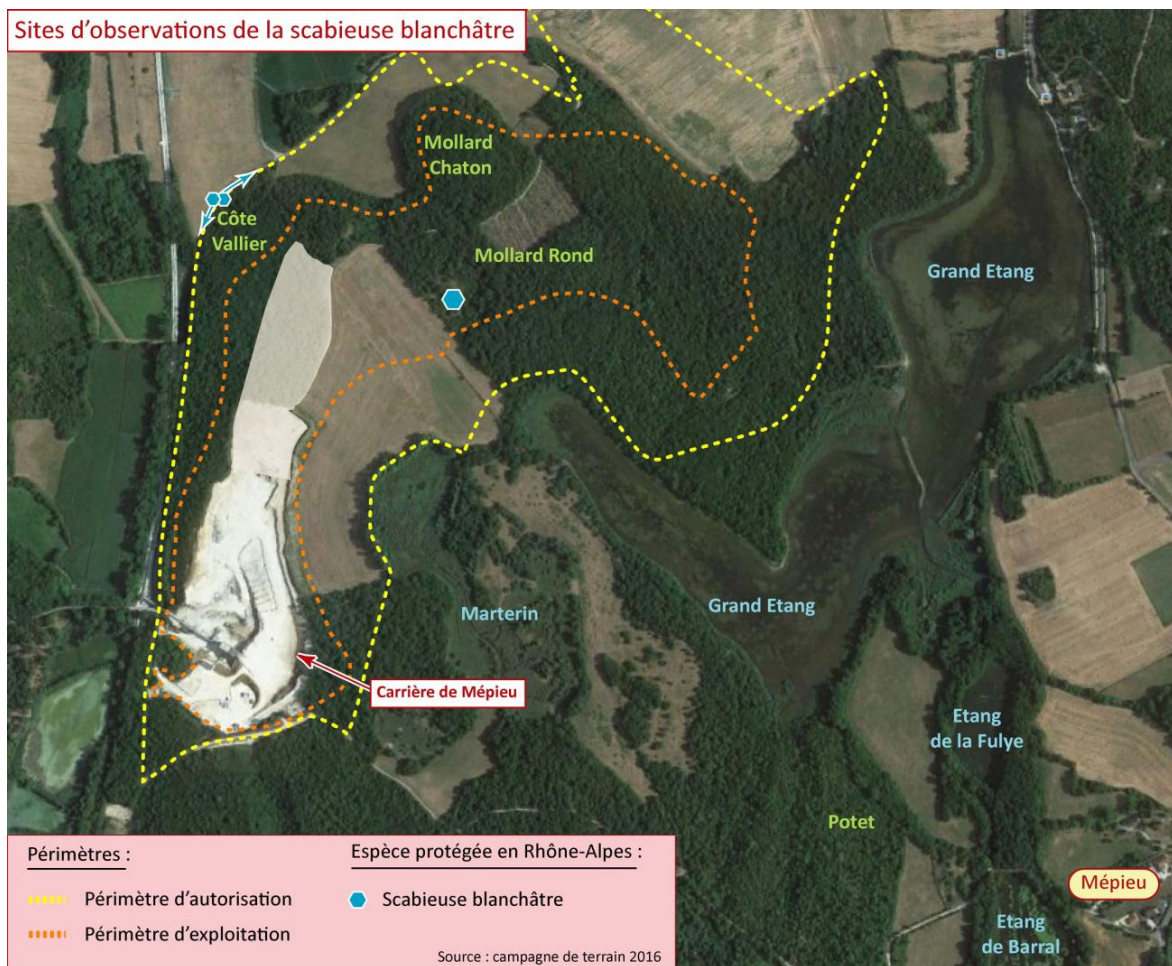
Grenoble le 7 juillet 2017

Pour le Préfet, par délégation  
la Directrice départementale des Territoires de l'Isère  
par subdélégation, la chef du service environnement

Clémentine Bligny

## Annexes

### Annexe 1 : Localisation des stations de Scabieuses blanchâtres

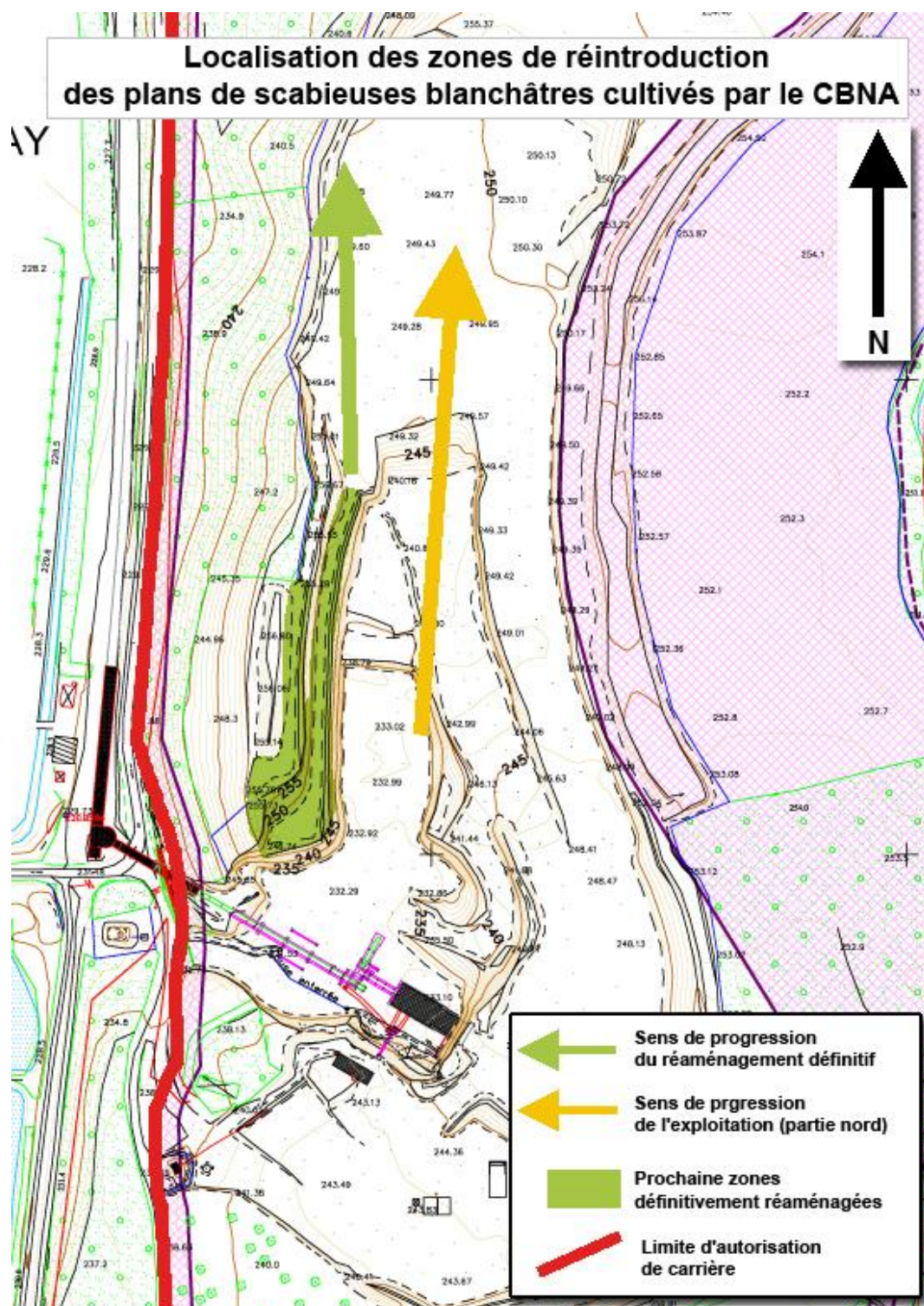


Un agenda prévisionnel de cette opération est présenté ci-dessous :

	2016	2017	2018	2019	2020
Récolte de graines					
Mise en culture des graines					
Transplantation					
Réintroduction des plants mis en culture					
Suivi transplantation					
Suivi des plants mis en culture réintroduits					
Réaménagement					
Suivis transplantation et semis					







Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-04-009

AP modifiant le Plan Local de Gestion Cynégétique  
Sanglier de l'Unité de Gestion n° 9 annexé à l'AP n°  
2012206-0019 du 24 juillet 2012



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires  
Service Environnement

## **Arrêté n°**

### **Modification du Plan Local de Gestion Cynégétique Sanglier de l'Unité de Gestion N° 9 annexé à l'arrêté n° 2012206-0019 du 24 juillet 2012**

#### **Le Préfet de l'Isère**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 421-15 et L 425-1 à L 425-3 ;

**Vu** le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2012-130-0038 du 9 mai 2012 approuvant le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique pour la période 2012-2018, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2013-255-0015 du 12 septembre 2013, n° 2013-270-0004 du 7 octobre 2013, n° 2013-293-0001 du 4 novembre 2013, n° 2014-175-0001 du 4 juillet 2014 et n° 38-2016-06-20-012 du 20 juin 2016 ;

**Vu** le plan local de gestion cynégétique sanglier de l'Unité de Gestion (UG) n° 9 approuvé par l'arrêté n° 2012206-0023 du 24 juillet 2012 et modifié par l'arrêté préfectoral n° 38-2015-209-DDTSE03 du 28 juillet 2015 ;

**Vu** la demande de modification du plan local de gestion cynégétique du sanglier de l'unité de gestion n° 9 présentée par le Président de la fédération départementale des chasseurs de l'Isère ;

**Vu** l'avis favorable de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage dans sa séance du 15 juin 2017 ;

**Sur** proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires ;

## **— ARRÊTE —**

**ARTICLE 1** — Le paragraphe 3-B « Modalités de chasse prévues pour le respect des objectifs » du plan local de gestion cynégétique de l'unité de gestion n° 9 est modifié comme il suit :

### Période de chasse :

- Approche et affût avant l'ouverture générale

- **A compter du 1<sup>er</sup> juin et jusqu'à l'ouverture départementale de la chasse du sanglier**, tir du sanglier autorisé (approche ou affût) les jeudi, samedi dimanche et jours fériés hors fermeture départementale sur arrêté individuel faisant suite à une demande formulée par le détenteur de droit de chasse conformément à la réglementation de la chasse d'été du sanglier. Les détenteurs ou leurs délégués, qui mettront en œuvre des tirs d'été en informeront le correspondant du comité local de gestion avant le début des opérations.

- **A compter de l'ouverture départementale de la chasse du sanglier et jusqu'à l'ouverture générale de la chasse**, tir du sanglier autorisé (approche ou affût) les jeudi, samedi dimanche et jours fériés hors fermeture départementale. Les détenteurs ou leurs délégués, qui mettront en œuvre des tirs d'été en informeront le correspondant du comité local de gestion avant le début des opérations.

### Jours de chasse :

- La chasse du sanglier est autorisée sur l'unité de gestion n°9, les jeudi, samedi dimanche et jours fériés hors fermeture départementale.

- 3 jours d'ouverture obligatoire de la chasse au sanglier pour tous les détenteurs.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** — Les dispositions de l'article 1 sont applicables à compter de la date de signature du présent arrêté et opposables aux chasseurs et aux sociétés, groupements et associations de chasse de l'Unité de Gestion n° 9.

**ARTICLE 3** — Le présent arrêté sera affiché pendant un délai minimum de 30 jours par les soins des services municipaux des communes concernées par l'unité de gestion n° 9.

**ARTICLE 4** — La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification:

- par la voie d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Isère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun - 38000 Grenoble);

- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble.

**ARTICLE 5** — Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère, Madame la Directrice départementale des territoires, Monsieur le Président de la Fédération Départementale des chasseurs de l'Isère et Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère.

Grenoble, le 4 juillet 2017

**Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire général adjoint**

**Yves DAREAU**

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-03-008

AP portant identification des points d'eau visé par l'arrêté ministériel NOR AGRG1632554A du 4 mai 2017 pour le département de l'Isère





PRÉFET DE L'ISERE

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**portant**

### **Identification des points d'eau visé par l'arrêté ministériel NOR AGRG1632554A du 4 mai 2017 pour le département de l'Isère**

Le préfet du département de l'Isère

Vu la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire de l'eau.

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.110-1 fixant le principe de non régression, L.211-1 définissant la gestion équilibrée de la ressource en eau, et L.215-7 définissant les cours d'eau.

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment l'article L. 253-7 qui permet à l'autorité administrative d'interdire ou d'encadrer l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans des zones particulières, et notamment les zones protégées mentionnées à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Vu l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime, et notamment la définition des points d'eau qui renvoie vers un arrêté préfectoral.

Vu les éléments reçus lors de la consultation du public organisée du 7 juin 2017 au 28 juin au titre de l'article L.123-19-1-I du code de l'environnement,

Considérant que la directive 2000/60/CE du Parlement européen impose aux États membres des obligations de qualité chimique et biologique des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant la nécessité de préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques des pollutions engendrées par l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;

Considérant que lors d'écoulements (permanents ou intermittents), les eaux de ruissellement pouvant contenir des produits phytosanitaires sont acheminées dans les cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau et peuvent en conséquence engendrer une pollution des eaux ;

Considérant que l'ensemble des éléments du réseau hydrographique, cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau permanents ou intermittents figurant sous forme de points, traits continus ou discontinus sur les cartes au 1/25 000 de l'Institut géographique national permet l'écoulement et/ou le transfert des produits phytopharmaceutiques vers les cours d'eau et les nappes phréatiques, et contribue en ce sens à la dégradation de la qualité de la ressource en eau ;

Sur proposition de la directrice départementale des territoires,

## **Arrête**

### **Article 1 : identification des points d'eau**

Les points d'eau retenus pour l'application de l'arrêté interministériel du 4 mai 2017 dans le département de l'Isère sont :

Les cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau permanents ou intermittents figurant en points, traits continus ou discontinus sur les cartes au 1/25 000ème de l'Institut Géographique National (IGN) les plus récemment éditées.

Les données des cartes de l'IGN ainsi définies seront, en tant que de besoin, corrigées au vu de la cartographie des cours d'eau tels que définis à l'article L215-7-1 du code de l'environnement dans son état d'avancement au 31 décembre 2018.

### **Article 2 : cartographie de référence**

Pour l'application de cet arrêté, les cartes de référence de l'Institut Géographique National sont :

- les cartes les plus récemment éditées, à l'échelle 1/25 000 ème,
- les cartes telles qu'elles apparaissent sur le site [www.geoportail.gouv.fr](http://www.geoportail.gouv.fr) à la même échelle.

### **Article 3 : recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble, 2 place de Verdun 38000 GRENOBLE, dans un délai de 2 mois après sa publication.

### **Article 4 : Exécution et publication**

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale des territoires de l'Isère, le directeur régional de l'agence française pour la biodiversité, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Grenoble, le 3 juillet 2017  
Le préfet

Lionel Breffe

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-06-26-019

Arrêté approuvant la stratégie locale de gestion des risques  
d'inondation de l'aire métropolitaine lyonnaise

*SLGRI de l'aire métropolitaine lyonnaise*



PREFET DE LA REGION  
AUVERGNE-RHONE-ALPES  
PREFET DU RHONE



PREFET DE L'AIN



PREFET DE L'ISERE



PREFET DE LA LOIRE



PREFET DE LA SAVOIE

## ARRÊTE N°

### approuvant la stratégie locale de gestion des risques d'inondation de l'aire métropolitaine lyonnaise

*Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône  
préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée  
officier de la légion d'honneur  
officier de l'ordre national du mérite*

*Le préfet du département de l'Ain  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

*Le préfet du département de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

*Le préfet du département de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

*Le préfet du département de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

Vu la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.566-8, R.566-14 et R.566-15 relatifs aux stratégies locales ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif aux critères nationaux de caractérisation de l'importance du risque d'inondation, pris en application de l'article R. 566-4 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2012 établissant la liste des territoires dans lesquels il existe un risque d'inondation important ayant des conséquences de portée nationale, pris en application des articles L.566-5.I. du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation ;

Vu l'arrêté n°11-402 du 21 décembre 2011 du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, arrêtant l'évaluation préliminaire des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

Vu l'arrêté n° 12-282 du 12 décembre 2012 du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, arrêtant la liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

Vu les arrêtés n°13-416 bis du 20 décembre 2013, n°14-166 du 01 août 2014 et l'arrêté n° 14-160 bis du 15 septembre 2014 du préfet de région Rhône-Alpes, préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant les cartes des surfaces inondables et les cartes des risques d'inondation pour les territoires à risque important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

Vu l'arrêté n°DEVP1527841A du 07 décembre 2015 du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

Vu l'arrêté n°16-118 du 15 février 2016 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône Méditerranée arrêtant la liste des stratégies locales, leurs périmètres, leurs objectifs et leurs délais d'approbation pour le bassin Rhône-Méditerranée ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral 69-2016-05-04-01 désignant les parties prenantes concernées ainsi que le service de l'État coordonnateur de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation de l'aire métropolitaine lyonnaise ;

Vu l'avis du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône Méditerranée du 5 avril 2017 ;

Vu l'avis favorable du préfet de l'Ain en date du 18 avril 2017 ;

Vu l'avis réputé favorable du préfet de l'Isère ;

Vu l'avis réputé favorable du préfet de la Loire ;

Vu l'avis favorable du préfet de la Savoie en date du 20 mars 2017 ;

Vu les consultations des parties prenantes et du public qui se sont déroulées du 21 février 2017 au 21 avril 2017 ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'Ain en date du 10 mars 2017 ;

Vu l'avis du Conseil départemental de la Loire en date du 3 avril 2017 ;

Vu l'avis de la Métropole de Lyon en date du 9 mai 2017 ;

Vu l'avis de Saint-Étienne-Métropole en date du 18 mai 2017 ;

Vu l'avis de la communauté de communes Beaujolais Pierres Dorées en date du 22 mars 2017 ;

Vu l'avis de la communauté de communes Val de Saône Centre en date du 11 avril 2017 ;

Vu l'avis de la communauté de communes de la vallée du Garon en date du 19 avril 2017 ;

Vu l'avis de la communauté de communes de la Côtière à Montluel en date du 21 avril 2017 ;

Vu l'avis du syndicat mixte Val de Saône-Dombes en date du 25 avril 2017 ;

Vu l'avis du syndicat mixte Métropole Savoie en date du 13 mars 2017 ;

Vu la délibération du syndicat mixte de l'ouest lyonnais en date du 12 avril 2017 ;

Vu l'avis du syndicat mixte d'études et de programmation de l'agglomération lyonnais en date du 14 avril 2017 ;

Vu l'avis du service départemental métropolitain d'incendie et de secours en date du 23 mars 2017 ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours de l'Ain en date du 30 mars 2017 ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours de la Loire en date du 11 avril 2017 ;

Vu l'avis du syndicat du bassin versant de l'Yzeron ;

Vu l'avis du syndicat des rivières Brévenne-Turdine en date du 20 mars 2017 ;

Vu l'avis du syndicat de mise en valeur, d'aménagement et de gestion du bassin versant du Garon en date du 5 avril 2017 ;

Vu l'avis du syndicat de la basse vallée de l'Ain en date du 7 avril 2017 ;

Vu l'avis du Syndicat du Haut-Rhône en date du 12 avril 2017 ;

Vu l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE de l'est lyonnais en date du 2 mai 2017 ;

Vu la délibération n°17.09 du 4 mai 2017 du syndicat des rivières des territoires de Chalaronne ;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture Savoie mont-Blanc en date du 13 avril 2017 ;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture de l'Isère en date du 21 avril 2017 ;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture de l'Ain en date du 21 avril 2017 ;

Vu l'avis de la Compagnie Nationale du Rhône en date du 28 avril 2017 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Rhône

## **Arrêtent**

### **Article 1 -**

La stratégie locale de gestion des risques d'inondation de l'aire métropolitaine lyonnaise est approuvée.

### **Article 2 -**

La stratégie locale de gestion des risques d'inondation de l'aire métropolitaine lyonnaise est consultable au siège des directions départementales des territoires de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire et de la Savoie ainsi que sur le site internet : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr).

### **Article 3 -**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des préfectures des départements de l'Ain, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie.

### **Article 4 -**

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, déléguée du bassin Rhône-Méditerranée le directeur départemental des territoires du département du Rhône, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
préfet du département du Rhône  
préfet coordonnateur du bassin Rhône-  
Méditerranée

Henri-Michel COMET

Le préfet du département de l'Ain

Arnaud COCHET

Le préfet du département de l'Isère

Lionel BEFFRE

Le préfet du département de la Loire

Evence RICHARD

Le préfet du département de la Savoie

Denis LABBÉ



Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-04-007

Arrêté Modifiant l'arrêté n° 2015 du 23 juin 2015  
suite à changement de dénomination d'enseigne

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires  
Service Sécurité et Risques  
Bureau Education Routière  
Service agréments des établissements d'enseignement  
de la conduite automobile  
Affaire suivie par : Laurence DI TOMMASO  
Tél.: 04 38 37 26 54 - Fax : 04 38 37 26 52  
Courriel : laurence.di-tommaso@isere.gouv.fr

**ARRÊTE N° 38-2017-**

Modifiant l'arrêté n° 2015 du 23 juin 2015  
suite à changement de dénomination d'enseigne

LE PREFET DE L ISERE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à R.213-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour des personnes handicapées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-068-0019 en date du 09 mars 2015 portant délégation de signature à Madame Marie-Claire BOZONNET, directrice départementale des territoires de l'Isère ;

**Vu** la décision n° 2015-076-0021 en date du 17 mars 2015 portant subdélégation de signature de Madame la directrice départementale des territoires ;

**Vu** la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, et notamment son article 23 modifiant l'article L213-1 du code de la route ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modifié n° 2015 du 23 juin 2015, autorisant Monsieur Yanic GIRAULT à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé **VEGA «AUTO ECOLE PORRAS»**, sous le numéro **E1503800170** ;

**Vu** la demande de modification de dénomination d'enseigne dudit établissement présentée le 29 juin 2017, par Monsieur Yanic GIRAULT, gérant de **VEGA « AUTO ECOLE PORRAS »**, sise 14 Rue du 11 novembre à VIENNE (38200) ;

**Considérant** que la demande remplit les conditions réglementaires,

**Sur proposition de la directrice départementale des territoires de l'Isère :**

## **A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** – L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 2015 du 23 juin 2015 est modifié comme suit :  
« Monsieur Yanic GIRAULT est autorisé à exploiter, sous le numéro **E1503800170**, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé **SAS VEGA « AUTO ECOLE PERMIS WEB**, situé 14 Rue du 11 novembre 38200 VIENNE.

**Article 2** Le reste sans changement.

**Article 10** – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs, dont copie sera adressée à :

**Fait à Grenoble, le 4 juillet 2017**

**Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale des territoires,  
Pour la Directrice départementale des territoires,  
Le Chef de Bureau de l'Education Routière,**

*Signé*

**Jean-Louis DROIN**

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-06-007

Arrêté modificatif à la répartition de l'enveloppe NBI au  
titre des 6ème et 7ème tranche de la mise en oeuvre du  
protocole Durafour

LE PREFET DE L'ISERE

*Direction départementale des territoires*

*Secrétariat Général*

*Ressources Humaines*

**Arrêté n°  
modificatif à la répartition de l'enveloppe NBI au titre des 6ème et 7ème tranche de la  
mise en œuvre du protocole Durafour**

**La directrice départementale des Territoires,**

VU la note ministérielle du 13/12/2011 portant répartition de l'enveloppe NBI au titre des 6ème et 7ème tranche de la mise en œuvre du protocole Durafour,  
VU l'avis du comité technique du 05/05/2017,

**D E C I D E**

**D'attribuer pour les années 2016/2017 :**

48 points de NBI sur le poste suivant :

- chef du bureau application du droit des sols et de la fiscalité,

28 points de NBI sur les postes suivants :

- adjoint au secrétaire général et responsable du bureau RH, à compter du 01/01/2016
- chef du bureau des affaires juridiques, à compter du 01/07/2016
- chef de l'unité conseil de gestion – communication, à compter du 01/01/2016
- responsable du pôle urbanisme et planification, à compter du 01/01/2016
- chargé de planification,
- chargé de planification,

Grenoble, le 6 juillet 2017

La directrice départementale des Territoires,

**SIGNE**

Marie-Claire BOZONNET

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif du lieu d'affectation de l'agent dans un délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de la justice administrative.

Tél. : 04 56 59 46 49 – fax : 04 56 59 44 35  
17 bd Joseph Vallier – BP 45 – 38040 Grenoble cedex 9

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-05-005

Arrêté portant cessation d'activité de l'établissement  
d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des  
véhicules à moteur et de la sécurité routière de Monsieur  
Salvatore IANNI à FONTAINE

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires  
Service Sécurité et Risques  
Bureau Education Routière  
Gestion administrative des établissements et  
enseignants de la conduite automobile et de la  
sécurité routière  
Affaire suivie par : Laurence DI TOMMASO  
Tél.: 04 38 37 26 54  
Courriel : laurence.di-tommaso@isere.gouv.fr

**Arrêté n° 38-2017**

portant cessation d'activité de l'établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des  
véhicules à moteur et de la sécurité routière de **Monsieur Salvatore IANNI à FONTAINE**

LE PREFET DE L ISERE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 ;

**Vu** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des  
véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté n°01-000-26A du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement,  
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des  
véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-068-0019 en date du 09 mars 2015 portant délégation de signature à  
Madame Marie-Claire BOZONNET, directrice départementale des territoires de l'Isère ;

**Vu** la décision n° 2015-076-0021 en date du 17 mars 2015 portant subdélégation de signature de  
Madame la directrice départementale des territoires ;

**Vu** la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances  
économiques, et notamment son article 23 modifiant l'article L213-1 du code de la route ;

**Vu** l'arrêté du 14 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des  
établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la  
sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-199-0019 du 18 juillet 2014, autorisant Monsieur Salvatore IANNI à  
exploiter l'établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité  
routière, dénommé **AUTO ECOLE DE LA BASTILLE**, situé 130 Boulevard Joliot Curie 38600  
FONTAINE, sous le numéro **E1403800130**;

Considérant le courrier de Monsieur Salvatore IANNI, du 05 juillet 2017 nous informant de la  
fermeture de son établissement ;

DDT de l'Isère – Centre d'examen du permis de conduire – 17 avenue du Grand Sablon – 38700 LA TRONCHE -

**Sur proposition de la directrice départementale des territoires de l'Isère :**

**A R R E T E**

**Article 1** – L'arrêté préfectoral modifié n°2014-199-0019 du 18 juillet 2014 est abrogé.

**Article 2** – La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en s'adressant au Bureau éducation routière de la Direction départementale des territoires.

**Article 3** – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs, dont copie sera adressée à :

**Fait à Grenoble, le 5 juillet 2017**

**Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale des territoires,  
Pour la Directrice départementale des territoires,  
Le Chef du Bureau de l'Education Routière,**

*Signé*

**Jean-Louis DROIN**



Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-06-001

Arrêté portant sur le renouvellement quinquennal de  
l'agrément de Monsieur Alain ROY  
exploitant de l'AUTO ECOLE AD'HOC CONDUITE à  
Grenoble

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires  
Service Sécurité et Risques  
Bureau Education Routière  
Gestion administrative des établissements et  
enseignants de la conduite automobile et de la  
sécurité routière  
Affaire suivie par : Laurence DI TOMMASO  
Tél.: 04 38 37 26 54  
Courriel : [laurence.di-tommaso@isere.gouv.fr](mailto:laurence.di-tommaso@isere.gouv.fr)

**ARRÊTE N° 38-2017-**

portant sur le renouvellement quinquennal de l'agrément de **Monsieur Alain ROY**  
exploitant de l'AUTO ECOLE **AD'HOC CONDUITE** à Grenoble

LE PREFET DE L ISERE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à R.213-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour des personnes handicapées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-068-0019 en date du 09 mars 2015 portant délégation de signature à Madame Marie-Claire BOZONNET, directrice départementale des territoires de l'Isère ;

**Vu** la décision n° 2015-076-0021 en date du 17 mars 2015 portant subdélégation de signature de Madame la directrice départementale des territoires ;

**Vu** la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, et notamment son article 23 modifiant l'article L213-1 du code de la route ;

**Vu** l'arrêté du 14 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modifié n° 2003-01006 du 24 janvier 2003, autorisant Monsieur Alain ROY à exploiter l'établissement d'enseignement à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé **AUTO ECOLE « AD'HOC CONDUITE »** situé 36 Boulevard Maréchal Foch 38000 GRENOBLE sous le numéro **E0203806930** ;

**Considérant** la demande de renouvellement présentée par Monsieur Alain ROY en date du 05 juillet 2017 en vue d'être autorisé à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

DDT de l'Isère – Centre d'examen du permis de conduire – 17 avenue du Grand Sablon – 38700 LA TRONCHE -

**Considérant** qu'il ressort des pièces déposées que les conditions légales et réglementaires pour pouvoir renouveler l'agrément sont remplies ;

**Sur proposition de la directrice départementale des territoires de l'Isère :**

## **A R R E T E**

**Article 1er** – Monsieur Alain ROY est autorisé à exploiter, sous le n°**E0203806930**, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AUTO ECOLE «**AD'HOC CONDUITE**» situé 36 Boulevard Maréchal Foch 38000 GRENOBLE.

**Article 2** – Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté .

Sur demande de l'exploitant, présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises ,

**Article 3** – L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes,

**- B - AAC - CS - B1 -**

**Article 4** – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5** – En cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6** – Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7** – L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté susvisé.

**Article 8** – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au Bureau éducation routière de la Direction départementale des territoires.

**Article 9** – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs.

Fait à Grenoble, le 06 juillet 2017

**Le Préfet**

**Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale des territoires,  
Pour la Directrice départementale des territoires,  
Le Chef du Bureau de l'Education Routière,**

*Signé*

**Jean-Louis DROIN**

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-11-002

Arrêté préfectoral relatif au système de gestion des eaux pluviales du domaine universitaire portant reconnaissance d'existant de deux rejets d'eau pluviale dans l'Isère et d'un réseau interceptant les eaux pluviales sur une surface de 180 hectares soumis à autorisation en application de l'article L.214-6 du code de l'environnement  
Communes de GIÈRES et de SAINT-MARTIN  
D'HÈRES

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires  
Service Environnement

**Arrêté préfectoral n°38-2017-  
relatif au système de gestion des eaux pluviales du domaine universitaire  
portant reconnaissance d'existant de deux rejets d'eau pluviale dans l'Isère  
et d'un réseau interceptant les eaux pluviales  
sur une surface de 180 hectares soumis à autorisation  
en application de l'article L.214-6 du code de l'environnement**

**Communes de GIÈRES et de SAINT-MARTIN D'HÈRES**

**Propriétaire : Communauté Université Grenoble Alpes**

**Gestionnaire : Communauté Université Grenoble Alpes**

**Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 approuvé le 21 décembre 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Claire BOZONNET Directrice Départementale des Territoires de l'Isère ;

**VU** la décision de subdélégation de signature en date du 27 juin 2017 donnant délégation de signature à Madame Clémentine BLIGNY, Chef du Service Environnement de la Direction Départementale des Territoires de l'Isère, et à Madame Pascale BOULARAND, chef de l'unité Patrimoine Naturel ;

**VU** le dossier de porter à connaissance et de déclaration reçu le 3 mai 2017 présenté par la Communauté Université Grenoble Alpes, enregistré sous le n° 38-2017-00134 et relatif à l'aménagement de l'axe ouest du domaine universitaire ;

**VU** le dossier des pièces présentées et comprenant notamment :

- ↗ l'identification du propriétaire des ouvrages, demandeur,
- ↗ la localisation des ouvrages,
- ↗ la présentation et les principales caractéristiques des ouvrages et de leur entretien,
- ↗ le document d'incidences,
- ↗ les moyens de surveillance et d'intervention,
- ↗ les éléments graphiques ;

- CONSIDÉRANT** que le propriétaire développe des techniques alternatives en matière de gestion d'eau pluviale, visant à limiter les volumes et les débits de rejets d'eau au milieu naturel et en améliorer la qualité;
- CONSIDÉRANT** que le réseau d'eau pluviale a une existence antérieure à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et est aujourd'hui exploité par la Communauté Université Grenoble Alpes;
- CONSIDÉRANT** que le système de gestion des eaux pluviales visé par la présente régularisation a été géré et entretenu régulièrement depuis son origine, que son exploitation n'a pas cessée depuis plus de deux ans et qu'il ne présente pas des dangers et inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les modalités de gestion du réseau d'eau pluviale s'inscrivent dans les 9 orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021, et notamment les orientations n°2 « Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques », n°5A « Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origines domestiques et industrielles » et n°8 « Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ».

Sur proposition de la Directrice Départementale des Territoires de l'Isère ;

### **ARRÊTE :**

#### **Titre I : OBJET DE LA RECONNAISSANCE DE L'EXISTANT D'UNE INSTALLATION ET D' OUVRAGES SOUMIS A AUTORISATION**

##### **ARTICLE 1 : RECONNAISSANCE DE L'EXISTANT**

Il est donné acte à la Communauté Université Grenoble Alpes de son porter à connaissance de deux rejets d'eaux pluviales dans l'Isère et du réseau de gestion des eaux pluviales situés sur les communes de Gières et Saint-Martin d'Hères en application de l'article L.214-6 du Code de l'Environnement.

L'ouvrage et les interventions d'entretien et de gestion rentrent dans la nomenclature des IOTA définie au R.214-1 du Code de l'Environnement.

La rubrique du tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : Supérieure ou égale à 20 ha (A) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Autorisation (reconnaissance d'antériorité)  Un premier rejet d'eaux pluviales à l'Isère (Station nord) pour un bassin versant de 1 408 696 m². Un second rejet d'eaux pluviales à l'Isère (station ouest) pour un bassin versant de 391 320 m². Eaux pluviales interceptées sur une surface totale de 1 800 016 m².	Néant

Quatre pièces sont annexées au présent arrêté :

- Plan du réseau d'eau pluviale
- Plan de gestion du réseau d'eau pluviale rejetée à l'Isère
- Plan guide génie civil et équipements de la station de pompage nord
- Plan guide génie civil et équipements de la station de pompage ouest

## Titre II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 2 : CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE

Conformément à l'article R.181-47 du Code de l'Environnement lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à un autre bénéficiaire, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au Guichet Unique de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

### ARTICLE 3 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 4 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**ARTICLE 5 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Copies du dossier et de l'arrêté seront adressées à la mairie des communes de Gières et de Saint-Martin d'Hères pour affichage et pour mise à la disposition du public du dossier pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Isère durant une durée d'au moins 6 mois.

**ARTICLE 6 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, la présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**ARTICLE 7 : EXÉCUTION**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère,  
Le Maire de la commune de Gières,  
Le Maire de la commune de Saint-Martin d'Hères,  
La Directrice Départementale des Territoires de l'Isère,

A Grenoble, le 11 juillet 2017  
Pour le Préfet de l'Isère et par délégation  
La Chef du Service Environnement

Clémentine BLIGNY



Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-05-006

Arrêtéportant cessation d'activité de l'établissement  
d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des  
véhicules à moteur et de la sécurité routière de Monsieur  
Abdelkerim ROUACHED à VIENNE

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires  
Service Sécurité et Risques  
Bureau Education Routière  
Gestion administrative des établissements et  
enseignants de la conduite automobile et de la  
sécurité routière  
Affaire suivie par : Laurence DI TOMMASO  
Tél.: 04 38 37 26 54  
Courriel : laurence.di-tommaso@isere.gouv.fr

**Arrêté n° 38-2017**

portant cessation d'activité de l'établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des  
véhicules à moteur et de la sécurité routière de **Monsieur Abdelkerim ROUACHED à VIENNE**

LE PREFET DE L ISERE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 ;

**Vu** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des  
véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté n°01-000-26A du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement,  
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des  
véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-068-0019 en date du 09 mars 2015 portant délégation de signature à  
Madame Marie-Claire BOZONNET, directrice départementale des territoires de l'Isère ;

**Vu** la décision n° 2015-076-0021 en date du 17 mars 2015 portant subdélégation de signature de  
Madame la directrice départementale des territoires ;

**Vu** la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances  
économiques, et notamment son article 23 modifiant l'article L213-1 du code de la route ;

**Vu** l'arrêté du 14 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des  
établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la  
sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-365-0005 du 31 décembre 2014, autorisant Monsieur Abdelkerim  
ROUACHED à exploiter l'établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de  
la sécurité routière, dénommé **AUTO ECOLE « PERMIS PLUS »**, situé 25 Rue Juiverie 38200  
VIENNE, sous le numéro **E1403800350** ;

Considérant que Monsieur Abdelkerim ROUACHED n'a pas donné suite aux diverses relances de  
l'administration depuis plusieurs mois,

DDT de l'Isère – Centre d'examen du permis de conduire – 17 avenue du Grand Sablon – 38700 LA TRONCHE -

Considérant après visite sur place, il a été constaté que le local a changé de destination au profit d'un salon d'esthétique :

**Sur proposition de la directrice départementale des territoires de l'Isère :**

## **A R R E T E**

**Article 1** – L'arrêté préfectoral n°**2014-365-0005** du **31 décembre 2014** est abrogé.

**Article 2** – La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en s'adressant au Bureau éducation routière de la Direction départementale des territoires.

**Article 3** – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs, dont copie sera adressée à :

Fait à Grenoble, le 05 juillet 2017

**Le Préfet**  
**Pour le Préfet et par délégation,**  
**La Directrice départementale des territoires,**  
**Pour la Directrice départementale des territoires,**  
**Le Chef du Bureau de l'Education Routière,**

*Signé*

**Jean-Louis DROIN**

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-11-004

Autorisation de mise en exploitation temporaire du grand  
tunnel du Chambon sur la RD1091

*Mise en exploitation temporaire du grand tunnel du Chambon sur la RD190, commune de Mizoën  
à partir du 13 juillet et jusqu'au 21 août 2017*



PRÉFET DE L'ISÈRE

## **Arrêté portant autorisation de mise en exploitation temporaire du grand tunnel du Chambon sur la RD 1091**

Le Préfet de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2213 à L.2213-6 et L.2215-1,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière, notamment l'article R 118.3.2,

Vu la loi n° 2002-3 du 3 janvier 2002 relative à la sécurité des infrastructures et systèmes de transports, notamment son article 4,

Vu le décret n° 2005-701 du 24 juin 2005 relatif à la sécurité des ouvrages du réseau routier,

Vu le décret n° 2006-1354 du 8 novembre 2006 relatif à la sécurité des ouvrages routiers et modifiant le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2004-160 du 17 février 2004 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements,

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de monsieur Lionel BEFFRE, préfet de l'Isère,

Vu l'arrêté du 8 novembre 2006 modifié fixant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels de plus de 500 m du réseau transeuropéen,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-12810 du 28 octobre 2005 portant création d'une sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et systèmes de transport au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité de l'Isère,

Vu l'arrêté 2010-7675 du 27 septembre 2010 du conseil général de l'Isère réglementant la circulation des transports de marchandises dangereuses sur la RD 1091,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2015 portant réglementation de la circulation sur la route de secours en rive gauche du lac du Chambon, sur les communes de Mizoën et de Mont-de-Lans,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 février 2016 portant autorisation des travaux d'aménagement et de reconstruction partielle du tunnel du Chambon sur la RD 1091,

Vu la circulaire interministérielle n° 2006-20 du 29 mars 2006 relative à la sécurité des tunnels routiers d'une longueur supérieure à 300 mètres,

Vu l'avis de la commission nationale d'évaluation de la sécurité des ouvrages routiers (CNESOR) du 10 décembre 2015,

Vu le dossier de sécurité du grand tunnel du Chambon déposé par le conseil départemental de l'Isère le 16 septembre 2016,

Vu l'avis favorable émis par la sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et systèmes de transport réunie le 8 décembre 2016,

Vu le dossier d'exploitation sous chantier déposé par le conseil départemental de l'Isère le 23 juin 2017,

Vu l'avis favorable du SDIS de l'Isère en date du 30 juin 2017,

Vu l'avis favorable du groupement de gendarmerie départementale de l'Isère en date du 03 juillet 2017,

Considérant que les conditions d'exploitation pour cette demande d'ouverture provisoire restent inchangées par rapport à la demande de décembre 2016,

Considérant que les travaux de nuit ne portent ni atteinte à la voirie ni au cheminement de l'issue de secours,

Considérant la nécessité d'autoriser temporairement la circulation dans le grand tunnel du Chambon afin de faciliter les flux et de maintenir l'activité économique et touristique durant la saison estivale,

Sur proposition du sous préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Isère,

## **ARRETE :**

### **Article 1 :**

Le conseil départemental de l'Isère est autorisé à mettre en exploitation le grand tunnel du Chambon situé sur la RD 1091, au droit de la commune de Mizoën, à partir du 13 juillet 2017 et jusqu'au 21 août 2017, dans les conditions définies aux articles 2 à 5 du présent arrêté.



## **Article 2 :**

Conformément à la décision de la sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et systèmes de transport réunie le 8 décembre 2016, le tunnel est exploité dans les conditions suivantes :

### **2-1. Véhicules autorisés à circuler sans restriction :**

- Les véhicules de moins de 3,5 tonnes de PTAC sauf ceux transportant des matières dangereuses
- Les véhicules de transport de personnes de moins de 26 tonnes de PTAC

### **2-2. Véhicules non autorisés à circuler (sauf dérogations prévues au 2-3 et au 2-4) :**

- Les véhicules de transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes
- Les véhicules transportant des matières dangereuses quel que soit leur gabarit
- Les deux-roues non motorisés

### **2-3. Véhicules pouvant bénéficier d'une dérogation :**

- Les véhicules jusqu'à 19 tonnes de PTAC assurant le transport de marchandises pour la desserte locale des 5 communes riveraines (Mizoën, Mont-de- Lans, Le Freynet d'Oisans, La Grave et Villar-d'Arène)
- Les véhicules de transport de matières dangereuses jusqu'à 19 tonnes de PTAC destinés à la desserte locale des 5 communes riveraines (Mizoën, Mont de Lans, Le Freynet d'Oisans, La Grave et Villar d'Arène).

Le passage des véhicules transportant des matières dangereuses autorisés à titre dérogatoire pour assurer la desserte locale s'effectue en dehors des périodes de fort trafic et des horaires de circulation des transports en commun desservant des lignes régulières, et est encadré par un véhicule de l'exploitant avec arrêt de la circulation du sens opposé.

### **2-4. Véhicules bénéficiant d'une dérogation permanente :**

- Les véhicules d'urgence et de sécurité, de la gendarmerie, de secours et de lutte contre l'incendie, ainsi que les véhicules du Conseil départemental intervenant sur la voirie ou les entreprises missionnées par lui pour la réalisation de travaux d'urgence sur la voirie ou dans le tunnel ;
- Les véhicules liés à l'exercice d'une mission de service public (distribution d'électricité, télécommunications, ramassage des ordures ménagères, dépannage), sous réserve que leur PTAC soit inférieur à 19 tonnes.

## **Article 3 :**

La vitesse est limitée à 50 km/h pendant toute la durée de l'exploitation.

## **Article 4 :**

L'exploitant met en place les équipements de sécurité et la signalisation adaptés aux conditions d'exploitation.

L'exploitant est autorisé à fermer le tunnel afin de procéder à des travaux de nuit durant la période du 24 juillet au 21 août 2017, de 21h00 à 5h00, du lundi soir au vendredi matin, sous réserve de ne pas dégrader les conditions de circulation telles que mentionnées dans le DESC déposé le 23 juin 2017 et de maintenir l'accès aux issues de secours.

Il met en place une surveillance renforcée de la section concernée afin de s'assurer des bonnes conditions de circulation et de viabilité ainsi que du bon fonctionnement des équipements de sécurité.

**Article 5 :**

Le conseil départemental de l'Isère conserve la qualité de gestionnaire de la route de secours RS 1091.

Durant la période d'exploitation temporaire du grand Tunnel du Chambon, la circulation sur la RS 1091 est maintenue selon les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2015.

**Article 6 :**

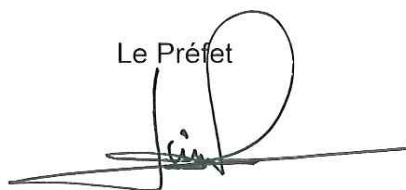
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – BP 1135 – 38022 Grenoble cedex) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 7 :**

Le directeur de cabinet du préfet de l'Isère, le président du conseil départemental de l'Isère, la directrice départementale des territoires de l'Isère, le commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Isère, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et transmis au maire de la commune de Mizoën, au président de la communauté de communes de l'Oisans et au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Grenoble, le **11 JUIL. 2017**

Le Préfet



**Lionel BEFFRE**



Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-06-002

Autorisation feu d'artifice sur le Rhône  
Vienne/Ste Colombe

*Feu d'artifice sur le Rhône*

*Tiré de la commune de Vienne (38) vers Ste Colombe (69)*



Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N°

ARRETE N°

autorisant une manifestation nautique « Feu d'artifice » sur le Rhône  
Pont de Lattre de Tassigny/passerelle Vienne/Ste Colombe  
au niveau du point kilométrique 29, 200 à 28, 800

Vu le code des transports et notamment les articles R 4241-38 relatif aux manifestations nautiques et R 4241-26 relatif aux mesures temporaires prises par les préfets et les gestionnaires,

Vu le décret n° 2012-1556 du 28 décembre 2012 déterminant la liste des mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation pouvant être prises par le gestionnaire de la voie d'eau,

Vu l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 21 juillet 2014 portant règlement particulier de police de la navigation intérieure Rhône/Saône entre le point kilométrique 18, 200 et le point kilométrique 42, 400.

Vu la circulaire interministérielle du 24 janvier 2013 relative aux actes et mesures de police de la navigation intérieure,

Vu l'arrêté n° 38.2016.11.07.004 du 07/11/2016 donnant délégation de signature à la directrice départementale des territoires de l'Isère ;

Vu l'avis réputé favorable du Commandant de la Compagnie de Gendarmerie du Rhône,

Vu l'avis réputé favorable du Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Isère,

Vu l'avis réputé favorable du Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Rhône,

Vu l'avis réputé favorable du Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 19/06/2017 de la Directrice Territoriale Rhône Saône de Voies Navigables de France (VNF) autorisant l'occupation du domaine,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la brigade nautique de Villefranche-sur-Saône en date du 29/05/2017 ;

Vu l'avis favorable de monsieur le maire de Ste Colombe en date du 17/05/2017 .

Considérant la demande par laquelle **M. le Maire de Vienne** sollicite l'autorisation d'organiser une manifestation nautique « Feu d'artifice » **le 14 juillet 2017** sur le Rhône entre le pont de Lattre de Tassigny et la passerelle Vienne/Ste Colombe ;

Considérant qu'il s'agit d'une manifestation nautique qui nécessite des mesures prescriptives de la navigation,

Sur proposition de la Directrice Départementale des Territoires,

## ARRETEMENT

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Cette autorisation ne vaut que pour la Police de Navigation et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations éventuellement nécessaires au titre d'autres polices ou réglementations.

**Monsieur le Maire de Vienne** est autorisé à organiser une manifestation nautique « Feu d'artifice » sur le Rhône du pont de Lattre de Tassigny à la passerelle Vienne/Ste Colombe PK 29, 000 , **le vendredi 14 juillet 2017**, de 22 h 30 à 00 h 30, sur le territoire de la commune de Vienne.

Le responsable opérationnel de la manifestation est **l'astreinte des services techniques de la mairie de Vienne** qui devra être joignable à tout moment au numéro de téléphone suivant : **06 70 27 10 77**.

Il est bien précisé que la navigation des bateaux participant à cette manifestation n'est autorisée que dans les limites strictes des jours et heures indiqués, à l'exclusion de toute autre période, y compris pour des essais.

### **Article 2 :**

L'organisateur devra avertir de ces dispositions :

- les propriétaires des bateaux amarrés à proximité du lieu de déroulement de la compétition,
- les présidents des sociétés de pêche,
- les présidents des clubs et associations de loisirs nautiques utilisateurs habituels du fleuve Rhône.

L'organisateur doit impérativement respecter la signalisation et les distances de sécurité par rapport aux ouvrages de la CNR (interdiction de naviguer à moins de 500 m des usines et barrages).

Dans le cadre des missions qui incombent à la CNR et en cas de force majeure, cette dernière se réserve le droit d'interrompre ou d'annuler cette manifestation.

L'organisateur doit impérativement intégrer cette contrainte.

**Les conditions hydrauliques du Rhône (niveaux, débits...) sont consultables en se connectant aux sites internet [www.vigicrues.ecologie.gouv.fr](http://www.vigicrues.ecologie.gouv.fr) et [www.inforhone.fr](http://www.inforhone.fr) (dernière adresse accessible depuis un téléphone portable) et [www.rdbmrc.com/hydroreel2](http://www.rdbmrc.com/hydroreel2)**

**Il existe un risque de montée rapide des eaux sur les secteurs à proximité du fleuve et à l'aval des barrages et ce même hors période de crue. De plus, le plan d'eau peut subir des variations de niveau lors d'opération d'exploitation des ouvrages de la Compagnie Nationale du Rhône et de leurs conséquence en cas de disjonction de l'usine hydroélectrique.**

**La navigation sera interdite du 14 juillet 2017 21 H 00 au 15 juillet 2017 0 H 30 pour tous les usagers de la voie d'eau sur le Rhône dans les deux sens, entre les PK 28, 800 (pont de Lattre de Tassigny) et 29, 200 (passerelle Vienne/Ste Colombe) , sur toute la largeur de la voie d'eau.**

**Cette disposition ne s'applique pas aux bateaux participants à la manifestation, aux forces de l'ordre et aux secours, aux gestionnaires et organisateurs de la manifestation.**

-

**Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions diffusées par avis à la batellerie en particulier pour connaître les conditions de navigation. Il pourra prendre connaissance des avis à la batellerie sur le site [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr) ou contacter les subdivisions de VNF. Tout stationnement d'embarcation dans la zone de sécurité définie (soit du PK 28, 800 au PK 29, 220) sera interdit durant l'événement. (sauf ceux des services de sécurité).**

**Interdiction de stationner au droit des ouvrages CNR (appontements et/ou pontons CNR) de Vienne et Ste Colombe.**

L'organisateur devra supporter lui-même et entièrement les risques ainsi que les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens par le fait de cette manifestation. Il devra être assuré à cet effet.

Il est responsable de l'ensemble du déroulement de cette manifestation. Il est notamment tenu de disposer effectivement des moyens tant nautiques que d'organisation et de communication permettant la sécurité des participants et du public.

Le public devra se situer sur la rive droite, dans le département du Rhône.

Il doit tenir à la disposition des participants, avant la manifestation nautique, toutes informations utiles sur les conditions et prévisions météorologiques et/ou hydrauliques dans la zone intéressée, ainsi que sur les consignes et les dispositions prévues pour assurer la sécurité de la manifestation.

Il devra disposer, soit par lui-même ou par sa fédération d'affiliation, soit par voie de convention avec les organismes compétents, des moyens de secours et d'intervention permettant de faire face à un accident ou à un incident sur l'eau, tant en ce qui concerne les dommages aux personnes, aux biens ainsi que les risques d'incendie et de pollution des eaux.

L'accessibilité des engins de secours devra être garantie pendant toute la durée de la manifestation.

Les personnes assurant la surveillance et les secours sur l'eau devront détenir des diplômes de secourisme et les pilotes des bateaux devront être titulaires du permis ou certificat de capacité « Eaux intérieures » conformément à la réglementation en vigueur.

Chaque embarcation devra être armée du matériel de sécurité et arborer les feux de navigation prévus par la réglementation en vigueur. Le port des équipements de flottabilité obligatoires devra également être respecté ainsi que la signalisation en place.

Un moyen radio VHF devra être prévu par le responsable de la manifestation pour entrer en communication avec les autres utilisateurs de la voie d'eau.

Les droits des personnes autres que les participants directs à la manifestation sont et demeurent expressément préservés et la société permissionnaire sera tenue de réparer, à bref délai, les dégradations de toute nature qui pourraient être causées aux ouvrages du fleuve Rhône et qui seraient directement ou indirectement la conséquence de la manifestation nautique.

### **Article 3 :**

Il appartient à l'organisateur de prendre la décision d'annuler, de retarder ou d'interrompre la manifestation nautique si les conditions dans lesquelles elle s'engage ou se déroule ne lui paraissent pas présenter toutes les garanties de sécurité souhaitables. Notamment si certains moyens prévus pour assurer la sécurité des participants et du public ne sont pas opérationnels ou si les conditions météorologiques sont ou deviennent défavorables, compte tenu des caractéristiques des embarcations engagées.

### **Article 4 :**

Les différentes installations techniques et le balisage du circuit seront installés hors du chenal navigable. Ils pourront être mis en place le 13 juillet 2017 et seront enlevés le 14 juillet 2017 au plus tard. Les corps morts servant à maintenir les bouées seront enlevés en même temps que celles-ci.

**Article 5 :**

L'organisateur devra veiller à la mise en place et au maintien permanent d'un nombre suffisant de personnel, de bateaux et autres moyens afin d'assurer la sécurité sur le site. Ceux-ci devront être situés, l'un à l'amont de la manifestation et l'autre à l'aval, hors du chenal navigable et de manière à avoir une bonne visibilité de la navigation.

**Article 6 :**

Les lieux (zone de tir du feu d'artifices et zone du public) devront être tenus parfaitement propres. Le nettoyage de la berge (ramassage et évacuation de débris, déchets, etc.) sera à la charge de l'organisateur.

**Article 7 :**

Aucune dégradation (arbres, végétaux aquatiques, berges, etc.) ne sera tolérée et la réparation de toutes les dégradations éventuelles constatées sera à la charge de l'organisateur.

**Article 8 :**

L'information des usagers de la voie d'eau de cette mesure temporaire se fera par l'intermédiaire de VNF au titre des avis à la batellerie.

**Article 9 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

**Article 10 :**

Les Secrétaires Généraux de la Préfecture du Rhône, la Préfecture de l'Isère, le maire de Vienne, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Rhône, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Isère, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Rhône, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère, la Directrice Territoriale Rhône Saône de VNF, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie sera adressée à :

- monsieur le maire de Ste Colombe

Fait à Grenoble, le 6 juillet 2017  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale,  
Pour la chef du service sécurité et risques

A Lyon, le

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-07-002

CBNA AP modifiant l'AP 38-215-245-DDT/SE/03 du 2  
septembre 2015

autorisant le prélèvement, le transport et la culture ex situ  
de plants ou fragments de plants d'espèces végétales  
protégées

Bénéficiaire : Conservatoire botanique national alpin  
(CBNA)

Direction départementale  
des territoires de l'Isère

## **Dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées**

### **ARRETE PREFECTORAL n°**

**Portant modification de l'autorisation N° 38-215-245-DDT/SE/03 du 2 septembre 2015  
autorisant le prélèvement, le transport et la culture ex situ de plants ou fragments de  
plants d'espèces végétales protégées**

**Bénéficiaire : Conservatoire botanique national alpin (CBNA)**

**Le préfet de l'Isère**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.163-5, L.411-1, L.411-1A et L.411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982, modifié, fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté ministériel du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2014 relatif au renouvellement de l'agrément du conservatoire botanique national alpin en tant que conservatoire botanique national ;

VU la décision de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 8 novembre 2016, portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques à Mme Clémentine BLIGNY, chef du service environnement de la direction départementale des territoires de l'Isère ;

VU l'arrêté préfectoral N°38-2015-245-DDT/SE/03 du 2 septembre 2015, portant autorisation de prélèvement, transport et culture ex situ de plants ou fragments de plants d'espèces végétales protégées ;

VU les lignes directrices en date du 16 mars 2015 précisant la nature des décisions individuelles, notamment dans le cadre des dérogations à la protection des espèces, soumises ou non à participation du public, au vu de leur incidence sur la protection de l'environnement, dans l'ensemble des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la demande du 26 avril 2017, déposée par le conservatoire botanique national alpin, représenté par Noémie FORT, chef de service conservation, pour habilitier deux nouveaux mandataires ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

CONSIDERANT que la présente demande concerne des opérations de prélèvement, transport et culture ex situ de plants ou fragments de plants d'espèces végétales protégées ;

CONSIDERANT le bien fondé et l'intérêt du projet qui s'inscrit dans le cadre des activités du conservatoire botanique national alpin, organisme public dédié à la connaissance et à la préservation de la flore et de la végétation à l'échelle de son territoire d'agrément et de l'intérêt de disposer dans ce cadre d'une autorisation pluriannuelle pour procéder à certaines opérations

Service environnement

de prélèvement, transport, détention, reproduction, culture d'espèces végétales protégées pour l'ensemble de ces membres ;

CONSIDERANT que les 2 personnes dont l'habilitation est demandée justifient d'une formation adaptée aux espèces concernées par la demande ;

SUR proposition de la directrice départementale des territoires de l'Isère

### **ARRETE**

L'article 1er de l'arrêté préfectoral N° 38-2015-245-DDT/SE/03 du 2 septembre 2015, portant autorisation de prélèvement, transport et culture ex situ de plants ou fragments de plants d'espèces végétales protégées est modifié comme suit :

#### **ARTICLE 1 : Personnes habilitées :**

Sont intégrées au groupe des mandataires énumérés à l'article 1er de l'autorisation N° 38-2015-245-DDT/SE/03 du 2 septembre 2015 les personnes suivantes :

- Sophie VALLEE, ingénieur forestier, spécialisée en gestion des milieux naturels,
- David PAULIN, expert faune-flore.

Elles doivent être porteuses de la présente autorisation lors des opérations visées, et est tenue de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

#### **ARTICLE 2 :**

Les autres dispositions de l'arrêté 38-2015-245-DDT/SE/03 du 2 septembre 2015 restent inchangées.

#### **ARTICLE 3 : Voies et délais de recours :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication ou sa notification :

- par la voie d'un recours administratif. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent,
- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

#### **ARTICLE 4 : Exécution :**

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice départementale des territoires de l'Isère, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), le chef de l'agence française de la biodiversité (AFB) sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Grenoble le 7 juillet 2017

pour le Préfet et par délégation,

La directrice départementale

par subdélégation,

la chef du service environnement

Clémentine Bligny



Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-12-002

Feu d'artifice sur le Rhône  
Givors/Chasse-sur-Rhône

*Feu d'artifice sur le Rhône*  
*Tiré de Chasse-sur-Rhône vers Givors*



Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N°

ARRETE N°

autorisant une manifestation nautique « Feu d'artifice » sur le Rhône rive gauche  
du PK 18, 000 au PK 19, 000  
Communes de Givors (Rhône) et Chasse-sur-Rhône (Isère)

Vu le code des transports et notamment les articles R 4241-38 relatif aux manifestations nautiques et R 4241-26 relatif aux mesures temporaires prises par les préfets et les gestionnaires,

Vu le décret n° 2012-1556 du 28 décembre 2012 déterminant la liste des mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation pouvant être prises par le gestionnaire de la voie d'eau,

Vu l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 21 juillet 2014 portant règlement particulier de police de la navigation intérieure Rhône/Saône entre le point kilométrique 18, 200 et le point kilométrique 42, 400.

Vu la circulaire interministérielle du 24 janvier 2013 relative aux actes et mesures de police de la navigation intérieure,

Vu l'arrêté n° 38.2016.11.07.004 du 07/11/2016 donnant délégation de signature à la directrice départementale des territoires de l'Isère ;

Vu l'avis favorable en date du 11/07/2017 du Commandant de la Compagnie de Gendarmerie du Rhône,

Vu l'avis favorable en date du 11/07/2017 du Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Isère,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 11/07/2017 du Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 11/07/2017 de la Directrice Territoriale Rhône Saône de Voies Navigables de France (VNF) autorisant l'occupation du domaine,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 11/07/2017 de la Brigade Nautique de Villefranche-sur-Saône ;

Vu l'avis favorable en date du 15/05/2017 de Monsieur le maire de Chasse-sur-Rhône ;

Considérant la demande par laquelle **Mme le maire de Givors** sollicite l'autorisation d'organiser une manifestation nautique de type « Feu d'artifice » **le 13 juillet 2017** sur le Rhône rive gauche entre le PK 18, 200 et le PK 18, 800 ;

Considérant qu'il s'agit d'une manifestation nautique qui nécessite des mesures prescriptives de la navigation,

Sur proposition de la Directrice Départementale des Territoires,

## ARRETEMENT

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Cette autorisation ne vaut que pour la Police de Navigation et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations éventuellement nécessaires au titre d'autres polices ou réglementations.

**Madame le maire de Givors** est autorisée à organiser une manifestation nautique « Feu d'artifice » sur le Rhône rive gauche du PK 18, 000 au PK 19, 000 , **le jeudi 13 juillet 2017**, de 23 h 00 à 23 h 15, sur le territoire des communes de Givors et Chasse-sur-Rhône.

Les responsables opérationnels de la manifestation sont : Monsieur PEL Christophe et Mme LAYE Stéphanie, mairie de Givors qui devront être joignables à tout moment au numéro de téléphone suivant : **06 22 62 58 22**.

Il est bien précisé que la navigation des bateaux participant à cette manifestation n'est autorisée que dans les limites strictes des jours et heures indiqués, à l'exclusion de toute autre période, y compris pour des essais.

### **Article 2 :**

L'organisateur devra avertir de ces dispositions :

- les propriétaires des bateaux amarrés à proximité du lieu de déroulement de la compétition,
- les présidents des sociétés de pêche,
- les présidents des clubs et associations de loisirs nautiques utilisateurs habituels du fleuve Rhône.

L'organisateur doit impérativement respecter la signalisation et les distances de sécurité par rapport aux ouvrages de la CNR (interdiction de naviguer à moins de 500 m des usines et barrages).

Dans le cadre des missions qui incombent à la CNR et en cas de force majeure, cette dernière se réserve le droit d'interrompre ou d'annuler cette manifestation.

L'organisateur doit impérativement intégrer cette contrainte.

**Les conditions hydrauliques du Rhône (niveaux, débits...) sont consultables en se connectant aux sites internet [www.vigicrues.ecologie.gouv.fr](http://www.vigicrues.ecologie.gouv.fr) et [www.inforhone.fr](http://www.inforhone.fr) (dernière adresse accessible depuis un téléphone portable) et [www.rdbrmc.com/hydroreel2](http://www.rdbrmc.com/hydroreel2)**

**La navigation sera interrompue de 22h30 à 23 h45 pour tous les usagers de la voie d'eau sur le Rhône dans les deux sens, entre les PK 18, 000 et 19, 000 , sur toute la largeur de la voie d'eau et ce conformément à l'article R 4241-38 du code des transports.**

**Tout stationnement d'embarcation dans la zone de sécurité définie (soit du PK 18, 000 au PK 19, 000 sera interdit durant l'événement. (sauf ceux des services de sécurité).**

Lors du passage des bateaux de commerce avalants à l'écluse de Pierre-Bénite ou montants à celle de Vaugris, ces informations pourraient y être disponibles et diffusées par VHF lors des contacts entre les pilotes et les services de CNR.

**Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions diffusées par avis à la batellerie, en particulier pour connaître les conditions de navigation. Il pourra prendre connaissance des avis à la batellerie sur le site [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr) ou contacter les subdivisions Voies Navigables de France.**

**Dès lors que les Restrictions de Navigation en Période de Crues (RNPC) sont atteintes sur le secteur où se déroule la manifestation, la présente autorisation peut être suspendue ;**

Pour une manifestation sur le Rhône, le pétitionnaire devra consulter le site internet de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) pour se tenir informé de la mise en place ou non des RNPC à l'adresse suivante : [www.inforhone.fr/inforhone/FR/Commun/index.aspx](http://www.inforhone.fr/inforhone/FR/Commun/index.aspx)

L'organisateur devra supporter lui-même et entièrement les risques ainsi que les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens par le fait de cette manifestation. Il devra être assuré à cet effet.

Il est responsable de l'ensemble du déroulement de cette manifestation. Il est notamment tenu de disposer effectivement des moyens tant nautiques que d'organisation et de communication permettant la sécurité des participants et du public.

Le public devra se situer sur la rive droite, dans le département du Rhône.

Il doit tenir à la disposition des participants, avant la manifestation nautique, toutes informations utiles sur les conditions et prévisions météorologiques et/ou hydrauliques dans la zone intéressée, ainsi que sur les consignes et les dispositions prévues pour assurer la sécurité de la manifestation.

Il devra disposer, soit par lui-même ou par sa fédération d'affiliation, soit par voie de convention avec les organismes compétents, des moyens de secours et d'intervention permettant de faire face à un accident ou à un incident sur l'eau, tant en ce qui concerne les dommages aux personnes, aux biens ainsi que les risques d'incendie et de pollution des eaux.

L'accessibilité des engins de secours devra être garantie pendant toute la durée de la manifestation.

Les personnes assurant la surveillance et les secours sur l'eau devront détenir des diplômes de secourisme et les pilotes des bateaux devront être titulaires du permis ou certificat de capacité « Eaux intérieures » conformément à la réglementation en vigueur.

Chaque embarcation devra être armée du matériel de sécurité et arborer les feux de navigation prévus par la réglementation en vigueur. Le port des équipements de flottabilité obligatoires devra également être respecté ainsi que la signalisation en place.

Un moyen radio VHF devra être prévu par le responsable de la manifestation pour entrer en communication avec les autres utilisateurs de la voie d'eau.

Les droits des personnes autres que les participants directs à la manifestation sont et demeurent expressément préservés et la société permissionnaire sera tenue de réparer, à bref délai, les dégradations de toute nature qui pourraient être causées aux ouvrages du fleuve Rhône et qui seraient directement ou indirectement la conséquence de la manifestation nautique.

### **Article 3 :**

Il appartient à l'organisateur de prendre la décision d'annuler, de retarder ou d'interrompre la manifestation nautique si les conditions dans lesquelles elle s'engage ou se déroule ne lui paraissent pas présenter toutes les garanties de sécurité souhaitables. Notamment si certains moyens prévus pour assurer la sécurité des participants et du public ne sont pas opérationnels ou si les conditions météorologiques sont ou deviennent défavorables, compte tenu des caractéristiques des embarcations engagées.

**Article 4 :**

Les différentes installations techniques et le balisage du circuit seront installés hors du chenal navigable. Ils pourront être mis en place le 13 juillet 2017 et seront enlevés le 14 juillet 2017 au plus tard. Les corps morts servant à maintenir les bouées seront enlevés en même temps que celles-ci.

**Article 5 :**

L'organisateur devra veiller à la mise en place et au maintien permanent d'un nombre suffisant de personnel, de bateaux et autres moyens afin d'assurer la sécurité sur le site. Ceux-ci devront être situés, l'un à l'amont de la manifestation et l'autre à l'aval, hors du chenal navigable et de manière à avoir une bonne visibilité de la navigation.

**Article 6 :**

Les lieux (zone de tir du feu d'artifice et zone du public) devront être tenus parfaitement propres. Le nettoyage de la berge (ramassage et évacuation de détritux, déchets, etc.) sera à la charge de l'organisateur.

**Article 7 :**

Aucune dégradation (arbres, végétaux aquatiques, berges, etc.) ne sera tolérée et la réparation de toutes les dégradations éventuelles constatées sera à la charge de l'organisateur.

**Article 8 :**

L'information des usagers de la voie d'eau de cette mesure temporaire se fera par l'intermédiaire de VNF au titre des avis à la batellerie.

**Article 9 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

**Article 10 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Rhône, le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, Madame le maire de Givors, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Rhône, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Isère, la brigade nautique de Villefranche-sur-Saône, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Rhône, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère, la Directrice Territoriale Rhône Saône de VNF, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie sera adressée à :

- monsieur le maire de Chasse sur Rhône

Fait à Grenoble, le 12 juillet 2017  
Pour le préfet et par délégation ,  
Pour la directrice départementale des territoires  
et par délégation,  
L'adjoint au chef du service sécurité et risques,

Frédéric CHAPTAL

Fait à Lyon, le  
Pour le préfet et par délégation,

Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-11-005

Feu d'artifice sur le Rhône  
Serrières/Sablons

*Feu d'artifice sur le Rhône tiré de l'Ardèche (Serrières) vers l'Isère (Sablons)  
Le 13 juillet 2017*



## PRÉFET DE L'ARDÈCHE - PRÉFET DE L'ISÈRE

Préfecture  
Cabinet du Préfet  
Service Interministériel de Défense  
et de Protection Civiles

Affaire suivie par Rose-Marie VIGNAL  
Tél. : 04/75/66/50/53 - Fax : 04/75/66/50/44  
Courriels : [pref-defense-protection-civile@ardeche.gouv.fr](mailto:pref-defense-protection-civile@ardeche.gouv.fr)

### **Arrêté inter-préfectoral n° portant mesures temporaires de police de la navigation pour un spectacle pyrotechnique le jeudi 13 juillet 2017 sur la commune de Serrières**

Le Préfet de l'Ardèche  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code des transports et notamment les articles R 4241-38, A 4241-38-1 à A 4241-38-4;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2012-1556 du 28 décembre 2012 déterminant la liste des mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de navigation pouvant être prises par le gestionnaire de la voie d'eau ;

Vu le décret n°2013-251 du 25 mars 2013 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports ;

Vu le décret n°2013-253 du 25 mars 2013 relatif aux dispositions de la quatrième partie réglementaire du code des transports portant règlement général de police de la navigation intérieure ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure, modifié le 31 décembre 2015;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2014260-0006 du 17 septembre 2014 portant règlement particulier de police de l'itinéraire Rhône et Saône à grand gabarit en vigueur ;

Vu l'arrêté n° 38.2016.07.11.004 du 7 novembre 2016 donnant délégation de signature en matière de navigation à la directrice départementale de l'Isère ;

Vu la pétition en date du 3 avril 2017 par laquelle le maire de Serrières sollicite l'autorisation d'organiser le tir d'un feu d'artifice, en bordure du Rhône au droit du PK 58.750 le jeudi 13 juillet 2017 de 22 h 30 à 23 h 30 sur la commune de Serrières ;

Vu l'avis et les prescriptions du service départemental d'incendie et de secours de l'Ardèche en date du 8 juin 2017 ;

Vu l'avis favorable du commandant du groupement de gendarmerie de l'Ardèche en date du 11 mai 2017 ;

Vu l'avis et les prescriptions du commandant du groupement de gendarmerie de la Drôme et de la brigade fluviale de Valence en date du 11 mai 2017 ;

Vu l'avis de la directrice territoriale Rhône-Saône de Voies navigables de France (VNF) autorisant l'occupation du domaine en date du 31 mai 2016 ;

Vu l'avis et les prescriptions du directeur de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) en date du 24 février 2017 ;

Considérant les avis réputés favorables des autres services ;

Considérant la nécessité de réglementer la navigation et le stationnement des bateaux dans la zone de sécurité du feu d'artifice ;

Sur proposition du directeur des services du cabinet de la préfecture de l'Ardèche ;

Sur proposition de la directrice de la direction départementale des territoires de l'Isère ;

### **ARRETE**

Article 1 : La navigation de tous les bateaux, y compris les embarcations mues par la seule force humaine sera interrompue le jeudi 13 juillet 2017 de 22 h 00 à 23 h 30 sur la commune de Serrières, pour tous les usagers de la voie d'eau, dans les deux sens, sur le Rhône du point kilométrique 58,500 au point kilométrique 59,000, et sur toute la largeur la voie.

Article 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures d'interdiction et de sécurité s'appliquant au stationnement du public sur l'ensemble du linéaire des berges concerné par la manifestation et notamment sur le site du port de plaisance.

Article 3 : Le pétitionnaire devra impérativement suivre les prescriptions et mises en garde formulées par la Compagnie Nationale du Rhône (C.N.R) dans son courrier du 24 février 2017.

Article 4 : Tout stationnement d'embarcation dans la zone de sécurité définie par la mairie de Serrières est interdit durant l'événement.

Article 5 : Les mesures définies dans les deux premiers articles du présent arrêté ne s'appliquent pas aux embarcations de l'organisateur du feu d'artifice, ni aux services d'ordre et de secours.

Article 6 : Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions diffusées par avis de la batellerie, en particulier pour connaître les conditions de navigation. Il pourra prendre connaissance des avis de la batellerie sur le site [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr) ou contacter les subdivisions de Voies navigables de France.

Le pétitionnaire devra se tenir informé des conditions hydrauliques en se connectant à [www.vigicrues.ecologie.gouv.fr](http://www.vigicrues.ecologie.gouv.fr). Il existe un risque de montée rapide des eaux sur les secteurs à proximité du fleuve et à l'aval des barrages pendant cette même hors période de crue. De plus, le plan d'eau peut subir des variations de niveau lors d'opération d'exploitation des ouvrages de la Compagnie Nationale du Rhône et de leurs conséquences en cas de disjonction de l'usine hydroélectrique.

Pour une manifestation sur le Rhône, le pétitionnaire devra consulter le site internet de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) pour se tenir informé de la mise en place ou non des Restrictions de Navigation en Période de Crues (RNPC) à l'adresse suivante :

<https://www.inforhone.fr/inforhone/FR/Commun/index.aspx>



Article 7 : Le directeur des services du cabinet de la Préfecture de l'Ardèche, le chef du service sécurité et risques de la direction départementale des territoires de l'Isère, le maire de Serrières, les commandants des groupement de gendarmerie de l'Ardèche et de la l'Isère, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de l'Ardèche, la directrice territoriale Rhône-Saône de Voies Navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Privas, le

Pour le Préfet de l'Ardèche,  
le directeur des services du cabinet

Jean-Michel RADENAC

Fait à Grenoble, le 11 juillet 2017

Pour le Préfet de l'Isère,  
Pour la directrice départementale des territoires et  
par délégation,  
L'adjoint au chef du service sécurité et risques,

Frédéric CHAPTAL

Un exemplaire sera en outre adressé à :

M. le Chef de la subdivision Grand Delta de Voies Navigables de France

M. le Pétitionnaire.

## Direction départementale des territoires de l'Isère

38-2017-07-03-009

Modifiant l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant composition de la formation « nature » de la commission départementale de la nature des paysages et des sites .  
2eme modification de la composition de la formation « nature » depuis le renouvellement du 29 /01 2016

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE ENVIRONNEMENT

## ARRETE n°

**Modifiant l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant composition de la formation « nature » de la commission départementale de la nature des paysages et des sites .  
2eme modification de la composition de la formation « nature » depuis le renouvellement du 29 /01 2016**

**LE PREFET DE L'ISERE,**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 341-16, R 341-16 à R 341-25 ;

**VU** le Décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

**VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

**VU** le décret n°2009-613 du 4 juin 2009 modifiant le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 ;

**VU** le Décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux dispositions réglementaires du code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 38 2016 029 DDT SE 02 du 29 janvier 2016 portant composition de la commission départementales de la nature des paysages et des sites ( CDNPS) et nomination des membres au sein des formations spécialisées ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant modification de la composition de la formation spécialisée de la nature de la CDNPS au sein du collège des personnalités compétentes ;

**VU** le courrier du 9 juin 2017 de la fédération départementale de la pêche portant sur la désignation de des représentants de la dite fédération à la CDNPS ;

**VU** le courrier du 27 juin 2017 de la LPO Isère portant changement des représentants de cette association au sein de la CDNPS au sein du collège des personnalités qualifiées- formation spécialisée de la nature ;

**Considérant** qu'il convient, en ce sens, de modifier la formation spécialisée de la « nature » de la commission départementale de la nature des paysages et des sites - formation spécialisée de la nature ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>:** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016, portant sur la première modification de la composition de la CDNPS dans sa formation spécialisée de la « nature » mise en place le 29 janvier 2016, est modifié comme suit, dans son annexe concernant la formation « nature »- au sein des collèges des personnalités compétentes et des personnalités qualifiées.

**ARTICLE 2 :** le reste sans changement.

**ARTICLE 8 :** La secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée aux intéressés.

Grenoble le 3 juillet 2017

pour le Préfet par délégation  
le Secrétaire Général Adjoint  
Yves DAREAU

**Annexe 1 : formation spécialisée dite de la « nature » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites**

**Collège des services de l'Etat**

- La Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, Auvergne Rhône-Alpes ou son représentant,
- La Directrice départementale des territoires, ou son représentant - avec 2 sièges,
- le Directeur départemental de la protection des populations, ou son représentant,
- le Chef du service départemental de l'ONCFS, ou son représentant.

**Collège des Elus :**

<b><u>Titulaires Conseil départemental</u></b>	<b><u>Suppléants Conseil départemental</u></b>
Mme Annie POURTIER M.Fabien MULYK	M. Christian RIVAL Mme Frédérique PUISSAT

<b><u>Titulaires désignés par l'association des maires de l'Isère</u></b>	<b><u>Suppléants désignés par l'association des maires de l'Isère</u></b>
<i>En cours de nomination</i>  M. Jean PICCHIONI <i>Maire des ADRETS</i>  M.Thomas GUILLET <i>Maire de Corrençon en Vercors</i>	M. Gilles PERIER-MUZET <i>Maire de Miribel les Echelles,</i>  Mme Isabelle CURT, <i>Maire de St Mury Monteymond</i>  M. Guy CHARRON, <i>adjoint mairie de Lans en Vercors</i>

**Collège des personnalités qualifiées**

<b><u>Titulaires :</u></b>	<b><u>Suppléants :</u></b>
M. Bertrand PEDROLETTI, <i>FRAPNA</i>	Mme Hélène FOGLAR, <i>FRAPNA</i>
M. Daniel THONON, <i>LPO</i>	M. Jean-Marc TAUPIAC, <i>LPO</i>
M. Vincent NEIRINCK, <i>mountain wilderness</i>	M. Jean- Alix MARTINEZ, <i>mountain wilderness</i>
M. Yves FRANCOIS, <i>Chambre d'agriculture</i>	Mme Françoise SOULLIER, <i>Chambre d'agriculture</i>
Mme Catherine GAUTHIER, <i>Conservateur patrimoine scientifique technique et naturel MNH</i>	M. Frédéric GOURGUES, <i>botaniste</i>

**Collège des personnalités compétentes**

<b><u>Titulaires :</u></b>	<b><u>Suppléants</u></b>
M. Raphaël QUESADA, <i>Lo Parvi</i>	M. Lucien MOLY, <i>Lo Parvi</i>
M. Alain SIAUD, <i>Fédération départementale des Chasseurs de l'Isère</i>	M. Jean-Louis DUFRESNE, <i>Fédération départementale des Chasseurs de l'Isère</i>
M. Hervé BONZI, <i>Fédération départementale des associations de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Isère</i>	M. Christian ALVARES <i>Fédération départementale des associations de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Isère</i>
M. Roger MARCIAU	M. Bruno VEILLET, <i>AVENIR CEN ISERE</i>
M. André EVETTE, <i>IRSTEA</i>	M. François VERON, <i>IRSTEA</i>

**Gestion du réseau natura 2000.**

LORSQUE LA FORMATION SPÉCIALISÉE DITE DE LA « **NATURE** » SE RÉUNIT EN INSTANCE DE CONCERTATION POUR LA GESTION **DU RÉSEAU NATURA 2000**, LE PRÉFET INVITE DES REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES CONSULAIRES ET DES ACTIVITÉS PRÉSENTES SUR LES SITES NATURA **2000**, NOTAMMENT AGRICOLES, FORESTIÈRES, EXTRACTIVES, TOURISTIQUES OU SPORTIVES À Y PARTICIPER, SANS VOIX DÉLIBÉRATIVE.

Grenoble le 3 juillet 2017

pour le Préfet par délégation  
le Secrétaire Général Adjoint  
Yves DAREAU

Préfecture de l'Isère

38-2017-07-07-008

**ARRETE**  
**INDEMNITÉ REPRÉSENTATIVE DE LOGEMENT**  
**DUE AUX INSTITUTEURS**  
**AU TITRE DE L'ANNÉE 2016**

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS

BUREAU DU CONSEIL ET DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

GRENOBLE, LE 7 JUILLET 2017

REFERENCES A RAPPELER : EFB/2017/315

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme Élisabeth FONTAINE-BERGER

☎ : 04 76 60 32 ;92

☎ : 04 76 60 32 69

✉ [elisabeth.fontaine-berger@isere.pref.gouv.fr](mailto:elisabeth.fontaine-berger@isere.pref.gouv.fr)

## ARRETE

INDEMNITÉ REPRÉSENTATIVE DE LOGEMENT DUE AUX INSTITUTEURS  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

**LE PRÉFET DE L'ISÈRE,**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de l'Éducation et notamment ses articles D.212-1 à R.212-19 relatifs au logement des instituteurs ;

**VU** la circulaire NOR/INT/B/1713431C du 27 juin 2017, relative au recensement des instituteurs ayants droit pour la répartition de la dotation spéciale instituteurs (DSI) ;

**VU** l'avis rendu par le conseil départemental de l'éducation nationale lors de sa séance du 20 juin 2017 ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère :

### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**: Le montant de l'indemnité de logement due aux instituteurs célibataires pour l'année 2015, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 est fixé à 2 184,80 €.

**ARTICLE 2** : L'indemnité de logement due aux instituteurs mariés avec ou sans enfants à charge et aux instituteurs célibataires, veufs, divorcés avec enfant à charge est constituée par le montant fixé à l'article 1<sup>er</sup>, majoré de 25%.

**ARTICLE 3**: En application de l'article R.212-18 du code de l'éducation, les directeurs et directrices d'école qui bénéficiaient d'avantages qu'ils tenaient de la réglementation en vigueur antérieurement à la date du 6 mai 1983, les conservent en 2016 à titre personnel, pendant toute leur affectation dans la commune qui les a servis et le montant de l'indemnité fixé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera en conséquence majoré de 20%.

**ARTICLE 4** : Les majorations fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté ne sont pas exclusives l'une de l'autre.



**ARTICLE 5** : La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère et les Maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet

Pour le Préfet,  
la Secrétaire générale,  
Pour la Secrétaire générale absente,  
Le Secrétaire général adjoint

Yves DAREAU

*N.B. : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, BP1135 - 38022 Grenoble cedex, dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication au recueil des actes administratifs ou son affichage dans les collectivités.*

Préfecture de l'Isère

38-2017-07-11-001

Arrêté autorisant la société "Alcyon Sécurité" à mettre en place temporairement 6 agents de sécurité privé sur la voie publique

Grenoble, le 10/07/17

## **A R R E T E**

autorisant la société « ALCYON SECURITE », représentée par Monsieur MARTINS José,  
Directeur de la société,  
à mettre en place temporairement 6 agents de sécurité privée sur la voie publique

**LE PRÉFET DE L'ISÈRE,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée, réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds ;

**VU** la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure modifiant la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983, réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, transport de fonds et protection de personnes ;

**VU** le décret n° 2011-1919 du 22 décembre relatif au Conseil national des activités privées de sécurité et modifiant certains décrets portant application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 ;

**VU** la demande présentée par Monsieur MARTINS José, gérant de la société «ALCYON SECURITE », pour mettre en place temporairement 6 agents de sécurité privée sur la voie publique, dans le cadre de l'évènement du Feu d'artifice du 13 juillet 2017 sur la commune de Domène ;

**SUR** proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** Est autorisée la mise en place temporaire d'agents de sécurité privée sur la voie publique dans la commune de Domène par Monsieur MARTINS José, gérant de la société «ALCYON SECURITE » aux dates, heures et lieux indiqués en annexe au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Cette surveillance sera effectuée par les agents de sécurité dont les noms sont mentionnés dans la dite liste.

**ARTICLE 3 :** Les agents de sécurité visés à l'article 2 ne pourront pas être armés.

**ARTICLE 4 :** Le bénéficiaire de la présente autorisation s'engage à respecter les prescriptions du livre VI du code de la sécurité intérieure.

**ARTICLE 5 :** La présente autorisation, précaire et révocable à tout moment, prendra fin à l'expiration de la mission.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ; le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Isère.

Pour le Préfet, par délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

Alexander GRIMAUD

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Isère, Place de Verdun, 38000 Grenoble ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Grenoble, 2 place de Verdun à Grenoble.



Préfecture de l'Isère

38-2017-07-06-004

Arrêté préfectoral portant clôture de la régie de recettes  
créée auprès de la police municipale de Mont de Lans

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES

BUREAU DU CONSEIL ET DU CONTRÔLE BUDGETAIRE

RÉFÉRENCES A RAPPELER : 2017/PG

AFFAIRE SUIVIE PAR : Pascal GILLES

Tél : 04 76 60 34 39

Fax : 04 76 60 32 31

pascal.gilles@isere.gouv.fr

## ARRETE

Portant clôture de la régie de recettes créée auprès de la police municipale de Mont-de-lans

**LE PREFET DE L'ISERE,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** l'arrêté préfectoral n°2003-07273 du 4 juillet 2003 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de Mont-de-Lans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°38-2017-06-22-004 du 22 juin 2017 portant nomination de Loïc PAGET au poste de régisseur de recettes titulaire et d'Alain BILLARD aux fonctions de régisseur de recettes suppléant auprès de la police municipale de Mont-de-Lans ;

**VU** la lettre de la commune tendant à la clôture de la régie en raison, d'une part, de l'adoption du dispositif de verbalisation électronique en juin 2016, d'autre part, de la création de la commune nouvelle des Deux-Alpes au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**VU** l'avis conforme du Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Isère ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : il est mis fin à la régie de recettes créée auprès de la commune de Mont-de-Lans

**ARTICLE 2**: la régie cessera de fonctionner effectivement à la date d'établissement du procès-verbal de clôture par les services de la DDFIP



**ARTICLE 3 :** les arrêtés préfectoraux sus-visés n°2003-07273 du 4 juillet 2003 et n°38-2017-06-22-004 du 22 juin 2017 sont abrogés ;

**ARTICLE 4:** le Préfet de l'Isère et le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère et notifié à la commune nouvelle des Deux-Alpes

Grenoble, le 6 juillet 2017

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale,  
Pour la Secrétaire Générale absente,  
Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves DAREAU

N.B. : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, BP1135 - 38022 Grenoble cedex dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.





Préfecture de l'Isère

38-2017-07-06-006

Arrêté préfectoral portant clôture de la régie de recettes  
créée auprès de la police municipale de Saint-Martin  
d'Hères

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES

BUREAU DU CONSEIL ET DU CONTRÔLE BUDGETAIRE

RÉFÉRENCES A RAPPELER : 2017/PG

AFFAIRE SUIVIE PAR : Pascal GILLES

Tél : 04 76 60 34 39

Fax : 04 76 60 32 31

pascal.gilles@isere.gouv.fr

## ARRETE

Portant clôture de la régie de recettes créée auprès de la police municipale de Saint-Martin d'Hères

**LE PREFET DE L'ISERE,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** l'arrêté préfectoral n°2003-12840 du 25 novembre 2003 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de Saint-Martin d'Hères ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2015104-0012 du 14 avril 2015 portant nomination d'Annie CASTILLO et d'Alain MOUTARDE aux fonctions respectives de régisseur de recettes titulaire et de régisseur de recettes suppléant auprès de la police municipale précitée;

**VU** la lettre de demande de la commune tendant à la clôture de la régie en raison de l'adoption du dispositif de verbalisation électronique depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2016 ;

**VU** l'avis conforme du Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Isère ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Isère ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : il est mis fin à la régie de recettes créée auprès de la commune de Saint-Martin d'Hères

**ARTICLE 2**: la régie cessera de fonctionner effectivement à la date d'établissement du procès-verbal de clôture par les services de la DDFIP

**ARTICLE 3 :** les arrêtés préfectoraux n°2003-12840 du 25 novembre 2003 et n°2015104-0012 du 14 avril 2015 susvisés sont abrogés

**ARTICLE 4:** le Préfet de l'Isère et le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère et notifié à la commune de Saint-Martin d'Hères

Grenoble, le 6 juillet 2017

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,  
Pour la Secrétaire Générale absente,  
Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves DAREAU

N.B. : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, BP1135 - 38022 Grenoble cedex dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.







Préfecture de l'Isère

38-2017-07-06-005

Arrêté préfectoral portant clôture de la régie de recettes  
créée auprès de la police municipale du Péage de  
Roussillon

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES

BUREAU DU CONSEIL ET DU CONTRÔLE BUDGETAIRE

RÉFÉRENCES A RAPPELER : 2017/PG

AFFAIRE SUIVIE PAR : Pascal GILLES

Tél : 04 76 60 34 39

Fax : 04 76 60 32 31

pascal.gilles@isere.gouv.fr

## ARRETE

Portant clôture de la régie de recettes créée auprès de la police municipale du Péage de Roussillon

**LE PREFET DE L'ISERE,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** l'arrêté préfectoral n°2003-06226 du 16 juin 2003 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale du Péage de Roussillon;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014255-0015 du 12 septembre 2014 portant nomination de Monsieur Jean-François LACOUR en qualité de régisseur de recettes titulaire auprès de la police municipale du Péage de Roussillon et exonérant l'intéressé de l'obligation de constituer un cautionnement;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2015098-0020 du 8 avril 2015 portant nomination de Patrick BARTOLO et de Daniel CARRERE aux fonctions respectives de premier régisseur suppléant et de second régisseur suppléant auprès de la police municipale du Péage de Roussillon ;

**VU** la lettre de demande de la commune tendant à la clôture de la régie à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 en raison de l'adoption du dispositif de verbalisation électronique ;

**VU** l'avis conforme du Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Isère ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Isère ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : il est mis fin à la régie de recettes créée auprès de la commune du Péage de Roussillon

**ARTICLE 2:** le présent arrêté rétroagit au 1<sup>er</sup> avril 2017

**ARTICLE 3 :** les arrêtés préfectoraux n°2003-06226 du 16 juin 2003, n°2014255-0015 du 12 septembre 2014 et n° 2015098-0020 du 8 avril 2015 susvisés sont abrogés

**ARTICLE 4:** le Préfet de l'Isère et le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère et notifié à la commune du Péage de Roussillon

Grenoble, le 6 juillet 2017

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale,  
Pour la Secrétaire Générale absente,  
Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves DAREAU

N.B. : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, BP1135 - 38022 Grenoble cedex dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.





Préfecture de l'Isère

38-2017-06-09-015

DREAL- Arrêté préfectoral prescrivant la modification simplifiée du plan de prévention des risques technologiques pour les établissements ADISSEO France, BLUESTAR SILICONES, ENGRAIS SUD VIENNE, HLOG (ex GEODIS BM CHIMIE), NOVAPEX, RHODIA OPÉRATIONS, RUBIS STOCKAGE impactant les communes de Roussillon – Salaise sur Sanne – Le Péage de Roussillon et Sâblons

## Arrêté préfectoral N°

**prescrivant la modification simplifiée du plan de prévention des risques technologiques pour les établissements  
ADISSEO France, BLUESTAR SILICONES, ENGRAIS SUD VIENNE, HLOG (ex GEODIS BM CHIMIE), NOVAPEX, RHODIA OPÉRATIONS, RUBIS STOCKAGE  
impactant les communes de Roussillon – Salaise sur Sanne – Le Péage de Roussillon et Sâblons**

**LE PREFET DE L'ISERE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-15 à L.515.25 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;
- Vu en particulier l'article L. 515-22-1.-II du code de l'environnement encadrant la procédure simplifiée de modification d'un PPRT ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211-1, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- Vu l'arrêté préfectoral interdépartemental N° 2013059-0012 du 28 février 2013 portant création de la commission de Suivi de Site de Roussillon Saint Clair du Rhône en remplacement du CLIC Roussillon Saint Clair du Rhône
- Vu les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations des établissements « ADISSEO France », « BLUESTAR SILICONES », « ENGRAIS SUD VIENNE », « HLOG », « RUBIS STOCKAGE », « NOVAPEX » implantés sur le territoire de la commune de Salaise sur Sanne et de « RHODIA OPÉRATIONS » implanté sur le territoire de la commune de Roussillon,

- Vu l'arrêté préfectoral N°2009-02910 du 6 avril 2009 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques pour les établissements ADISSEO France, BLUESTAR SILICONES, ENGRAIS SUD VIENNE, GÉODIS BM RHONE ALPES, NOVAPEX, RHODIA OPÉRATIONS, RUBIS STOCKAGE
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2014 190-0025 du 9 juillet 2014 approuvant le plan de prévention des risques technologiques lié aux établissements « ADISSEO France », « BLUESTAR SILICONES », « ENGRAIS SUD VIENNE », «GEODIS BM RHONE ALPES», « RUBIS STOCKAGE» et « NOVAPEX » implantés sur le territoire de la commune de Salaise sur Sanne et « RHODIA OPÉRATIONS » à Roussillon, dénommé le PPRT ROUSSILLON – SALAISE SUR SANNE impactant les communes de Péage de Roussillon, Roussillon, Sablons et Salaise sur Sanne ;
- Vu l'arrêté préfectoral N° DDPP-ENV-2016-01-16 du 29 janvier 2016 donnant acte à la société ENGRAIS SUD VIENNE de la mise à jour de son étude de dangers et prescrivant à l'article 4 , au plus tard le 1er janvier 2017, la mise en place des mesures de maîtrise des risques complémentaires (ou une technique de substitution pour le filmage des sacs) permettant d'exclure de la liste des phénomènes dangereux retenus pour l'établissement de la carte d'aléas du PPRT de Roussillon, les phénomènes relatifs aux citernes fixe et routière de propane conformément aux dispositions du point 3.1.1 de la circulaire du 10 mai 2010.
- Vu l'arrêté préfectoral N° DDPP-ENV-2016-03-16 du 29 mars 2016 autorisant la société HLOG à reprendre à son compte l'exploitation de l'établissement GEODIS BM CHIMIE et, à l'article 1, interdisant le stockage d'acide fluorhydrique à l'origine de l'aléa toxique de la zone B073 mentionné dans le PPRT de Roussillon ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 avril 2017;

**Considérant que,**

suite à la mise à jour de l'étude de dangers d'ENGRAIS SUD VIENNE et l'imposition des mesures compensatoires à cet exploitant au 1<sup>er</sup> janvier 2017,

et

suite à l'interdiction imposée à HLOG par arrêté préfectoral du 29 mars 2016 de stocker certains produits, et à la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement,

les modifications apportées aux installations exploitées par ENGRAIS SUD VIENNE et HLOG, permettent la suspension et la modification de certaines mesures du PPRT sus-visé selon la procédure simplifiée (modification) prévue à l'article L. 515-22-1.-II du code de l'environnement conformément à l'ordonnance n°2015-1324 du 22 octobre 2015 sus-visée ;

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Isère ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Périmètre d'étude**

Est prescrite, conformément aux articles L.515-15 à L.515-25 du code de l'environnement, la modification simplifiée du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) générés par les établissements ADISSEO France, BLUESTAR SILICONES, ENGRAIS SUD VIENNE, HLOG (ex GEODIS BM CHIMIE), NOVAPEX, RHODIA OPÉRATIONS, RUBIS STOCKAGE sur le territoire des communes de Le Péage de Roussillon, Roussillon, Sablons et Salaise sur Sanne.

En application de l'arrêté préfectoral N° DDPP-ENV-2016-03-16 du 29 mars 2016 autorisant la société HLOG à reprendre à son compte l'exploitation de l'établissement GEODIS BM CHIMIE, il est pris acte du changement de nom d'exploitant de l'établissement GEODIS BM CHIMIE, devenu HLOG.

### **Article 2 : Nature des risques pris en compte**



Les risques pris en compte sont ceux générant des effets toxiques, de surpression et thermiques en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations des établissements cités à l'article I.

Dans le cadre de cette modification simplifiée, les risques modifiés concernent uniquement les établissements ENGRAIS SUD VIENNE et HLOG.

### **Article 3 : Services instructeurs**

Cette modification du PPRT est effectuée suivant une procédure simplifiée comme le prévoit l'article L 515-22-1 II du code de l'environnement.

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne – Rhône- Alpes et la Direction Départementale des Territoires (DDT) de l'Isère sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de la modification du plan de prévention des risques technologiques.

### **Article 4 : Modalités de concertation**

En application de l'article L.515-22 du code de l'environnement, les modalités de la concertation relative à la modification du plan de prévention des risques technologiques sont définies ci-après.

Sont associés à la modification du plan de prévention des risques technologiques,

- les exploitants de toutes les installations à l'origine du risque, à savoir, « ADISSEO France », « BLUESTAR SILICONES », « ENGRAIS SUD VIENNE », « GEODIS BM RHONE ALPES », « RUBIS STOCKAGE » et « NOVAPEX » implantés sur le territoire de la commune de Salaise sur Sanne et « RHODIA OPÉRATIONS »
- les communes sur le territoire desquelles le plan s'applique actuellement, à savoir, Roussillon – Salaise sur Sanne – Le Péage de Roussillon et Sâblons
- les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme et dont le périmètre d'intervention est couvert en tout ou partie par le plan, à savoir, la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais
- ainsi que la commission de suivi de site (CSS) de Roussillon Saint-Clair du Rhône créée en application de l'article L. 125-2-1.

La concertation avec les exploitants, les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées est organisée pendant toute la durée de la procédure de modification du PPRT selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescription de la modification, puis projet de règlement et plan de zonage réglementaire) du projet de modification du PPRT sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Roussillon, Salaise sur Sanne, le Péage de Roussillon et Sâblon;
- les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet dans les lieux où sont tenus à la disposition du public les documents relatifs à la modification du PPRT pendant une période minimale de 15 jours.

Sont communiqués :

- aux personnes et organismes associés listés dans l'arrêté préfectoral N°2009-02910 du 6 avril 2009 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques ;
- aux membres de la Commission de Suivi de Site Roussillon – Saint Clair listés dans l'arrêté préfectoral interdépartemental N° 2013059-0012 du 28 février 2013 portant création de la commission de suivi de site de Roussillon Saint Clair du Rhône en remplacement du CLIC de Roussillon Saint Clair du Rhône

les éléments suivants :

- l'arrêté préfectoral prescrivant la modification,
- le projet de modification du PPRT (règlement et plan de zonage réglementaire) ainsi que les lieux, jours et horaires où l'intégralité du dossier peut être consultée,
- le retour de la concertation (observations des membres de la CSS et des personnes et organismes associés (POA) à l'Etat par courrier, observations du public).

### **Article 5 : Mesures suspendues**

Article 5.1

Toutes les dispositions définies dans l'arrêté préfectoral n° 2014 190-0025 du 9 juillet 2014 approuvant le plan de prévention des risques technologiques visant les voies ferrées au sud du site HLOG, telles qu'identifiées à l'article 5.3

sont suspendues.

#### Article 5.2

Les dispositions, listées ci-après, de l'arrêté préfectoral n° 2014 190-0025 du 9 juillet 2014 approuvant le plan de prévention des risques technologique,

- visant l'avenue du Port à l'est du site ENGRAIS SUD VIENNE, telle qu'identifiée à l'article 5.3
- visant la rue des Balmes au sud du site HLOG, telle qu'identifiée à l'article 5.3
- visant les voies ferrées à l'ouest du site ENGRAIS SUD VIENNE, telle qu'identifiée à l'article 5.3

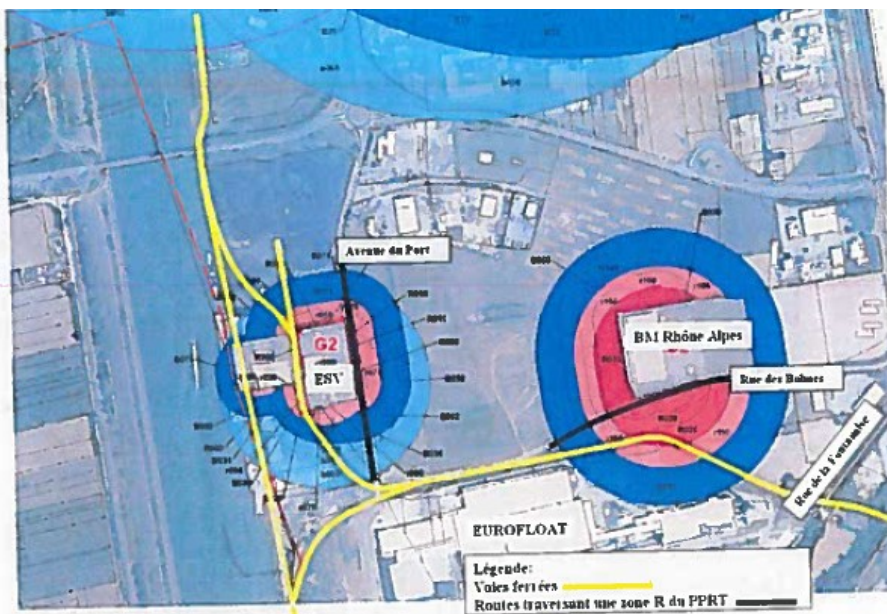
sont suspendues.

Dispositions suspendues :

- Titre II – chapitre III – article 3.3-2ème paragraphe – 2ème alinéa
- Titre II – chapitre IV – article 3.3-2ème paragraphe – 2ème alinéa
- Titre II – chapitre V – article 3.3-1er paragraphe – 2ème alinéa
- Titre II – chapitre VI – article 3.3-1er paragraphe – 2ème alinéa
- Titre IV – chapitre II – article 1- 4-2eme alinéa
- Titre IV – chapitre III – article 1- 4-2eme alinéa
- Titre IV – chapitre II – article 2-c
- Titre IV – chapitre III – article 2-c
- Titre IV – chapitre II – article 2-d)
- Titre IV – chapitre III – article 2-d)
- Titre IV – chapitre II – article 2-e)
- Titre IV – chapitre III – article 2-e)

#### Article 5.3

L'article 5 vise exclusivement les voiries identifiées dans les zones d'aléas ci-dessous.



**Article 6 : Mesures de publicité**

Un exemplaire du présent arrêté est affiché pendant un mois dans les mairies des communes de Roussillon, Salaise sur Sanne, Le Péage de Roussillon et Sâblons, concernées en tout ou partie par le PPRT, et au siège de la communauté de communes du pays roussillonnais.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet dans les journaux suivants : Le Dauphiné Libéré et La Tribune.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

**Article 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 8 : Exécution du présent arrêté**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Auvergne Rhône-Alpes, la Directrice Départementale des Territoires de l'Isère sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Grenoble, le 09 juin 2017**

**Le Préfet,**

**Pour le Préfet,**

**La Secrétaire Générale**

**Violaine DEMARET**



Rectorat de Grenoble

38-2017-07-04-006

Arrêté rectoral SG n°2017-22 du 4 juillet 2017 portant  
subdélégation de signature dans le cadre du SICAC



## Arrêté SG n° 2017-22 portant subdélégation de signature

### Le recteur de l'académie de Grenoble

RÉGION ACADÉMIQUE  
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE L'INNOVATION



Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment en son article 43 -11° ;

Vu les articles R222-19, R 222-19-3, D222-20 et R222-36-2 du code de l'éducation ;

Vu l'arrêté rectoral n°2016-52 du 25 novembre 2016 portant création du service mutualisé de contrôle de légalité des actes transmissibles des collèges de l'académie ;

Vu l'arrêté du Préfet de l'Isère portant délégation de signature à madame le recteur en matière de contrôle de légalité des actes des collèges de l'Isère, pris en date du 30 mai 2016 ;

### ARRETE

**Article 1er :** Subdélégation de signature est donnée à monsieur Mathieu SIEYE, directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) de la Drôme, en tant que responsable du service mutualisé du contrôle de légalité des actes transmissibles des collèges de l'académie, à l'effet de signer au nom du recteur, délégataire du préfet de l'Isère, l'ensemble des actes afférant au contrôle de légalité des actes des collèges relevant du représentant de l'Etat dans le département de l'Isère.

**Article 2 :** Le DASEN de la Drôme subdélèguera, en vertu des articles R222-19-3, D222-20 et R222-36-2 du code de l'éducation, la présente signature au secrétaire général de la direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Drôme et au chef du service mutualisé.

**Article 3 :** La secrétaire générale de l'académie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Article 4 :** Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 10 juillet 2017. A cette même date, l'arrêté rectoral n°2016-56 du 29 novembre 2016 portant subdélégation de signature est abrogé.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et au recueil des actes de la préfecture de l'Isère.

Fait à Grenoble le 4 juillet 2017

signé

Claudine SCHMIDT-LAINÉ